

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1908.

Proposition de loi accordant à tous les ouvriers agricoles et industriels, hommes et femmes, une pension de vieillesse ou d'invalidité fixée au minimum de 360 francs par an.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les adversaires et même les partisans des caisses de pensions ouvrières, avec participation obligatoire, représentent quelquefois le mouvement qui entraîne les esprits vers l'étude et la solution de ce grand problème, comme provoqué uniquement par l'imitation de l'Allemagne; les lois allemandes d'assurance, ajoute-t-on souvent, n'ont, elles-mêmes, pas d'autre origine historique que la ferme résolution du prince de Bismarck de combattre et vaincre le socialisme. C'est, à notre avis, rabaisser l'œuvre féconde réalisée par nos puissants voisins et nous estimons qu'il faut voir les choses de plus haut.

L'ouvrier âgé n'a, le plus souvent, pas de pension. Vit-il à la charge des siens? L'obligation de l'entretenir pèse lourdement sur le ménage de ses enfants, donne lieu à des dissentiments pénibles, mais bien explicables, dont les liens de famille souffrent énormément. Si l'ancien ouvrier est secouru par le bureau de bienfaisance, que devient la dignité de ses vieux jours? Mais ce qu'il y a de plus affreux, c'est de voir l'ouvrier, jeune ou dans la force de l'âge, frappé par la maladie. Que devient la famille, privée de son soutien? Les enfants sont presque toujours voués à la misère. Il est inutile de dire quels auxiliaires le vice et le crime trouvent dans de telles situations.

De pareils faits, patents, avoués, indéniables, sont une choquante

anomalie au milieu de nos sociétés européennes, dont la richesse et la prospérité s'accroissent tous les jours. On peut affirmer que ces misères doivent absolument disparaître : il faut donc recourir, à tout prix, au moyen de les combattre. Si l'on pense, comme nous, que le seul moyen efficace est l'assurance obligatoire, on reconnaîtra que l'emploi de ce remède repose sur autre chose que l'imitation de l'Allemagne et que ce remède est autre chose qu'une arme contre le socialisme. Toute notre évolution économique tend à l'institution de l'assurance obligatoire; elle apparaît comme le complément et le correctif nécessaire du salariat.

C'est sous l'empire d'un sentiment de pitié profonde pour les misères imméritées signalées plus haut, c'est sous l'empire de notre conviction inébranlable que l'assurance obligatoire est un remède social dont l'application s'imposera fatalement, que nous avons déposé notre proposition de loi. Nous l'avons fait avec cette pensée qu'il n'est pas bon, non seulement pour la tranquillité de nos consciences, mais pour la sécurité de l'État, de mettre trop de lenteur à résoudre un problème dont la justice réclame la solution.

Notre proposition repose sur le principe de l'obligation pour l'ouvrier, le patron et l'État de contribuer chacun pour une partie aux charges des pensions; le système financier est celui de la répartition; le service des pensions est confié à une caisse unique pour toute la Belgique; le montant de la pension, tant de vieillesse que d'invalidité, est fixé à la somme annuelle de 360 francs; enfin, le projet s'applique aux ouvriers industriels et agricoles des deux sexes. Le mot ouvrier employé dans le projet doit donc être interprété dans le sens générique.

Tels sont les points principaux de notre proposition, qu'il convient de justifier successivement. Avant de le faire, disons seulement que nous n'entendons abandonner en rien les principes du libéralisme. L'État doit s'abstenir, suivant nous, chaque fois que cette abstention est possible. C'est uniquement parce que les circonstances actuelles réclament un remède prompt et énergique et rendent l'abstention de l'État impossible, que nous considérons son intervention comme justifiée. Nous protestons d'avance contre toute généralisation, qui, sous prétexte de continuer dans la voie où nous sommes entrés, ferait intervenir la puissance publique sans l'excuse d'une nécessité absolue.

Ajoutons que notre projet actuel apporte à l'ancien trois modifications importantes :

1° Application de la loi aux femmes ;

2° Application de la loi à tous les invalides sans distinguer si l'invalidité est ou non antérieure à la mise en vigueur de ses dispositions ;

3° Fixation de l'âge de la pension des ouvriers agricoles, à 65 ans au lieu de 70 ans.

Il intéresse au plus haut degré toute la classe ouvrière. Nous aimons à croire que tous les membres du Parlement et particulièrement nos collègues socialistes, soutiendront notre proposition mieux qu'ils ne l'ont fait dans le passé.

I. — PRINCIPE DE L'OBLIGATION.

Les raisons qui militent en faveur de l'*obligation* sont de deux espèces : elles sont théoriques ou pratiques. Commençons par les raisons théoriques.

A. *En ce qui concerne l'ouvrier.* — Pourquoi les ouvriers ne cherchent-ils pas, en général, à se procurer des rentes de vieillesse, en faisant les versements nécessaires à la Caisse de retraite? Beaucoup ne le *peuvent* pas, parce que leur salaire est trop bas, mais il ne faut pas se dissimuler que la cause principale est une sorte d'inertie, qui fait que les besoins immédiats fixent seuls l'attention de l'ouvrier. Si, par hasard, il songe à l'avenir, cette pensée disparaît bientôt, chassée par les préoccupations du présent : imprévoyance qui est le penchant de l'humanité en général, bien plus que le vice particulier de la classe ouvrière! Ce qu'il faut, c'est obtenir que l'ouvrier *fasse les versements*. La loi du 10 mai 1900, concernant les pensions de vieillesse, augmente bien l'effet des versements *lorsqu'ils sont faits*, mais elle n'aura pas directement pour résultat d'en faire effectuer. Elle n'attaque pas le mal, c'est-à-dire l'inertie, dans sa racine : personne ne peut sérieusement espérer que l'appât des primes suffira à l'extirper.

Y a-t-il, dans l'obligation, une *atteinte* à la liberté de l'ouvrier? Il est certain que la loi, en consacrant l'obligation, apportera une *restriction* à la liberté; c'est l'effet de toutes les lois; mais la question est de savoir si cette restriction n'est pas justifiée et si elle n'a pas pour effet, en définitive, de rendre l'ouvrier plus réellement libre qu'il ne l'était auparavant. L'ouvrier devenu vieux ou invalide, qui n'aura pas de pension, sera-t-il *libre*, lorsqu'il vivra à la charge de la bienfaisance publique ou à la charge de sa famille? Il est manifeste que ceux qui parlent ici de « liberté » violée font sonner un grand mot et oublient la réalité. Comme on l'a dit énergiquement, la seule liberté que l'ouvrier perdra, c'est celle de mourir de faim.

D'ailleurs, qui dit « liberté » n'a pas tout dit. C'est un *devoir* pour l'ouvrier de prévoir les mauvais jours qu'amènera peut-être l'invalidité prématurée et qu'amènera certainement le grand âge : devoir envers lui-même, parce que chacun doit faire tous ses efforts pour remplir une existence digne et utile; devoir envers les siens, parce qu'il doit non seulement les soutenir dans la vie, mais, bien davantage encore, éviter d'être pour eux une charge ou une entrave; enfin, devoir envers la société, parce que nul homme n'a le droit de vivre aux dépens des autres et de compter uniquement, pour subsister, sur les secours de la bienfaisance publique. Or, si l'ouvrier a le devoir d'acquiescer une pension, on ne porte pas atteinte à sa liberté en le forçant à faire les versements nécessaires.

Il ne serait pas juste d'objecter, d'ailleurs, que l'ouvrier peut avoir à remplir d'autres devoirs plus pressants; la retenue sur le salaire est si minime, qu'elle n'empêchera jamais l'ouvrier de remplir ses devoirs.

B. *En ce qui concerne le patron.* — L'obligation morale des patrons, de supporter en partie la charge des pensions ouvrières, est reconnue et proclamée si haut par les adversaires de l'obligation eux-mêmes, qu'il pourrait suffire, à la rigueur, pour justifier celle-ci, de citer leurs déclarations. M. Surmont de Volsberghe, Ministre de l'Industrie et du Travail, a dit, au cours de la discussion de la loi du 10 mai 1900 : « Nous ne contestons pas du tout et personne ne peut contester que l'obligation patronale existe » ; seulement, l'honorable Ministre ne voulait y voir qu'une « loi morale » (*Ann. parl.*, Chambre, session de 1899-1900, p. 1334). M. Nyssens, partisan de l'obligation, mais favorable au projet qui la repoussait, dit dans son rapport que « leur abstention (celle des patrons) serait l'avènement » prochain d'une législation basée sur le principe de l'obligation » (*Doc. parlem.*, Chambre, session de 1899-1900, n. 162, p. 227).

Cet aven rend facile la justification de l'obligation *juridique*. Pourquoi, si l'obligation de contribuer aux pensions s'impose aux patrons avec tant de force, les ouvriers seraient-ils livrés au bon vouloir des patrons ? Et alors que la création d'un système de pensions importe tant au bien-être de la société tout entière, comment la société permettrait-elle aux patrons de méconnaître leurs devoirs ? Les patrons scrupuleux ne seront pas *contraints* en réalité, puisqu'ils auraient spontanément rempli leurs obligations. Quant à ceux qui les méconnaissent, méritent-ils tant d'égards ? Seuls les mauvais patrons profitent de l'hésitation du législateur à inscrire dans la loi le principe de l'obligation.

Ce principe est évidemment juste. Le patron profite du travail de l'ouvrier dont les forces s'usent à son service. Peut-il, lorsque l'ouvrier n'est plus capable de continuer sa besogne, le jeter à la porte de l'atelier, comme on jette un outil brisé ? On a souvent comparé l'obligation du patron de contribuer aux pensions à l'amortissement du capital-outillage. Ce n'est évidemment qu'une comparaison. Mais le rapport de la Commission des pensions ouvrières (p. 147) croit réfuter la thèse des partisans de l'obligation en faisant remarquer que le patron est propriétaire du capital-outillage, tandis qu'il n'est que locataire du capital-force de l'ouvrier et que, suivant les principes du contrat de louage, c'est le bailleur qui doit entretenir la chose louée et « y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations nécessaires, autres que les réparations locatives ou de menu entretien ». D'abord, on pourrait faire observer qu'un être humain n'est pas une chose et que celui qui prend en location les services de son semblable est naturellement tenu à plus que celui qui prend à bail une maison ou des meubles. Mais l'argument même de la Commission des pensions ouvrières fournit les éléments de la réfutation. Dans le louage de choses, l'usage, conforme à l'équité, a introduit la règle que le preneur doit faire « les réparations locatives ou de menu entretien », et cela, parce que les détériorations correspondantes sont présumées dues à son fait. Il doit en être de même dans le louage de personnes. Il ne s'agit pas de mettre à charge du patron tous les frais de la pension, c'est-à-dire toute la réparation de l'usure de l'ouvrier ;

mais comme il est certain que l'usure de ses forces provient en partie du travail et qu'il y a là une sorte de « risque professionnel » même en dehors des cas d'accident, il est juste et nécessaire de faire incomber au patron une partie de la charge des pensions.

C'est d'ailleurs, un moyen indirect de relever le taux du salaire et de faire du salaire ce qu'il devrait être : une ressource permettant à l'ouvrier de pourvoir à tous ses besoins et notamment au besoin de s'assurer une pension. Le fait de l'insuffisance du salaire n'est pas niable. « Livré à ses » seules forces, dit le rapport de la Commission des pensions ouvrières, » l'ouvrier ne peut que malaisément faire face aux charges de l'assurance. » Ainsi la généralisation de celle-ci et notamment des pensions de retraite » paraît devoir exiger un effort collectif à provenir soit des associations » ouvrières, soit des patrons, soit des pouvoirs publics, soit de préférence » de l'action combinée de l'État, des patrons et des sociétés mutuellistes ou » professionnelles » (p. 47). Il n'y a d'ailleurs pas lieu de craindre que les patrons rejettent sur l'ouvrier la charge que leur imposera la loi. Cette charge n'est pas bien considérable. On peut dire, comme le fait M. Guieysse, dans le remarquable rapport qu'il a déposé au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (*Journal officiel* français, *Doc. parl.*, Chambre, session de 1899-1900, Annexe n° 1502, p. 725) que « ce » versement est trop modique pour qu'il y ait lieu de craindre sa répercus- » sion sur les salaires; le montant de ces charges ne peut que rentrer dans » les frais généraux ».

Le principe de l'obligation patronale est inscrit dans la loi allemande. La Commission d'assurance et de prévoyance sociales conclut à son adoption, comme nous venons de le voir.

Nous dirons donc des patrons, encore avec M. Guieysse, que : « Ce que » quelques-uns d'entre eux seulement ont accompli, la société a le droit et » le devoir de l'imposer à tous les autres ».

C. *En ce qui concerne l'État.* — On peut dire que le principe de l'intervention pécuniaire de l'État dans la charge des pensions ouvrières est un principe acquis dans notre législation. Il est consacré par la loi du 10 mai 1900. Notre proposition ne fait que lui donner une forme nouvelle, sans le modifier dans son essence. Notre proposition le perfectionne seulement, en faisant disparaître l'injustice choquante du système de la liberté subsidiée : seuls les ouvriers relativement aisés peuvent faire les versements nécessaires, et ce sont les seuls ouvriers auxquels l'État prête son appui ! En outre, les primes sont proportionnelles au montant des versements, de sorte que, parmi les ouvriers aisés, ce sont encore les plus aisés qui profitent davantage des subsides de l'État ! La loi du 10 mai 1900 devrait être abrogée, quand même elle ne serait entachée que de ce vice évident. Mais elle aura du moins eu cet avantage de consacrer le principe de l'intervention pécuniaire de l'État.

Cette intervention se justifie d'abord par le fait que la société entière

profite du travail de l'ouvrier. La solidarité humaine exige que la société ne l'abandonne pas au moment où ce travail aura usé ses forces. Ensuite, il convient d'alléger dans une certaine mesure la charge de l'ouvrier et du patron. Enfin, l'institution de la propriété privée, si indispensable qu'elle soit, conduit à de grandes inégalités. La pauvreté de certains membres du corps social est excessive. Or, nous sommes convaincus que c'est consolider l'institution de la propriété que de savoir porter remède aux inconvénients qu'elle peut entraîner.

Telles sont les considérations générales et philosophiques qui justifient selon nous l'intervention de l'ouvrier, du patron et de l'État dans les charges des pensions ouvrières.

Mais ces considérations seraient fausses, qu'il faudrait quand même consacrer le principe de l'obligation. L'obligation est, en effet, le seul moyen de généraliser les pensions ouvrières.

Un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est qu'il faut faire quelque chose et que les institutions existantes ne suffisent pas. Rien n'est plus éloquent à cet égard que l'examen de la situation actuelle. Il en résulte que la plupart des caisses actuelles ne sont pas dans une bonne situation financière. L'argument qui a été mis le plus en avant par les partisans du système consacré par la loi du 10 mai 1900, c'est la progression, dans les dernières années, des affiliations à la Caisse de retraite. Il ne serait pas exact, cependant, de faire honneur de tout ce succès au système de la liberté; un bon nombre de ces affiliations sont dues aux patrons, qui obligent leurs ouvriers à s'affilier.

Il est évident, d'ailleurs, que le système de la liberté est favorable aux ouvriers les moins pauvres et que la progression dont on tire argument s'arrêtera quand une certaine proportion des ouvriers aisés sera affiliée.

Une autre preuve de l'insuffisance de l'initiative privée, c'est la facilité avec laquelle elle se laisse entraîner dans des entreprises à bases illogiques et désavantageuses (Voyez O. LEPREUX, *Les Pseudo-mutualités*, dans le n° 5 du *Bulletin de l'Association des Actuaires belges*).

L'insuffisance de la liberté apparaît avec une évidence particulière en ce qui concerne les pensions d'invalidité. Si les ouvriers restent libres de s'affilier ou non à une Caisse de pensions d'invalidité, les ouvriers malades, qui sont sur la pente de l'invalidité, s'affilieront seuls ou presque seuls et la caisse sera rapidement en déficit.

L'obligation ne sera d'ailleurs pas une nouveauté en Belgique, puisque certains patrons forcent leurs ouvriers à s'affilier soit à la Caisse de retraite, soit à une Caisse spéciale. C'est, en fait et dans un domaine restreint, le régime de l'obligation.

Les espérances que le Gouvernement a fondées sur la loi du 10 mai 1900 sont empreintes d'un optimisme évident. L'expérience démontre que l'obligation est nécessaire.

Du moment qu'il est admis que l'ouvrier, le patron et l'État doivent contribuer à la charge des pensions, le plus simple et par suite le plus juste, en

présence de l'impossibilité de déterminer autrement leur part, est de la fixer à environ un tiers pour chacun. C'est ce que nous proposons de faire. En effet, si nos calculs aboutissent à faire payer un peu plus par l'État que par les patrons et par les ouvriers, cette inégalité disparaîtra quand le fonds de réserve sera constitué (voyez calculs et l'article 22, alinéa 2, de la proposition).

II. — SYSTÈME FINANCIER

Nous admettons donc le principe de l'obligation, pour l'ouvrier, le patron et l'État, de contribuer chacun pour environ un tiers à la charge des pensions. Cela étant bien établi, il faut faire un choix entre les différents systèmes financiers possibles, dont les principaux sont le système de la répartition et celui de la capitalisation. « Cette question de la capitalisation ou de » la répartition, dit M. Guieysse dans le rapport déjà cité, est, en réalité, » la plus importante dans l'établissement des retraites ouvrières. »

Il convient avant tout de bien définir les deux systèmes.

Celui de la répartition est simple. Il consiste, le nombre des pensionnés et le montant des arrérages annuels étant connus, à déterminer la somme totale à dépenser chaque année pour les pensions. Il suffira de diviser cette somme par le nombre des cotisants pour obtenir le montant de la cotisation annuelle de chacun. Dans ce système, la caisse des pensions se remplit et se vide complètement chaque année.

Le système de la capitalisation est plus compliqué. Nous supposons, pour plus de clarté, qu'il s'agit simplement de constituer des pensions de vieillesse. Chaque affilié verse une cotisation donnée, tous les ans, par exemple, et le produit de ces cotisations est placé par l'administration de la caisse de la façon à la fois la plus avantageuse et la plus sûre. Le total des cotisations versées depuis le jour de l'affiliation jusqu'au jour de l'ouverture de la pension, augmentées de leurs intérêts composés, formera, au jour de cette ouverture, un capital déterminé, qui servira au service des arrérages jusqu'à la mort du pensionné. Seulement, comme tous les affiliés ne vivent pas jusqu'au jour fixé pour l'ouverture de la pension, il se fait qu'un certain nombre d'entre eux ne profitent pas des cotisations qu'ils ont versées, ni des intérêts composés de ces cotisations. Ces cotisations et ces intérêts profitent aux autres affiliés, à ceux qui atteignent l'âge de la retraite. De sorte que le capital disponible au jour de l'ouverture, comme il a été dit ci-dessus, pour le service de la pension de chaque affilié, est supérieur au total des cotisations versées par chaque affilié et de leurs intérêts composés. La mesure de cet accroissement dépend du nombre de survivants, comparé au nombre des affiliés.

Le capital disponible dépend de ces divers facteurs : cotisations, — taux de l'intérêt, — proportion des survivants. Ce capital étant supposé connu, quel sera le montant des arrérages ? Si le nombre d'années que vivra le pensionné était connu d'avance, il suffirait de calculer le montant de l'annuité

nécessaire pour que, au jour de sa mort, le capital lui ait été remboursé avec ses intérêts composés. Comme le nombre d'années que vivra réellement le pensionné est inconnu, on prend, en se servant d'une table de mortalité, le nombre d'années pendant lequel il vivra *probablement*. Ce nombre est une moyenne : il se trouve donc que, en opérant sur un grand nombre de pensionnés, l'équilibre financier de la caisse est assuré. Le surcroît de dépenses occasionné par les pensionnés vivant plus que ne l'indique la table de mortalité est exactement compensé par l'avantage que tire la caisse des décès survenus plus tôt que la table ne le faisait prévoir.

Tels sont les principes sur lesquels repose le système de la capitalisation.

Observons maintenant les phases par lesquelles passe, au point de vue financier, une caisse fondée sur ce système.

Il est évident que ceux qui s'affilieront à un âge relativement avancé auront moins de temps pour former le capital disponible nécessaire, au jour de l'ouverture de la pension, pour leur servir une rente viagère donnée. Par conséquent, ils devront verser des cotisations annuelles d'autant plus élevées qu'ils seront plus âgés au moment de l'affiliation. En fait, le chiffre de la cotisation nécessaire augmente énormément avec l'âge de l'affiliation, parce que, les cotisations versées dans la jeunesse restent longtemps placées à intérêt composé et sont, par conséquent, plus efficaces. De là découle une conséquence sur laquelle nous voulons immédiatement attirer l'attention : c'est que dans le système de la capitalisation pure, il est impossible de pensionner les ouvriers déjà âgés au moment de la mise en vigueur du système. Ou bien ils devront verser des cotisations énormes, ou bien ils ne pourront espérer qu'une rente dérisoire. Aussi est-on forcé, lorsqu'on adopte ce système, d'édicter en faveur des ouvriers susvisés des « mesures transitoires » plus ou moins boiteuses et insuffisantes, comme l'a fait la loi du 10 mai 1900.

Supposons donc que les jeunes ouvriers qui atteindront un âge donné (20 ans par exemple), l'année de la mise en vigueur du système, seront affiliés à la caisse. Si les pensions s'ouvrent à 60 ans, personne ne touchera rien pendant les quarante premières années de fonctionnement de ce système. Pendant cette période, le capital qui sera affecté plus tard au service de la rente de chaque affilié, s'il atteint 60 ans, se formera progressivement et, à chaque moment, la caisse devra avoir en mains une somme déterminée, d'autant plus considérable que l'échéance de la rente sera rapprochée; c'est ce qu'on appelle la *réserve mathématique* (COSTIER, *Des retraites ouvrières*, p. 354). La caisse doit, pour être dans un parfait état d'équilibre financier, posséder à chaque instant toutes les réserves mathématiques afférentes aux pensions qu'elle a promises.

Le nombre d'affiliés ira en augmentant d'année en année, grâce à l'entrée des nouvelles générations, jusqu'au moment où il se produira chaque année autant de décès que d'entrées. La population, tant cotisante que pensionnée, restera alors constamment égale à elle-même. C'est ce qu'on appelle le « régime permanent ». A partir de ce moment, les capi-

taux cesseront de s'accroître. « Tout ce qui entrera dans la caisse au commencement de l'année en sortira à la fin de l'année pour payer les rentes échues; mais comme il existera un fonds de réserve, les intérêts de ce fonds suppléeront à l'insuffisance des primes pour payer les rentes. » (Voyez DUBOISDENGHIEN, *Bulletin de l'Association des Actuaires belges*, n° 2, 15 juin 1897, pp. 240-244, *Comparaison entre le système dit « de capitalisation » et le système dit « de répartition », appliqués à la constitution d'une caisse de retraite.*)

On voit que le système de la capitalisation n'est pas du tout tel que l'a décrit M. Léon Defuisseaux, pour le combattre d'ailleurs, dans les développements de son projet sur les Pensions des ouvriers mineurs. (Voyez *Ann. parlem.*, Chambre, sess. de 1894-1895, pp. 460 et suiv.) La proposition de M. Defuisseaux conduisait à une dépense annuelle de 9,666,600 francs. Le capital correspondant à ce revenu est, à 3 %, de 322,220,000 francs. D'après M. Defuisseaux, le système de la capitalisation eût consisté à accumuler ce capital au moyen de cotisations, sans payer aucune pension. Il aurait fallu vingt ans, mais, ce délai passé, le capital aurait été formé et les cotisations auraient dorénavant été inutiles. Ce système assez puéril n'est pas celui de la capitalisation.

Il est inutile d'exposer les systèmes mixtes, plus ou moins voisins des systèmes extrêmes que nous venons de décrire, tels que la capitalisation par périodes (variété de la capitalisation), employée d'abord en Allemagne, concurremment avec la répartition pure, en ce qui concerne la contribution de l'Empire, mais remplacée, depuis la loi du 13 juillet 1899, par le système des primes moyennes (variété de la répartition). Ce qui précède suffit à faire prévoir les défauts et les qualités de chacun des systèmes principaux.

L'argument auquel reviennent toujours les partisans de la capitalisation, c'est que, pour obtenir une pension donnée, les versements nécessaires sont moindres dans le système de la capitalisation que dans celui de la répartition. C'est ce qui a motivé les conclusions de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, favorables à la capitalisation pure. Le montant moins élevé des cotisations, dans ce système, se conçoit aisément, puisque les pensions sont payées, en régime permanent, non seulement au moyen des versements de l'année, mais encore au moyen des intérêts des capitaux accumulés. Ces intérêts servent à diminuer, chaque année, le total des versements nécessaires. « Quel que soit le taux d'intérêt, dit M. Duboisdenghien (art. cité, p. 244), si faible soit-il, le système dit « de capitalisation » sera donc le moins onéreux... » Le savant actuair trouve, en adoptant la Table de Quetelet et un taux de 3 %, que la prime dans le système de capitalisation est à la cotisation nécessaire dans le système de répartition, à peu près comme 8 est à 21.

Ce résultat semble décisif et l'on comprend qu'il entraîne beaucoup de bons esprits à prôner le système de la capitalisation. Nous croyons cependant qu'un examen approfondi doit conduire à la conclusion contraire.

On remarquera d'abord que, si le système de la capitalisation coûte moins cher, il donne aussi beaucoup moins : M. Duboisdeghien suppose que les versements sont faits depuis 20 jusqu'à 60 ans. Personne ne sera donc pensionné avant 40 ans, et c'est seulement lorsque le régime permanent sera établi, c'est-à-dire beaucoup plus tard encore, qu'il y aura autant de personnes jouissant de la pension que dans le système de la répartition. Celui-ci, au contraire, permet de pensionner, dès la première année, le nombre maximum de pensionnés : on se trouve d'emblée dans l'état de régime permanent. Or, pour comparer les deux systèmes, il ne faut pas se borner à voir ce qu'ils coûtent, il faut aussi considérer ce qu'ils donnent.

A cela, les partisans de la capitalisation répondent en disant que les personnes qui profitent de l'augmentation des charges, ce sont les générations actuelles composées de ceux qui, dans notre hypothèse, avaient plus de 20 ans au moment de la mise en vigueur du système, mais que, une fois le régime permanent atteint, le nombre de pensionnés étant le même dans le système de la capitalisation que dans le système de la répartition, l'adoption de ce dernier lors de la fondation de la caisse aura pour effet de faire peser indéfiniment une charge plus considérable sur les générations futures. Et cela, au profit de qui ? Au profit des générations présentes. La répartition, dit-on, sacrifie l'avenir au présent.

Nous répondons que le système contraire sacrifie le présent à l'avenir et que, au surplus, ce n'est pas sacrifier l'avenir que de lui imposer une charge qui lui incombe naturellement. En présence de quelle situation nous trouvons-nous en effet ? Nos prédécesseurs ont complètement perdu de vue le devoir social qui leur incombait de créer un système de pensions ouvrières, de sorte qu'il y a actuellement des générations entières, composées de personnes ayant déjà atteint l'âge de la retraite et de personnes qui ne pourront plus acquérir, par voie de capitalisation, une pension suffisante. Ces générations actuelles sont encore plus intéressantes, peut-on dire, que les générations futures. La société avait des devoirs envers elles et elle ne les a pas remplis. La sollicitude qu'elle leur devait, elle ne la leur a pas témoignée, et le mal est irréparable, si l'on ne se résout pas à payer à ces générations des pensions de vieillesse, en recourant au système de la répartition. Les générations nouvelles, au contraire, ont l'avenir devant elles ; elles peuvent encore se créer des pensions, profiter des facilités créées par la loi du 10 mai 1900 et exiger de l'Etat et des patrons le concours dont nous avons démontré la légitimité. La répartition coûtera plus cher, soit ! Ce qu'il faut voir, c'est si notre devoir social ne nous impose pas ce surcroît de dépenses. Nous estimons, quant à nous, que s'il est *possible* de le supporter, nous *devons* le faire. Cette possibilité résulte des calculs que nous ferons plus loin. En réalité la répartition n'a pas pour effet de grever l'avenir au profit du présent : la répartition fait face à une dette sacrée, que nous a léguée le passé, trop indifférent aux besoins des ouvriers ; elle y fait face en la faisant peser également sur le présent et sur l'avenir, ce qui, assurément, n'est que juste.

Les droits des générations présentes exigent donc absolument qu'on adopte le système de la répartition pour créer les pensions qui leur sont nécessaires.

Les partisans de la capitalisation ne désarment cependant pas. Concédant ce qui précède, ils soutiennent que, *pour les générations futures au moins*, il faut recourir à la capitalisation. On aboutirait ainsi à un système combiné comme ceux que propose M. Duboisdeghien dans un travail déjà cité (*Bulletin de l'Association des Actuaires belges*, n° 2, p. 98) : la répartition pour les personnes âgées, par exemple, de plus de 20 ans au moment de la mise en vigueur de la loi sur les pensions, et la capitalisation pour toutes les autres. Mais, même dans cette mesure atténuée, nous ne pouvons admettre que le système de la capitalisation soit préférable. Le moment est venu de signaler les grands inconvénients qu'il entraîne.

En premier lieu, il suppose une accumulation considérable de capitaux. D'où la nécessité de les placer avec habileté. Les frais d'administration de la caisse seront beaucoup plus grands. En outre, comme les placements doivent être sûrs et que le nombre des placements sûrs est limité, il est certain que le placement des énormes capitaux de la Caisse deviendra extrêmement difficile, sinon impossible. Si l'on a recours aux fonds d'Etat, le cours de la rente montera dans une proportion exagérée.

Mais le système de la capitalisation porte en lui-même une contradiction qui, d'après nous le condamne absolument. Le montant des rentes dépend directement, dans ce système, du taux de l'intérêt, puisque les capitaux affectés au service des rentes sont formés en grande partie au moyen des intérêts accumulés des cotisations. Or, le taux de l'intérêt baisse continuellement, de sorte qu'il faudra, un jour, ou bien diminuer le chiffre des rentes, ou bien augmenter celui des primes. On peut prévoir, quand il s'agit d'un organisme destiné à durer des siècles, comme une Caisse de pensions ouvrières, un jour où cette baisse du taux de l'intérêt deviendra désastreuse. Mais il y a plus : la baisse du taux de l'intérêt sera l'effet même de la capitalisation. Il n'est pas douteux, en effet, que tel sera le résultat de l'afflux des énormes capitaux de la Caisse sur le marché de l'argent : la hausse de la rente indiquée plus haut met déjà suffisamment ce point en lumière.

Nous ne pourrions mieux faire que de citer ici les paroles si justes qu'a prononcées M. Hubin, dans la discussion de la loi du 10 mai 1900 : « Si » l'intérêt de l'argent baisse, à quelle conclusion aboutissez-vous en établissant le système de l'assurance ouvrière sur la capitalisation des primes? » Voici ce qui se passe en réalité : l'activité ouvrière fait abonder les capitaux sur le marché, de telle sorte que l'intérêt de l'argent baisse et, en même temps, la rente payée à l'ouvrier baisse proportionnellement et parallèlement. Dans ce système, plus l'ouvrier produira, plus le capital s'accroîtra, plus la rente de ce capital baissera et, comme récompense, l'ouvrier, qui est le promoteur de cette prospérité, verra sa pension diminuer. Voilà pourquoi je suis adversaire de ce système, qui met en

» opposition deux intérêts de la classe ouvrière. » (*Ann. parlam.*, Chambre, session de 1899-1900, p. 1302.)

Le système combiné — répartition pour les générations actuelles et capitalisation pour les généralisations futures — aurait encore cet inconvénient d'entraîner au début, pendant un certain nombre d'années, des charges supérieures à celles de la répartition. Enfin, ces charges seraient variables d'année en année, jusqu'au régime permanent. La charge constante et toujours égale à elle-même de la répartition ne donne, au contraire, lieu à aucune incertitude dans les prévisions budgétaires. (V. DUBOISDENGHEN, article cité.)

Qu'arriverait-il, s'écrient les partisans de la capitalisation, le jour où l'on voudrait supprimer la Caisse des pensions basée, par hypothèse, sur le système de la répartition ! La source des arrérages annuels, c'est-à-dire les cotisations, étant tarie, la Caisse se trouverait subitement sans ressources et le service des pensions devrait cesser brusquement. Quelles ne seraient pas les plaintes de ceux qui auront fait des versements, peut-être pendant toute leur vie, et qui auront espéré une pension ! Tandis que si l'on supprime subitement les cotisations à échoir, dans une Caisse basée sur la capitalisation, le droit aux pensions déjà acquises subsiste et les capitaux sont là pour les payer. Les conséquences que l'on prévoit sont justes. Mais il faut bien peser qu'une fois le système des pensions organisé, il devra durer toujours. On n'aura, d'ailleurs, jamais l'envie de priver la société d'un pareil bienfait. Et si, par impossible, on le voulait, il faudrait nécessairement ne supprimer les cotisations que progressivement ou inscrire au budget, pendant une certaine période, les sommes nécessaires pour payer des pensions aux personnes ayant déjà fait des versements.

Si l'on va au fond des choses, on voit que le grand argument des partisans de la capitalisation, à savoir que les primes sont moins fortes dans ce système, pourrait aussi bien s'appliquer à d'autres dépenses que celles des pensions. On pourrait dire : Au lieu de payer chaque année, par voie d'allocations budgétaires, les dépenses de l'administration de la justice, par exemple, ou celles de l'entretien des routes, pourquoi ne pas constituer des capitaux dont les intérêts serviraient un jour à alléger le poids des impôts que payeront nos arrière-neveux ? Il est clair que ce système de « capitalisation » finirait par coûter moins et l'on pourrait dire que le repousser, c'est sacrifier l'avenir au présent. Pourquoi, cependant, ne peut-on songer un seul instant à y recourir ? C'est que nous devons déjà supporter les charges annuelles de l'administration, pour lesquelles s'effectue une sorte de « répartition » ; ces dépenses nous suffisent. Il serait sans doute très agréable pour nos arrière-neveux de payer moins d'impôts, mais nous ne pouvons pas, nous, en payer plus, uniquement pour faire de tous ces arrière-neveux des « capitalistes ». On ne songe même pas à la capitalisation, quand il s'agit des dépenses ordinaires de l'État, parce qu'il faut absolument subvenir aux dépenses courantes. On y songe quand il s'agit des pensions ouvrières, parce qu'on croit pouvoir méconnaître les droits des

générations actuelles. Les dépenses occasionnées par les pensions, ce sont des dépenses courantes, nécessitées par la vie de tous les jours ; c'est essentiellement une « consommation de richesses ». Il est donc naturel et juste qu'on y pourvoie au jour le jour sans capitaliser.

En résumé, nous sommes convaincus que le système de la répartition est le seul pratique. Bien entendu, rien n'empêche et il est même utile de créer un fonds de réserve qui ne soit pas trop considérable, pour parer à l'imprévu. Mais la répartition est plus simple que la capitalisation ; elle n'exige que des calculs faciles et une administration peu compliquée. Enfin, tandis que, dans le système de la capitalisation, chacun fait des versements pour lui-même et que c'est là, en quelque sorte, le système de l'égoïsme, — la répartition répond à la grande idée de la mutualité. Chacun y fait des versements non pour lui-même, mais pour les autres ; elle est l'expression de la solidarité humaine.

III. — CAISSES UNIQUES OU CAISSES MULTIPLES.

Faut-il, pour organiser le service des pensions ouvrières, instituer une seule caisse pour tout le pays, ou bien plusieurs caisses ? C'est encore un point sur lequel les avis diffèrent, comme sur la question du système financier.

Entendons-nous d'abord sur le sens de cette expression : « des caisses multiples ». Au point de vue des limites de leur compétence, on peut concevoir des caisses régionales et des caisses professionnelles. Si l'on décide de créer des caisses de cette dernière catégorie, on sera presque forcément conduit à leur adjoindre un certain nombre de caisses locales, groupant les métiers qui occupent un nombre trop faible d'ouvriers pour qu'on puisse créer une caisse particulière.

Au point de vue des fonctions que l'on attribue aux caisses multiples, on peut distinguer trois modes différents d'organisation :

1^o La loi organisant les pensions ouvrières peut décider simplement qu'il y aura plusieurs caisses ; pour le surplus, la loi laissera chaque caisse libre de faire son règlement, sous réserve, par exemple, de l'approbation royale. L'administration de chaque caisse déterminera ainsi le montant des versements et des rentes, les conditions requises pour l'obtention de celles-ci, etc. C'est à ce type que se rattache la proposition de M. De Guchtere, déposée au cours de la session de 1894-1895 ;

2^o La loi, tout en déterminant les règles relatives aux cotisations et aux pensions, peut accorder la personnification civile aux caisses et leur attribuer à chacune un patrimoine distinct. Chaque caisse est propriétaire de son patrimoine et l'administre. Tel était le système consacré en Allemagne par la loi du 22 juin 1889, concernant l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Tel est encore le système proposé en France par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales ;

3° On pourrait enfin ne confier aux caisses d'autre mission que celle d'*administrer* une partie des capitaux affectés aux pensions, mais sans donner à chaque caisse un patrimoine propre. La loi allemande du 19 juillet 1899 a créé un système mixte résultant de la combinaison de ce système et du précédent. Les « Établissements d'assurance », en Allemagne, *administrent* tous les capitaux de l'assurance, mais ne sont propriétaires que d'une partie (*Sondervermögen*); le reste leur est commun (*Gemeinvermögen*). La Commission d'assurance et de prévoyance sociales propose aussi la création d'un « fonds spécial », administré par un conseil central sous l'autorité du Ministre du Commerce.

Tels sont les systèmes entre lesquels il convient de choisir.

Remarquons d'abord que la considération principale qui fait parfois pencher pour la création de caisses multiples, surtout de caisses régionales, c'est la difficulté du placement des capitaux de l'assurance dans le système de la capitalisation. C'est ce qui a déterminé le choix de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. En effet, il est à prévoir que les administrateurs de caisses régionales, au courant des besoins des diverses entreprises de la région et au courant de leur valeur financière, placeront avec discernement les fonds qui leur seront confiés. Cet argument perd tout son poids quand on s'est rallié, comme nous, au système de la répartition, puisqu'il n'y aura pas, ou presque pas de capitaux à gérer.

Sous le bénéfice de cette observation préalable, examinons maintenant les divers types de caisses particulières que l'on peut distinguer au point de vue des fonctions que la loi leur attribue.

Les caisses libres, maîtresses de leur règlement, doivent évidemment être rejetées. Adopter un pareil système, c'est, en réalité, pour le législateur, renoncer à en choisir un. C'est renoncer à tout calcul sur le montant des pensions et le régime financier. Il est impossible de marcher ainsi au hasard quand on jette les fondements d'une institution aussi importante que celle des pensions ouvrières.

Au moins, dira-t-on, le second type de caisses particulières échappe-t-il à ce reproche. Tout est prévu, fixé par le législateur; les caisses ne font qu'administrer chacune leur patrimoine.

L'expérience faite en Allemagne a révélé le vice de ce système : les cotisations sont plus difficiles à percevoir dans les régions agricoles, tandis que dans les mêmes régions, les affiliés vivent en général jusqu'à un âge plus avancé. De ce double fait résultent, pour les caisses dont la majorité des affiliés se compose d'agriculteurs, moins de recettes et plus de dépenses que dans les autres caisses. On a constaté, en Allemagne, que, tandis que certains Établissements (ceux des parties industrielles de l'Empire) se trouvaient dans une situation de plus en plus prospère, la situation d'autres Établissements périssait tous les jours davantage. C'est ce qui a conduit le législateur de 1899 à créer la *Fortune commune* (*Gemeinvermögen*) des Établissements.

Il ne reste plus que le troisième type de caisses particulières : celles qui

n'auraient d'autre fonction que d'administrer chacune une partie du patrimoine commun de l'assurance. Comme il a été dit plus haut, un pareil système ne pourrait présenter des avantages que s'il y avait à gérer des capitaux considérables, ce qui ne sera pas le cas si notre proposition est adoptée.

Laissons de côté ces complications inutiles.

Le principe même de l'assurance mutuelle s'oppose à la création de caisses multiples. Ce principe, en effet, est celui de la répartition des risques : plus sera grand le nombre des têtes sur lesquelles les risques seront répartis, plus parfaite sera l'application du principe. Nous concluons donc que, à supposer même que la création de plusieurs caisses ou établissements s'explique dans de vastes États comme l'Allemagne ou la France, elle n'aurait aucune raison d'être dans un petit pays comme le nôtre. Aussi proposons-nous de ne créer qu'un seul et unique organisme pour réaliser en Belgique la grande institution des pensions ouvrières.

Toutefois, nous faisons intervenir les intéressés eux-mêmes dans le fonctionnement de la Caisse, en les faisant entrer seuls dans les *Conseils locaux des pensions ouvrières*, visés par les articles 40 et suivants de notre proposition. Nous sommes convaincus que, mieux que personne, les intéressés savent et pourront dire si la pension est réellement due. Leur collaboration donne d'excellents résultats dans la Caisse de prévoyance des ouvriers mineurs du Centre. Il nous a semblé qu'il était possible d'obtenir les mêmes résultats dans le système de la Caisse unique.

IV. — LE CHIFFRE DES PENSIONS.

Il importe, ici, d'attirer l'attention sur un point que nous considérons comme capital dans notre proposition. Nous n'avons nullement eu en vue de procurer aux ouvriers les pensions qu'ils doivent tâcher d'acquérir, soit pour leurs vieux jours, soit pour le cas où ils deviendraient invalides. C'est seulement un minimum de pension, c'est le strict nécessaire que nous voulons leur procurer. Nous estimons (nous l'avons déjà dit) que l'intervention de l'État n'est justifiée, dans une matière aussi délicate, que par la nécessité : c'est aussi la nécessité qui en fournit la mesure. En outre, il convient de laisser à l'initiative privée un certain champ libre, à côté du domaine de la contrainte. A côté de la prévoyance forcée, subsistera la prévoyance volontaire : les ouvriers particulièrement économes trouveront dans une pension plus élevée la récompense de leurs efforts. De même, à côté de la contribution obligatoire de tous les patrons subsistera la contribution spontanée des patrons les plus généreux, les plus conscients de leurs devoirs sociaux. Nous répondrons ainsi victorieusement à ceux qui nous reprocheront de déprimer l'énergie individuelle. Les pensions que nous voulons voir payer ne sont pas l'idéal à atteindre : nous espérons, au contraire, que patrons et ouvriers feront tous leurs efforts pour en accroître le

chiffre. Tel est l'esprit de notre proposition ; pour tout dire en un mot, *la pension que nous avons en vue n'est pas un but, c'est un moyen.*

Ce principe nous permet de résoudre facilement la question de savoir s'il convient de créer des classes de salaires avec versements obligatoires, variables suivant ces classes, et des pensions dont le montant est fixé en conséquence. Puisque c'est un *minimum* de pension que nous voulons voir payer, il ne faut pas de classes de salaires. Le minimum ne comporte pas de degrés. La proportionnalité qui doit exister naturellement entre le salaire et la pension sera réalisée autant que possible par la voie de l'initiative individuelle, comme il a été dit plus haut.

Nous nous rapprocherons ainsi, sur ce point, comme sur les autres, de l'idéal de la plus grande simplicité que nous avons déjà tâché de réaliser à d'autres égards. La simplicité se traduit nécessairement, dans une institution comme celle des pensions ouvrières, par la diminution des frais d'administration, la liquidation plus facile des pensions et la rapidité du fonctionnement.

Quel est maintenant le chiffre de la pension qu'on peut réellement considérer comme le minimum de ce qu'il faut pour vivre ? Nous avons pensé que la somme de 1 franc par jour constitue en général ce minimum. En conséquence, nous avons fixé le montant de la pension au chiffre rond de 360 francs par an. C'est le minimum admis par un grand nombre de projets français et notamment par celui de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Si l'on compare ce chiffre à ceux des rentes payées en Allemagne (dont la modicité a souvent été critiquée), on constate qu'il leur est notablement supérieur : la valeur *moyenne* de la rente d'invalidité était, en 1898, de fr. 163.44 et la valeur moyenne de la rente de vieillesse de fr. 176.03 seulement (*Einrichtung und Wirkung der deutschen Arbeiterversicherung, Denkschrift für die Weltausstellung zu Paris, 1900*, Berlin, 1900, p. 194).

V. — ÉTENDUE DE LA PROPOSITION.

Notre projet s'applique aux ouvriers industriels et agricoles des deux sexes ainsi qu'aux matelots pêcheurs des chalutiers à vapeur et des barques à voiles dont les matelots ne sont pas copropriétaires. Les ouvriers et employés du commerce, domestiques et gens de service n'y sont pas soumis. Le besoin de l'intervention de l'État paraît moins pressant en ce qui les concerne. En outre, comme le fait observer le rapport de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, les conditions dans lesquelles une loi de retraite est applicable aux domestiques, petits artisans, petits commerçants, cultivateurs vivant sur leurs biens, etc., sont essentiellement différentes de celles qui regardent les salariés proprement dits. La solution du problème, à leur égard, n'est donc pas abandonnée ; elle est seulement ajournée.

Le nombre des ouvriers industriels mâles s'élève, d'après le recensement général de 1900, à 865,353.

Le nombre des femmes employées dans l'industrie est de 268,237 (recensement général de 1900).

Enfin, il y a 192,012 hommes et 55,458 femmes employés comme ouvriers dans les exploitations agricoles, horticoles et sylvicoles.

Quant à l'effectif des chaloupes de pêche, il se chiffre par 1,914 marins.

Notre projet s'applique donc à une population totale de 1,133,590 ouvriers industriels, de 247,470 ouvriers agricoles et de 1,914 matelots pêcheurs, soit en tout à 1,382,974, soit en chiffres ronds : 1,380,000 se décomposant en 1,057,000 ouvriers et 323,000 ouvrières.

Comme nous l'avons dit précédemment, c'est à la fois lorsqu'un certain âge est atteint et lorsque l'ouvrier devient invalide avant cet âge que nous voulons voir payer la pension. Nous considérons comme essentiel, en effet, de ne pas sacrifier la question de l'invalidité prématurée, comme l'a fait la Commission des pensions ouvrières.

C'est sacrifier cette question que de se borner à liquider anticipativement les rentes déjà acquises, comme l'alinéa premier de l'article 50 de la loi du 16 mars 1865 sur la Caisse générale d'épargne et de retraite le permet et comme l'a proposé la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. M. Surmont de Volsberghe, ancien Ministre de l'Industrie et du Travail, a reconnu lui-même la nécessité de légiférer en faveur des invalides (voyez ses déclarations, faites dans la séance du Sénat du 7 mai 1900, *Ann. parlem.*, session de 1899-1900, p. 610) et quant à nous, nous ne voulons pas esquiver la solution du problème. Examinons donc successivement ce qui concerne la vieillesse et ce qui concerne l'invalidité.

A. — *Vieillesse*. — Première difficulté : peut-on et doit-on exclure du bénéfice de la pension les anciens ouvriers qui, au moment de la mise en vigueur de la loi, ont déjà atteint l'âge de la retraite? Ce système est évidemment condamné par les principes que nous avons développés plus haut, en montrant la supériorité du système de la répartition sur celui de la capitalisation. Les anciens ouvriers, qui n'ont pas pu profiter de la sollicitude récente des pouvoirs publics, sont précisément les plus intéressants. Aussi voulons-nous que la loi produise immédiatement tout son effet utile et proposons-nous de pensionner sans conditions de versements tous les anciens ouvriers, ayant déjà atteint l'âge de la retraite, et tous ceux qui, ayant 30 ans révolus en 1908, feront leurs versements annuels jusqu'à l'âge de 60 et de 65 ans, c'est-à-dire pour les hommes âgés de 30 ans en 1908, la réduction prévue à l'article 3453 ne sera plus appliquée, s'ils font des versements égaux au nombre d'années qui restent à courir entre leur âge en 1908 et l'âge de la pension. Ils auront la pleine pension arrivés aux âges de 65 ou 60 ans.

Ce système présentera en outre l'avantage d'entraîner une charge *constante* dès l'origine et non une charge *croissante* jusqu'au régime permanent. En effet, le nombre de personnes ayant plus qu'un âge donné peut être

considéré comme constant (en négligeant, naturellement, l'augmentation de la population).

Seconde difficulté : Quel âge convient-il d'adopter comme âge de la retraite? — Parmi les ouvriers industriels, il faut mettre à part les ouvriers mineurs employés aux travaux du fond : de tous les travailleurs, ce sont ceux que la rudesse de leur labeur épuise le plus vite. Cela est si vrai qu'il y a plus d'un demi-siècle, on a songé à prendre des mesures spéciales en faveur des ouvriers mineurs, alors que les questions ouvrières étaient moins étudiées qu'aujourd'hui. Nous voyons donc, parmi les ouvriers soumis à la loi, deux groupes : d'une part, les ouvriers industriels ordinaires et les ouvriers agricoles et, d'autre part, les ouvriers mineurs du fond. Nous croyons répondre aux nécessités, en fixant l'âge de la retraite à 60 ans pour les ouvriers mineurs employés aux travaux du fond, et à 65 ans pour les autres ouvriers industriels, les ouvriers agricoles et les matelots pêcheurs. L'âge de 70 ans est celui fixé par la loi allemande pour la pension de vieillesse : notre proposition est plus large, puisqu'elle admet un âge inférieur. La Commission d'assurance et de prévoyance sociales s'est arrêtée à l'âge de 65 ans, que nous avons adopté pour la grande masse des ouvriers industriels. Enfin l'âge de 60 ans est celui admis pour la retraite des ouvriers mineurs, au moins pour celle des ouvriers du fond, dans plusieurs des caisses de prévoyance. Il y a là un précédent et une tradition dont il faut tenir compte.

Au surplus, l'âge légal de la retraite n'est qu'une présomption d'invalidité et cet âge a une importance assez secondaire dans un système qui donne aux invalides les mêmes droits qu'aux vieillards. Si un affilié devient invalide avant l'âge de la retraite, il sera immédiatement pensionné. Les ouvriers industriels ordinaires ne pourront donc pas se plaindre d'être moins bien traités que les ouvriers mineurs du fond et les ouvriers agricoles ne pourront pas se plaindre d'être moins bien traités que les ouvriers industriels.

B. *Invalidité*. — Nous devons nous poser ici la même question que pour les vieillards. Convient-il de pensionner d'emblée tous les invalides, quelle que soit l'époque à laquelle remonte le commencement de l'invalidité, — ou bien seulement ceux qui deviendront invalides après la mise en vigueur de la loi? Nous pensons que la logique impose la même solution que pour les pensions de vieillesse.

Nous n'avons eu en vue que l'invalidité *ne provenant pas d'un accident du travail*. Celle-ci doit être régie par une loi spéciale. Cette distinction est nécessaire, si l'on veut utiliser les statistiques allemandes.

La même nécessité de recourir à ces statistiques nous a fait adopter la définition de l'invalidité inscrite dans la loi du 19 juillet 1899. Cette définition, fruit de la révision de la loi de 1889, est due à une expérience de près de dix ans.

VI. — CALCUL DES CHARGES ET DES COTISATIONS.

Les bases fixées plus haut doivent maintenant nous servir à calculer les charges qui résulteront de la loi que nous proposons. Nous ferons le calcul séparément pour la partie de cette charge tenant à la pension de vieillesse et pour la partie tenant à la pension d'invalidité. Nous ferons ensuite le total.

A. — *Pension de vieillesse.* — Rappelons que la population soumise à la proposition est de 4,057,000 ouvriers et de 323,000 ouvrières. Admettons qu'il y ait 110,000 mineurs employés aux travaux du fond. (Voir recensement général de 1900.)

Nous aurons donc 947,000 ouvriers pour lesquels l'âge de la pension sera de 65 ans; 323,000 ouvrières pour lesquelles cet âge sera aussi de 65 ans et 110,000 ouvriers mineurs du fond pour lesquels l'âge sera de 60 ans.

Combien y aura-t-il de pensionnés? Nous suivrons, pour résoudre le problème, la méthode employée par la Commission des pensions ouvrières (voyez pages 244 et suivantes du *Rapport*). Cette méthode consiste à supposer que la population ouvrière se répartit, par âges, comme la population totale du royaume et à déterminer quelle fraction de la population de 15 ans à un âge donné (par exemple 65 ans) représente la population qui a plus que cet âge.

On trouve, en se basant sur les résultats du recensement général de 1900 (voyez *Annuaire statistique*, année 1903, pages 72 et 73), que la population masculine de plus de 65 ans correspond à 0.0930 de la population masculine de 15 ans accomplis à 65 ans, que la population féminine de plus de 65 ans correspond à 0.1070 de la population féminine de 15 ans accomplis à 65 ans; que la population masculine de plus de 60 ans correspond à 0.151 de la population masculine de 15 à 60 ans accomplis.

Comme il y aurait 947,000 ouvriers pour lesquels l'âge de la pension de vieillesse serait de 65 ans; 323,000 ouvrières dont l'âge de la pension serait aussi de 65 ans, et 110,000 ouvriers mineurs du fond, le nombre total de pensionnés pour vieillesse serait de $947,000 \times 0.093 + 323,000 \times 0.107 + 110,000 \times 0.151$, ou de $88,071 + 34,561 + 16,610$, soit de 139,242.

La rente annuelle est de 360 francs; la charge totale sera de $360 \times 139,242 = 50,127,120$ francs. Telle sera la dépense annuelle occasionnée par les pensions de vieillesse.

B. — *Pension d'invalidité.* — Le nombre d'assurés, en Allemagne, est de 13,380,000, d'après les documents officiels exposés par le Gouvernement allemand, à Saint-Louis, en 1904.

Le nombre de pensions concédées en 1903 pour invalidité a été de 158,986, comprenant 13,035 pensions allouées à des ouvriers ayant plus de 70 ans,

26,496 pensions allouées à des ouvriers ayant de 65 à 70 ans et 30,633 à des ouvriers ayant de 60 à 65 ans. (Voir BELLOM, *Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger*, tome III, 1^{re} partie, 1905.) Nous établissons le calcul du nombre d'invalides en supposant que le nombre d'invalides est au nombre d'assurés dans le même rapport en Belgique qu'en Allemagne et ce sans distinction du genre d'occupation des assurés.

C'est l'absence de statistiques belges qui nous force à recourir à ce calcul; les résultats que nous indiquons ci-dessus seront à modifier lorsqu'une statistique du nombre des invalides aura été faite en Belgique.

On tire facilement des chiffres indiqués précédemment que, en Allemagne, — le nombre d'invalides n'ayant pas 65 ans correspond à 0.0090 du nombre d'assurés — le nombre d'invalides n'ayant pas 60 ans correspond à 0.0067 du nombre d'ouvriers participants.

En partant de l'hypothèse ci-dessus, le nombre d'invalides appartenant aux catégories d'ouvriers et d'ouvrières dont l'âge de la pension de vieillesse serait de 65 ans peut s'estimer à $1,127,000 \times 0.009$, soit à 11,430; le nombre d'invalides appartenant à la catégorie des ouvriers mineurs du fond serait de $110,000 \times 0.0067$, soit de 737.

Le nombre total d'invalides n'ayant pas l'âge de la pension de vieillesse serait donc de 12,167 et le montant des pensions pour invalidité: $12,167 \times 360$ ou 4,380,420 francs.

Additionnons maintenant les chiffres obtenus séparément pour la vieillesse et pour l'invalidité; la proposition entraînerait une dépense annuelle totale de 50,127,120 francs + 4,380,420 francs = 55,507,240 francs.

Quelles sont les cotisations nécessaires pour faire face à cette dépense? Quelle devra être la contribution de l'État?

Pour calculer la cotisation journalière à exiger des patrons et des ouvriers, il faut savoir quel est le nombre moyen des jours d'ouvrage par an. La loi allemande suppose que l'ouvrier travaille 47 semaines par an, soit 282 jours. La Commission d'assurance et de prévoyance sociales a tenu compte, tantôt du chiffre de 250 jours (voyez article 8, page 726, du rapport de M. Guicysse), tantôt de celui de 280 (voyez *ibid.*, la note de M. Weber, page 732). Nous adopterons celui de 280.

Avant d'aller plus loin, attirons encore l'attention sur un fait important dont il convient de tenir compte dans la fixation des cotisations.

On trouve, dans l'*Examen des comptes des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, par la Commission permanente des Caisses* (année 1896, p. 12), que, parmi les ouvriers qui touchaient des pensions viagères, il y avait 6,514 ouvriers vieux et infirmes et 5,737 ouvriers mutilés. Si c'est la dépense occasionnée par les accidents de travail que l'on considère, on voit qu'elle s'est élevée, la même année, à fr. 719,298.88 payés aux ouvriers mutilés, contre fr. 907,026.26 payés aux ouvriers vieux et infirmes. Tels sont les risques professionnels qui pèsent sur l'industrie minière! Il est évidemment juste, en présence d'une pareille situation, de faire payer aux ouvriers mineurs une cotisation moins forte qu'aux

autres ouvriers. On ne verra pas là une faveur sans fondement, mais une disposition spéciale de la loi, appropriée à une situation spéciale. La véritable égalité ne consiste pas dans le nivellement : c'est, au contraire, celle qui, lorsqu'il le faut, sait tenir compte des circonstances particulières. On ne contestera pas l'existence de circonstances particulières dans le cas des mineurs. C'est tellement vrai que l'on a toujours imposé aux concessionnaires de mines l'obligation de s'affilier à une Caisse de prévoyance alors qu'on ne l'imposait pas aux autres industriels. Ajoutons enfin que les mineurs travaillent beaucoup plus que 280 jours par an. Depuis 1902, ce nombre a varié entre 289.3 et 298.4. Tout cela justifie surabondamment la réduction de la cotisation des mineurs.

Nous allons voir qu'une cotisation de fr. 0.05 par journée de travail et par tête sera suffisante pour faire face aux charges calculées précédemment. Nous croyons tenir un juste compte des considérations que nous venons de faire valoir en ce qui concerne les ouvriers mineurs, en proposant de leur demander, ainsi qu'à leurs patrons, une cotisation de fr. 0.025 par tête et par journée de travail.

On peut compter qu'il y a, en chiffres ronds, environ 143,000 hommes et femmes employés dans les mines en Belgique.

Le versement, par tête d'ouvrier mineur et par journée de travail, sera de fr. $0.025 + 0.025 + 0.05 = \text{fr. } 0.10$. Le produit annuel sera de fr. $0.10 \times 280 \times 143,000 = 4,004,000$ francs.

Le versement, par tête d'ouvrier non mineur et par journée de travail, sera de fr. $0.05 \times 3 = \text{fr. } 0.15$. Par an et pour les 1,380,000—143,000 = 1,237,000 ouvriers et ouvrières non mineurs, il sera de fr. $0.15 \times 280 \times 1,237,000 = 51,954,000$ francs.

La Caisse disposera donc annuellement de 51,954,000 fr. + 4,004,000 = 55,958,000 francs.

Il résulte des données qui précèdent que l'Etat y interviendra à concurrence de 19,320,000 francs, les patrons à raison de 18,319,000 francs et les ouvriers pour une somme égale. Chaque partie supportera donc sensiblement le tiers des charges totales.

La dépense annuelle totale serait, nous l'avons vu, de 55,507,240 francs. Il y aurait donc un excédent de 450,760 francs, indépendant de l'excédent dû à notre manière de calculer les charges entraînées par les pensions d'invalidité.

L'excédent sera versé au fonds de réserve et servira à le constituer. Le fonds de réserve tendrait ainsi à s'accroître indéfiniment, ce qui serait inutile et même nuisible, puisque nous voulons éviter l'accumulation excessive des capitaux. Aussi proposons-nous, lorsque le fonds de réserve atteindra la limite fixée, de diminuer la contribution annuelle de l'Etat, de façon à empêcher tout excédent de recettes (art. 22). La part de l'Etat sera ainsi ramenée, presque mathématiquement, au tiers des dépenses totales.

VII. — IMPÔTS A CRÉER POUR SUBVENIR A LA CONTRIBUTION DE L'ÉTAT.

Nous proposons, pour faire face à la dépense annuelle de plus de 19 millions de francs que la proposition occasionnerait à l'Etat, de créer les deux impôts suivants :

1. — Un impôt de 1 % sur les coupons d'obligations et d'actions et sur les coupons de Rente belge. La fortune mobilière de la Belgique est d'environ 8 milliards de francs. Si on suppose que ce capital produit en moyenne 3 %, on trouvera que l'impôt proposé produira 2,400,000 francs. Admettons, pour éviter l'imprévu, qu'il ne produira que 2 millions;

2. — Un impôt sur les opérations de bourse de fr. 0.50 pour 1,000. Il est absolument impossible d'évaluer le chiffre total de ces opérations. Toutefois, on peut remarquer que l'impôt qui existe en France sur les opérations de bourse est seulement de fr. 0.05 par 1,000 francs lorsqu'il s'agit de rentes françaises, de fr. 0.25 lorsqu'il s'agit d'autres valeurs et qu'il est encore réduit de moitié pour les opérations de report (voyez MAURICE JOBIT, *Traité pratique contenant les règles de perception en matière de titres ou de biens des sociétés étrangères en France et de fonds d'États étrangers*, p. 232). Pourtant, cet impôt produit 6,000,000 de francs environ. On peut présumer que, grâce à la quotité bien plus considérable que nous proposons, le produit de l'impôt atteindra environ 12 millions.

Comme les ressources que nous indiquons sont insuffisantes, nous proposons de frapper l'alcool des droits nécessaires pour procurer à l'État la somme annuelle d'environ 19 millions.

L'article 51 de notre proposition abroge la loi du 10 mai 1900 en ce qui concerne les « ouvriers soumis à la présente loi ». Nous n'avons pas voulu proposer l'abrogation immédiate et entière de la loi du 10 mai, parce que, malgré ses défauts énormes et évidents, elle peut rendre certains services aux personnes non appelées à bénéficier des dispositions de notre proposition. En tout cas, il est impossible de retirer à ces personnes les avantages réels ou illusoire que la loi du 10 mai leur a fait espérer.

L'abrogation partielle de cette loi aura toutefois pour effet de supprimer certaines charges qu'elle faisait prévoir, 7 ou 8 millions.

Nous aurions pu les affecter aux dépenses résultant de notre proposition. Toutefois, nous avons voulu procéder avec plus de rigueur que les auteurs de la loi du 10 mai. Il ne faut pas oublier, en effet, que les 17 millions que cette loi consacre aux pensions ouvrières sont uniquement pris sur les excédents des recettes, ressource précaire et hasardeuse. Nous croyons qu'il faut faire reposer une institution financière de l'importance de la Caisse des pensions sur des bases fiscales plus solides et plus durables. C'est pourquoi nous proposons de créer les impôts dont nous avons, plus haut, brièvement indiqué l'assiette.

Telles sont, dans les grandes lignes, les considérations qui nous ont poussés à rédiger tel qu'elle l'est et à déposer notre proposition de loi sur les pensions ouvrières. La loi du 19 mai 1900, discutée et votée avec une hâte indigne des Chambres belges et indigne du grand sujet dont il s'agissait, ne répond évidemment pas aux besoins. La Chambre n'est plus saisie d'aucune des quatre propositions qui ont été déposées au cours de législatures précédentes. Celle de M. Hector Denis, la mieux étudiée de toutes, était une imitation trop fidèle de la loi allemande. Celle de M. De Fuisseaux ne s'appliquait qu'aux ouvriers mineurs. Celle de M. De Guchtenaere reposait sur le système, vicieux d'après nous, des caisses libres. Enfin, la proposition de M. De Malander n'avait que la valeur d'un simple vœu et ne reposait pas sur des calculs suffisants.

Aussi avons-nous pensé qu'il convient que les partisans de l'obligation reprennent immédiatement la lutte, comme ils l'ont annoncé dans la discussion de la loi du 10 mai, et fassent triompher leurs idées.

Elles trouveront certainement des défenseurs dans tous les partis : la croisade contre la misère est une guerre sacrée, en vue de laquelle ils doivent oublier leurs dissensions.

R. WAROCQUÉ.

(24)

Proposition de loi accordant à tous les ouvriers agricoles et industriels, hommes et femmes, une pension de vieillesse ou d'invalidité fixée au minimum de 360 francs par an.

CHAPITRE PREMIER.

Des cotisations des patrons et des ouvriers et de leur perception.

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers industriels des deux sexes rentrant dans l'une des catégories comprises dans le recensement général de 1900, les ouvriers agricoles des deux sexes, ainsi que les matelots pêcheurs des chalutiers à vapeur et des barques à voiles dont les matelots ne sont pas copropriétaires sont, depuis l'âge de 15 ans accomplis, soumis aux obligations dérivant de la présente loi.

Les enfants travaillant chez leurs parents et les contremaîtres sont considérés comme ouvriers au point de vue de l'application de la présente loi. L'ouvrier étranger employé en Belgique y est également soumis.

ART. 2.

Toute personne qui a été obligée de faire des versements et qui cesse, dans la suite, de tomber sous l'application de l'article précédent, peut réclamer la pension d'invalidité et la pension de vieillesse, pourvu qu'elle ait continué à faire des versements journaliers de fr. 0.15.

Wetsvoorstel waarbij aan alle veldarbeiders en nijverheidswerklieden, mannen en vrouwen, een ouderdoms- of invaliditeitspensioen van ten minste 360 frank per jaar wordt toegekend.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bijdrage van de patroons en van de werklieden en heffing van deze bijdrage.

ARTIKEL 1.

De nijverheidswerklieden van beiderlei kunne, behorende tot eene der klassen begrepen in de algemeene volkstelling van 1900, de veldarbeiders van beiderlei kunne alsmede de matrozen-visschers op de trawl-stoombooten en zeilsloepen waarvan de matrozen niet mede-eigenaar zijn, worden, als zij den leeftijd van 15 jaren hebben bereikt, onderworpen aan de verplichtingen voortspruitende uit deze wet.

Kinderen die bij hunne ouders arbeiden, en meesterknechten worden, niet het oog op de toepassing van deze wet, als werklieden beschouwd. De vreemde werkmán, arbeidende in België, is er insgelijks aan onderworpen.

ART. 2.

Elke persoon, die verplicht was stortingen te doen en die vervolgens niet langer onder de toepassing van het vorig artikel valt, kan op het invaliditeitspensioen en het ouderdomspensioen aanspraak maken, mits hij doorlopend dagelijksche stortingen van fr. 0.15 heeft gedaan.

Il en est de même pour l'ouvrier belge, employé à l'étranger après avoir été soumis, en Belgique, à la présente loi.

ART. 3.

L'administration de chaque commune dresse une liste des patrons et des ouvriers soumis à la présente loi. La liste indique, après le nom de chaque ouvrier, s'il est ouvrier agricole, ouvrier mineur employé aux travaux du fond, ouvrier industriel ordinaire ou matelot pêcheur.

ART. 4.

Chaque ouvrier rentrant dans les conditions de l'article premier doit être muni d'une carte-quittance conforme au modèle qui sera déterminé par arrêté royal.

Dans les trois mois qui suivront la date de la publication de cet arrêté royal, les administrations communales feront imprimer et distribuer les cartes-quittances. Ces administrations resteront chargées, dans la suite, de la fourniture et de la distribution des cartes.

Chaque carte portera les nom, prénoms, âge et résidence de son titulaire, ainsi que la date à laquelle elle lui a été remise et indiquera dans laquelle des quatre catégories visées à l'article précédent le titulaire rentre. Un espace en blanc suffisant pour coller cent timbres sera réservé sur chaque carte. Dès qu'une carte est remplie, son titulaire a le droit d'en obtenir une nouvelle.

ART. 5.

Tout ouvrier travaillant dans les fabriques, usines, ateliers, chantiers,

Hetzelfde geldt voor den Belgischen werkman, buitenlands arbeidende, na, in België, aan deze wet onderworpen te zijn geweest.

ART. 3.

Het bestuur van iedere gemeente maakt eene lijst op van de patroons en werklieden die aan deze wet zijn onderworpen. Op de lijst wordt, na den naam van elken werkman, vermeld of hij veldarbeider, in de mijn arbeidende mijnwerker, gewoon nijverheidswerkman of matroos-visscher is.

ART. 4.

Elke werkman, die verkeert in den toestand bepaald bij het eerste artikel, moet houder zijn van eene kwijtingskaart overeenstemmende met het bij koninklijk besluit vast te stellen model.

Binnen drie maanden volgende op de dagteekening der bekendmaking van dat koninklijk besluit, doen de gemeentebesturen de kwijtingskaarten drukken en ronddeelen. Deze besturen blijven naderhand belast met het leveren en het ronddeelen der kaarten.

Op iedere kaart zijn aangeduid naam, voornamen, ouderdom en verblijf van den houder, evenals de datum waarop zij hem werd afgegeven; zij vermeldt tot welke van de vier bij het vorig artikel bepaalde klassen de houder behoort. Iedere kaart bevat een wit vak, groot genoeg om er honderd zegels op te plakken. Is de kaart vol geplakt, dan heeft de houder daarvan recht op eene nieuwe kaart.

ART. 5.

Elke werkman arbeidende in fabrieken, werkplaatsen, werkhuizen, op

mines, minières ou carrières et tout matelot doivent, au moment de la paye, remettre sa carte-quittance à son patron. Celui-ci y colle des timbres-poste pour une somme correspondant à autant de fois fr. 0.10 et, s'il s'agit d'un ouvrier mineur employé aux travaux du fond, à autant de fois fr. 0.05 que l'ouvrier a été de jours au service du patron.

Les patrons employant plus de vingt ouvriers peuvent être autorisés par la Députation permanente du Conseil provincial à ne coller les timbres que tous les trois mois; et ceux employant plus de cent ouvriers, tous les six mois seulement. Cette autorisation est toujours révocable dans le cas où des irrégularités seraient constatées dans le collage.

ART. 6.

Tout ouvrier travaillant chez lui pour le compte de plusieurs fabricants ou de plusieurs marchands doit, chaque jour de travail, coller sur sa carte-quittance des timbres-poste pour la somme de fr. 0.10.

Les ouvriers travaillant chez eux pour le compte d'un seul fabricant ou marchand sont soumis au régime de l'article 5.

ART. 7.

Tout timbre doit, immédiatement après son collage, être oblitéré au moyen d'une marque indiquant en chiffres le jour, le mois et l'année.

werven, in mijnen, graverijen of groeven en elke matroos moet, bij het betalen van het loon, zijne kwijtingskaart afgeven aan zijnen patroon. Deze plakt er postzegels op tot een bedrag gelijkstaande met zooveelmaal fr. 0.10 en, zoo het een mijnwerker is, in de mijn arbeidende, met zooveelmaal fr. 0.05 als het aantal dagen dat de werkman bij den patroon in dienst was.

De patroons, die meer dan twintig werklieden in hunnen dienst hebben, kunnen door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad worden gemachtigd de zegels slechts om de drie maanden op de kaarten te plakken; en zij, die er meer dan honderd in dienst hebben, slechts om de zes maanden. Deze machtiging kan altijd worden ingetrokken, indien er bij het plakken onregelmatigheden werden vastgesteld.

ART. 6.

Elke werkman, te huis arbeidende voor rekening van verscheidene fabrikanten of van verscheidene handelaars moet, voor iederen dag arbeid, op zijne kwijtingskaart postzegels plakken tot een bedrag van fr. 0.10.

De werklieden, te huis arbeidende voor rekening van slechts één fabrikant of handelaar, zijn onderworpen aan de regelen vervat in artikel 5.

ART. 7.

Ieder zegel moet, zoodra het is geplakt, onbruikbaar worden gemaakt door middel van een merk dat dag, maand en jaar in cijfers vermeldt.

ART. 8.

Le patron, obligé de coller les timbres aux termes de l'article 5, qui payerait le salaire sans exiger la représentation de la carte-quittance pour y coller les timbres, ne serait pas libéré de sa dette envers l'ouvrier.

S'il est constaté lors de la remise d'une carte à l'administration que les timbres requis ne sont pas collés, le dernier fabricant ou marchand pour le compte duquel l'ouvrier aura travaillé, à une époque de l'année à laquelle les timbres auraient dû être collés, sera tenu de payer dix fois la somme correspondant aux timbres manquants.

Ces sommes seront recouvrées conjointement avec le montant des contributions directes et suivant les mêmes règles. Elles seront versées au profit de la caisse des pensions ouvrières.

ART. 9.

Le Roi nomme, dans chaque commune, un inspecteur des pensions ouvrières, chargé de veiller spécialement à l'observation du devoir de coller les timbres. L'inspecteur des pensions ouvrières a le droit d'assister à la paye des ouvriers et de se faire représenter les cartes-quittances. Il signale immédiatement au commissaire de police ou au bourgmestre les irrégularités qu'il aurait constatées.

Ses fonctions sont gratuites.

ART. 10.

La carte-quittance n'est valable que pendant deux ans à partir de la date à

ART. 8.

De patroon die, verplicht zegels te plakken, zooals is bepaald in artikel 5, het loon zou betalen zonder te eischen dat de kwijtingskaart wordt vertoond om er de zegels op te plakken, zou van zijne schuld tegenover den werkman niet ontlast zijn.

Wordt er, bij het afgeven van eene kaart aan het Bestuur, vastgesteld dat de vereischte zegels er niet opgeplakt zijn, dan is de laatste fabrikant of handelaar, voor rekening van wien de werkman gearbeid heeft, op een tijdstip van het jaar dat de zegels op de kaart moesten geplakt zijn, gehouden tot eene som tienmaal zoo groot als het bedrag van de ontbrekende zegels.

Deze sommen worden ingevorderd gezamenlijk met het bedrag van de rechtstreeksche belastingen en volgens dezelfde regelen. Zij worden gestort ten voordeele van het fonds der arbeiderspensioenen.

ART. 9.

De Koning benoemt, in elke gemeente, eenen toezienner voor de arbeiderspensioenen, belast in 't bijzonder na te gaan of de verplichting van het zegel plakken nageleefd wordt. Deze toezienner heeft het recht aanwezig te zijn bij het betalen van het loon aan de werklieden en zich de kwijtingskaarten te doen vertoonen. De onregelmatigheden, die hij mocht vaststellen, maakt hij onmiddellijk bekend aan den commissaris van politie of aan den burgemeester.

Zijn ambt is niet bezoldigd.

ART. 10.

De kwijtingskaart is slechts geldig gedurende twee jaar te rekenen van den

laquelle elle a été remise à son titulaire. Si, endéans ce délai, elle n'est pas remise à l'administration communale du lieu où réside l'ouvrier, les versements qu'elle constate ne profitent pas à celui-ci ; le titulaire est passible d'une peine de un à huit jours de prison.

ART. 11.

Les patrons qui collent des timbres en vertu de l'article 5 sont autorisés à retenir sur le salaire la moitié de la valeur de ces timbres.

Les patrons admis par application de l'alinéa 2 de l'article 5 à ne coller les timbres que tous les trois ou six mois doivent néanmoins opérer les retenues à chaque paye.

ART. 12.

Les ouvriers qui collent des timbres, en vertu des prescriptions de l'article 6, peuvent réclamer au fabricant ou au marchand qui les emploie, outre le prix de leur travail, une fraction de ce prix égale à la fraction de leur salaire journalier moyen représentée par fr. 0.05.

Ce salaire journalier moyen est déterminé chaque année un mois à l'avance, dans chaque commune et pour chaque métier par le bourgmestre.

CHAPITRE II.

De la contribution de l'Etat.

ART. 13.

L'Etat consacrera chaque année au paiement des pensions ouvrières la somme de 19,320,000 francs.

dag waarop zij aan den houder is afgegeven. Wordt zij, binnen dezen tijd, niet afgegeven aan het gemeentebestuur van de plaats waar de werkmán verblijft, dan komen de daarop vastgestelde stortingen hem niet ten goede; de houder der kaart is strafbaar met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 11.

De patroons die, uit kracht van artikel 5, zegels plakken, zijn gemachtigd de helft van de waarde der zegels af te trekken van het loon.

De patroons die, door toepassing van het tweede lid van artikel 5, gemachtigd zijn slechts om de drie of de zes maanden de zegels te plakken, moeten niettemin de afhoudingen doen bij elke uitbetaling van loon.

ART. 12.

De werklíeden die, krachtens de bepalingen van artikel 6, zegels op de kaarten plakken, mogen eischen dat de fabrikant of de handelaar, voor wien zij arbeiden, hun, boven het arbeidsloon, betale een deel van dat loon, gelijkstaande met het deel van hun gemiddeld dagloon, vertegenwoordigd door fr. 0.05.

In iedere gemeente en voor ieder ambacht wordt, elk jaar, dat gemiddeld dagloon door den burgemeester eene maand te voren vastgesteld.

TWEEDE HOOFDSTUK

Bijdrage van den Staat.

ART. 13.

De Staat besteedt elk jaar eene som van 19,320,600 frank aan de uitbetaling der arbeiderspensioenen.

Cette somme sera portée au Budget des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Le Ministre des Chemins de fer souscrira les mandats nécessaires au nom des percepteurs des postes qui en auront besoin pour le paiement des pensions.

ART. 14.

Un impôt de 1 % est établi sur les coupons d'obligations et d'actions des sociétés ayant leur principal établissement en Belgique ou dont les coupons se paient en Belgique et sur les coupons d'obligations des provinces, communes et établissements publics, ainsi que sur les coupons de rente belge, pour subvenir à la contribution de l'État dans les charges financières de la présente loi.

Le débiteur du coupon retient le montant de l'impôt sur la valeur de tout coupon qu'il paie et en verse le montant entre les mains du receveur des contributions directes.

Le produit de la retenue faite sur les coupons de rente belge est déduit des sommes inscrites au Budget pour le service de la rente.

ART. 15.

Le contrôle de la retenue se fait au moyen des bilans publiés au *Moniteur* et au moyen des comptes des communes, provinces et établissements publics.

Ces bilans et comptes doivent indiquer le montant de la retenue.

Deze som wordt op de Begrooting van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen gebracht.

De Minister van Spoorwegen levert de vereischte mandaten af op naam van de postontvangers die ze tot uitbetaling der pensioenen noodig hebben.

ART. 14.

Ter bestrijding van Staatsbijdrage in de financieele lasten, door deze wet opgelegd, wordt eene belasting van 1 t. h. geheven : op de coupons der schuldbrieven en aandeelen van de vennootschappen die haren hoofdzetel in België hebben of waarvan de coupons in België worden uitbetaald; op de coupons van schuldbrieven der provinciën, gemeenten en openbare inrichtingen, alsmede op de coupons van de Belgische rente.

Hij, die de coupon is verschuldigd, trekt het bedrag der belasting af van de waarde van elke coupon die hij betaalt en stort het bedrag daarvan in de kas van den ontvanger der rechtstreeksche belastingen.

De opbrengst der afhouding op de coupons der Belgische rente wordt afgetrokken van de sommen die voor den dienst der rente in de Begrooting zijn uitgetrokken.

ART. 15.

Het nazicht der afhouding geschiedt door middel van de in het *Staatsblad* opgenomen balansen en door middel van de rekeningen der gemeenten, provinciën en openbare instellingen.

Deze balansen en rekeningen moeten het bedrag der afhouding vermelden.

ART. 16.

Un impôt de fr. 0.50 pour mille est établi sur toutes les opérations de bourse.

Toute personne qui, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, fait une opération de bourse, est tenue du montant du droit.

Toutes les opérations de bourse doivent être constatées sur des bordereaux spéciaux, délivrés par les receveurs de l'enregistrement, sous peine du refus de l'action en justice et sous peine d'une amende égale à dix fois le droit fraudé et s'élevant au minimum à 200 francs.

Les agents de l'Administration peuvent se faire représenter les livres des agents de change et toutes pièces révélant une opération de bourse.

CHAPITRE III.

De l'Administration centrale.

ART. 17.

La Caisse des pensions ouvrières est une personne morale, ayant un patrimoine propre.

Elle est administrée par un Conseil de cinq membres et par un directeur général, nommés par le Roi.

Le Conseil règle toutes les questions d'ordre général et pouvant intéresser l'avenir. Le directeur général est chargé de l'administration journalière; il organise et dirige les bureaux de la Caisse. Il représente la caisse en demandant et en défendant. Il ne peut intenter les actions en justice qu'après autorisation du Conseil, sauf en cas d'urgence.

ART. 16.

Op elke beursverrichting wordt een recht van fr. 0.50 per duizend geheven.

Elke persoon die, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van anderen, eene beursverrichting doet, is gehouden 't bedrag van het recht te betalen.

Op straffe van ontzegging der rechtsvordering en op straffe van eene boete, die tienmaal het niet betaalde recht en ten minste 200 frank bedraagt, moet elke beursverrichting worden vastgesteld in bijzondere borderellen, afgegeven door den ontvanger der registratie.

De beambten van het Bestuur zijn bevoegd zich de boeken van de wisselagenten en elk stuk, waaruit eene beursverrichting blijkt, te doen overleggen.

DERDE HOOFDSTUK.

Hoofdbestuur.

ART. 17.

De Kas der arbeiderspensioenen is een rechtspersoon, met eigen patrimonium.

Zij wordt beheerd door een Raad van vijf leden en door een algemeenen bestuurder, benoemd door den Koning.

De Raad regelt al de zaken van algemeenen aard, die voor de toekomst verbindend kunnen zijn. De algemeene bestuurder is belast met het dagelijksch beheer; hij richt de burelen van de Kas in en bestuurt die. Hij treedt voor de Kas in rechten op, als eischer en als verweerder. Hij mag geene rechtsvorderingen instellen tenzij met machtiging van den Raad, behalve in spoedeisende gevallen.

ART. 18.

Dès que l'Administration communale reçoit une carte, elle y inscrit la date de la remise et le total des versements que la carte constate et transmet celle-ci au directeur général de la Caisse.

L'Administration centrale de la Caisse inscrit sur la carte une marque distinctive, composée d'une ou de deux lettres et d'un numéro. La même marque est inscrite, par les soins de l'Administration centrale, sur la seconde carte délivrée à l'ouvrier, et sur la troisième et les suivantes, par les soins de l'Administration communale, au moment de l'échange d'une carte ancienne contre une carte nouvelle.

Chaque carte porte le total des versements constatés par les cartes antérieures du même ouvrier.

ART. 19.

Chaque carte adressée à l'Administration centrale est conservée par elle jusqu'à l'envoi d'une nouvelle carte du même titulaire. Elle est alors détruite.

Les cartes sont encore détruites :

1° Lorsque le titulaire meurt ;

2° Lorsque depuis vingt ans aucune nouvelle carte du même titulaire n'est parvenue à l'Administration.

La marque distinctive est aussitôt reportée sur la première carte d'un ouvrier nouvellement soumis à la présente loi.

Les administrations communales transmettent à l'Administration centrale un extrait de l'acte de décès de chaque ouvrier et de chaque pensionné. Cet extrait porte la marque distinctive.

ART. 18.

Zoodra het Gemeentebestuur eene kaart ontvangt, schrijft het daarop den dag der afgifte evenals het geheel bedrag van de stortingen, door de kaart vastgesteld, en doet deze aan den algemeenen bestuurder van de Kas geworden.

Het Hoofdbestuur van de Kas zet op de kaart een kenteeken, bestaande uit één of twee letters en uit een nummer. Het zorgt er voor, dat hetzelfde kenteeken wordt geplaatst op de tweede kaart, den werkman afgegeven, terwijl dit voor de derde en volgende kaarten door het Gemeentebestuur wordt gedaan bij het ruilen van eene oude kaart tegen eene nieuwe.

Eene kaart vermeldt het geheel bedrag van de stortingen, vastgesteld door de vroegere kaarten van denzelfden werkman.

ART. 19.

Elke kaart, aan het Hoofdbestuur toegezonden, wordt door dit bestuur bewaard totdat eene nieuwe kaart van denzelfden houder binnenkomt. Dan wordt zij vernietigd.

De kaarten worden ook vernietigd :

1° Wanneer de houder overleden is ;

2° Wanneer geene nieuwe kaart van denzelfden houder sedert twintig jaar bij het bestuur is binnengekomen.

Het kenteeken wordt dadelijk overgebracht op de eerste kaart van een werkman, pas aan deze wet onderworpen.

De gemeentebesturen doen een uittreksel uit de akte van overlijden van elken werkman en van elken gepensioneerde aan het Hoofdbestuur toekomen. Op dat uittreksel staat het kenteeken.

ART. 20.

La marque distinctive doit être reproduite sur les registres de la population et en général sur toutes les pièces et registres administratifs concernant un ouvrier.

ART. 21.

La dernière carte de l'ouvrier constitue son titre lorsqu'il réclame la pension. Chaque carte doit porter l'indication du nombre d'années pendant lesquelles l'ouvrier a été ouvrier mineur du fond, ouvrier agricole, ouvrier industriel ordinaire ou matelot pêcheur.

ART. 22.

Il existe un fonds de réserve, constitué au moyen des excédents annuels des recettes. Ce fonds est administré par le Conseil de la Caisse. Sont seuls autorisés les placements permis à la Caisse d'Épargne.

Le montant du fonds de réserve ne peut pas dépasser 30 millions de francs. Dès qu'il a atteint ce chiffre, la contribution annuelle de l'État est diminuée de façon à empêcher tout excédent de recettes.

En cas d'insuffisance des recettes provenant de la vente des timbres et de la contribution de l'État, le directeur général de la Caisse puise les sommes nécessaires dans le fonds de réserve et les fait parvenir au Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

ART. 23.

Les versements constatés par toutes les cartes qui rentreront jusqu'à la fin

ART. 20.

Het kenteeken moet eveneens worden gezet op de bevolkingsregisters en, in 't algemeen, op al de administratieve stukken en registers betreffende een werkman.

ART. 21.

De laatste kaart van den werkman dient dezen tot bewijsmiddel bij het aanvragen om pensioen. Elke kaart vermeldt het aantal jaren gedurende welke de werkman is geweest mijnwerker in de mijn, veldarbeider, gewoon nijverheidswerkman of matroosvisscher.

ART. 22.

Er bestaat een reservefonds, gevestigd door middel van de jaarlijksche overschotten op de ontvangsten. Dit fonds wordt beheerd door den Raad der Kas. Geene andere geldbeleggingen zijn veroorloofd dan die toegelaten bij de Spaarkas.

Het bedrag van het reservefonds mag niet 30 millioen frank overtreffen. Is eenmaal dit cijfer bereikt, dan wordt de jaarlijksche bijdrage van den Staat derwijze verminderd, dat zij geen overschot op de ontvangsten kan geven.

Zijn de ontvangsten, voortspruitende uit den verkoop der zegels en uit de bijdrage van den Staat, ontoereikend, dan neemt de algemeene bestuurder van de Kas de noodige sommen uit het reservefonds en doet deze toekomen aan den Minister van Spoorwegen, Posten en Telegrafen.

ART. 23.

De stortingen, vastgesteld door al de kaarten die binnenkomen tot het einde

de la seconde année après la mise en vigueur de la présente loi seront additionnés et formeront, joints à la contribution de l'État, les recettes de la première année.

Le solde éventuel, après déduction du total des pensions payées pendant la première année, sera seul versé effectivement par l'État à la Caisse des pensions, en vue de la formation du fonds de réserve.

Les versements constatés par les cartes qui rentreront au cours de la troisième année serviront à calculer, joints à la contribution de l'État, les recettes de la seconde année, et ainsi de suite.

ART. 24.

Dans le courant du premier mois qui suit chaque année de gestion, le Conseil de la Caisse adresse au Ministre compétent un rapport détaillé sur les opérations de l'année et sur les résultats de l'application de la présente loi. Des copies de ces rapports sont envoyées aux Présidents des deux Chambres. Les rapports sont publiés dans les *Documents parlementaires*.

ART. 25.

Le Conseil de la Caisse est invité par le Ministre compétent à donner son avis sur tout projet de modification à la présente loi. Il peut être invité par le Ministre à donner son avis sur les difficultés d'interprétation de cette loi.

Les avis du Conseil sont publiés.

van het tweede jaar na het in werking treden van deze wet, worden samengesteld en maken, met de Staatsbijdrage, de ontvangsten van het eerste jaar uit.

Het eventueel overschot, na aftrekking van het geheel bedrag der pensioenen, gedurende het eerste jaar betaald, wordt werkelijk alleen door den Staat gestort in het Pensioenfonds, tot vorming van het reservefonds.

De stortingen, vastgesteld op de kaarten die in den loop van het derde jaar binnenkomen, dienen om, met de bijdrage van den Staat, de ontvangsten van het tweede jaar te berekenen, en zoo vervolgens.

ART. 24.

In den loop van de eerste maand volgende op ieder bestuursjaar, zendt de Raad van de Kas aan den betrokken Minister een omstandig verslag over de verrichtingen gedurende het jaar en over de uitslagen van de toepassing dezer wet. Afschriften van deze verslagen worden gestuurd aan de Voorzitters van beide Kamers. De verslagen worden als *Parlementaire Stukken* uitgegeven.

ART. 25.

De Raad van de Kas wordt door den betrokken Minister aangezocht zijn gevoelen te doen kennen omtrent elk ontwerp tot wijziging van deze wet. Hij kan door den Minister worden uitgenoodigd zijne meening te zeggen over de geschillen waartoe de verklaring van deze wet aanleiding geeft.

De adviezen van den Raad worden bekendgemaakt.

CHAPITRE IV.

Des pensions.

ART. 26.

Le droit à la pension s'ouvre :

1° Au profit de l'ouvrier agricole, de l'ouvrier industriel ordinaire et du matelot lorsqu'ils ont atteint 65 ans accomplis ;

2° Au profit de l'ouvrier mineur employé aux travaux du fond lorsqu'il a atteint 60 ans accomplis ;

3° Au profit de tout ouvrier soumis à la présente loi lorsqu'il est invalide avant l'âge préindiqué.

ART. 27.

Est considéré comme invalide, l'assuré qui n'est plus en état de gagner, par une occupation en rapport avec ses forces et ses aptitudes, en tenant compte de son éducation professionnelle et de son métier antérieur, un tiers de ce qu'une personne de la même profession, d'une éducation égale, saine de corps et d'esprit, peut gagner dans la même région par son travail.

Tout ouvrier malade depuis un an et se trouvant dans l'état défini à l'alinéa précédent, sans qu'on puisse toutefois décider si cet état durera toujours ou viendra à s'améliorer, est également, pendant toute la durée de sa maladie, considéré comme invalide au point de vue de l'application de la présente loi.

Si l'invalidité, permanente ou temporaire, provient d'un accident du travail, l'ouvrier ne peut pas invoquer le bénéfice de la présente loi.

VIERDE HOOFDSTUK.

Pensioenen.

ART. 26.

Recht op pensioen bestaat :

1° Voor den veldarbeider, voor den gewonen nijverheidswerkman en voor den matroos wanneer zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt ;

2° Voor den mijnwerker, in de mijn arbeidende, wanneer hij den leeftijd van 60 jaar heeft bereikt ;

3° Voor elken werkman, aan deze wet onderworpen, wanneer hij, vóór den hierboven bepaalden leeftijd, niet meer in staat is om te arbeiden.

ART. 27.

Wordt beschouwd als onbekwaam tot den arbeid, de verzekerde die niet meer in staat is om door een arbeid in verhouding tot zijne krachten en zijne geschiktheid, rekening houdende met zijn beroepsonderwijs en zijn vorig ambacht, een derde te verdienen van wat een persoon van hetzelfde bedrijf, van gelijke opvoeding, kloek van lichaam en geest, in dezelfde streek door zijnen arbeid kan winnen.

Elke werkman, die sedert een jaar ziek is en verkeert in den bij de vorige alinea omschreven toestand, zonder dat er echter kan worden beslist of deze toestand zal voortduren of verbeteren, wordt eveneens, gedurende geheel den duur zijner ziekte, beschouwd als ongeschikt tot den arbeid met het oog op de toepassing van deze wet.

Spruit de bestendige of tijdelijke invaliditeit voort uit een arbeidsongeval, dan kan de werkman niet eischen dat deze wet op hem worde toegepast.

ART. 28.

Le droit à la pension d'invalidité existe pour tout invalide porteur de sa carte-quittance.

ART. 29.

Si l'invalidité a pour cause une mutilation volontaire ou bien est la suite d'un crime ou d'un délit commis par l'invalide, le droit à la pension d'invalidité n'existe pas.

ART. 30.

Les ouvriers et anciens ouvriers agricoles, les ouvriers, les anciens ouvriers industriels et les anciens matelots ayant 65 ans ou plus, et les mineurs et anciens mineurs employés aux travaux du fond ayant 60 ans ou plus au moment de la mise en vigueur de la présente loi, ont droit à la pension sans avoir fait aucun versement.

Les uns et les autres doivent établir qu'ils ont été ouvriers agricoles et industriels, matelots ou mineurs employés aux travaux du fond pendant les dix années qui ont précédé soit la mise en vigueur de la loi, soit le moment où ils ont cessé de travailler.

ART. 31.

Si un ouvrier a été, dans le cours de sa vie, matelot, ouvrier agricole, ouvrier industriel et ouvrier mineur employé aux travaux du fond, il est classé, pour l'application de la présente loi, dans la catégorie où il a travaillé le plus longtemps.

ART. 28.

Op het invaliditeitspensioen kan aanspraak worden gemaakt door elken ongeschikte tot den arbeid, houder van zijne kwijtingskaart.

ART. 29.

Is de invaliditeit toe te schrijven aan vrijwillige verminking of is zij het gevolg van eene misdaad of van een wanbedrijf gepleegd door den tot arbeid onbekwame, dan bestaat er geen recht op invaliditeitspensioen.

ART. 30.

De veldarbeiders en oud-veldarbeiders, de werklieden, de oud-nijverheidswerklieden en de gewezen matrozen van 65 jaar of meer, en de mijnwerkers en oud-mijnwerkers, in de mijn arbeidende, die 60 of meer dan 60 jaar tellen bij het in werking treden van deze wet, hebben recht op pensioen zonder eenige storting te hebben gedaan.

Allen moeten het bewijs leveren dat zij veldarbeiders en nijverheidswerklieden, matrozen of in de mijn arbeidende mijnwerkers zijn geweest gedurende de tien jaar die hetzij aan het in werking treden der wet, hetzij aan het oogenblik, waarop zij ophielden te arbeiden, voorafgingen.

ART. 31.

Was een werkman, in den loop van zijn leven, matroos, veldarbeider, nijverheidswerkman en in de mijn arbeidend werkman, dan wordt hij, voor de toepassing van deze wet, gerangschikt in de klasse waar hij het langst gearbeid heeft.

ART. 32.

Toute condamnation criminelle, hormis celles prononcées pour crimes politiques, entraîne de plein droit privation du droit à la pension.

Les cours et tribunaux peuvent, lorsqu'ils prononcent une peine correctionnelle supérieure à une année d'emprisonnement et qu'il y a récidive, décider que le condamné sera privé du tiers ou des deux tiers de sa pension.

ART. 33.

Les invalides pensionnés sont considérés, lorsqu'ils atteignent l'âge de 60 ou 65 ans, comme ayant fait tous les versements nécessaires pour obtenir la pension de vieillesse.

ART. 34.

La pension est de 360 francs par an, sauf dans l'hypothèse prévue à l'alinéa 2 de l'article 32.

Les ouvriers agricoles, les ouvriers industriels ordinaires, les matelots âgés de moins de 65 ans et les ouvriers mineurs employés aux travaux du fond âgés de moins de 60 ans, mais ayant, les uns et les autres, plus de 30 ans en 1908, obtiendront toute la pension, si, depuis 1908 jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement 65 ou 60 ans, ils font leurs versements annuels. S'ils ne les font pas, leur pension sera réduite d'autant de cinquantièmes ou quarante-cinquièmes qu'ils ont négligé de versements annuels.

Les ouvriers ou futurs ouvriers qui n'ont pas 15 ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi obtiendront, s'ils sont ouvriers mineurs em-

ART. 32.

Elke lijfstraf, behalve de straffen uitgesproken wegens politieke misdrijven, brengt van rechtswege het verlies van het recht op pensioen mede.

De hoven en rechtbanken kunnen, wanneer zij eene correctioneele straf uitspreken, hooger dan één jaar gevangenzitting en ingeval van herhaling, beslissen dat de veroordeelde zal zijn beroofd van een derde of van twee derden van zijn pensioen.

ART. 33.

Op pensioen gestelde invaliden worden, wanneer zij den leeftijd van 60 of 65 jaar bereiken, geacht al de stortingen, vereischt tot het bekomen van het ouderdomspensioen, te hebben gedaan.

ART. 34.

Het pensioen bedraagt 360 frank per jaar, behalve in het geval voorzien bij het tweede lid van artikel 32.

Echter wordt aan de veldarbeiders, aan de gewone nijverheidswerklieden van minder dan 65 jaar, en aan de in de mijn arbeidende mijnwerkers van minder dan 60 jaar, doch die, zoowel de eenen als de anderen, den leeftijd van 30 jaar in 1908 hebben bereikt, gansch het pensioen verleend, indien zij, sedert 1908 totdat zij respectievelijk den ouderdom bereikten van 65 of 60 jaar, hunne jaarlijkse storting doen. Doen zij deze niet, zoo wordt hun pensioen met zooveel vijftigste of vijf- en veertigste deelen verminderd als door hen jaarlijkse storting werden verzuimd.

De werklieden of toekomstige werklieden, die, bij het in werking treden der wet, den leeftijd van 15 jaar niet hebben bereikt, bekomen, zoo het mijn-

ployés aux travaux du fond, autant de quarante-cinquièmes de la pension de 360 francs qu'ils pourront justifier avoir fait de versements annuels complets; s'ils sont ouvriers industriels ordinaires, autant de cinquantièmes et s'ils sont ouvriers agricoles, autant de cinquante-cinquièmes.

ART. 35.

Le versement requis est celui qui correspond au nombre de jours de travail. L'ouvrier doit justifier de toute journée de chômage, soit en invoquant les dispositions légales relatives aux jours fériés, soit en produisant un certificat de l'administration communale. Les certificats restent annexés à la carte-quittance.

ART. 36.

Lorsque l'intéressé réclame la pension et que son droit est reconnu, le Directeur général adresse à l'intéressé un mandat lui permettant de toucher mensuellement, sur simple présentation, le douzième de sa pension, au bureau de poste que l'intéressé désigne.

Le percepteur des postes tient dans un registre spécial la comptabilité des mensualités qu'il acquitte.

En cas de changement de résidence, le Directeur général adresse à l'intéressé, sur sa demande, une annexe au mandat, lui permettant de toucher les arrérages de la pension dans un autre bureau de poste. Cette annexe doit être visée par le percepteur du bureau précédemment chargé du service de la pension et men-

workers geldt die in de mijn arbeiden, zooveelmaal een vijf-en-veertigste van het pensioen van 360 frank als zij kunnen bewijzen jaarlijksche volledige stortingen te hebben gedaan; indien het gewone nijverheidswerklieden zijn, zooveelmaal een vijfzigste deel, en, indien het veldarbeiders zijn, zooveelmaal een vijf-en-vijftigste deel.

ART. 35.

De vereischte storting is die overeenstemmende met het aantal arbeidsdagen. De werkmán moet het bewijs leveren van elken rustdag, hetzij door zich te beroepen op de wettelijke bepalingen betreffende de feestdagen, hetzij door een getuigschrift van het gemeentebestuur over te leggen. De getuigschriften blijven aan de kwijtingskaart gehecht.

ART. 36.

Wanneer de belanghebbende pensioen aanvraagt en er is vastgesteld dat hij daarop recht heeft, doet de Algemeene Bestuurder hem een mandaat toekomen, waarmede hij, op enkel vertoon, maandelijks het twaalfde van zijn pensioen kan ontvangen in het postkantoor aangewezen door den belanghebbende.

De postontvanger boekt in een bijzonder register de hoeveelheid der gelden die hij elke maand tegen kwijtschrift uitbetaalt.

Bij verandering van verblijf, doet de Algemeene Bestuurder aan den belanghebbende, op dezès verzoek, geworden een aanhangsel van het mandaat, krachtens hetwelk hij de vervallen termijnen van het pensioen in een ander postkantoor kan ontvangen. Dit aanhangsel moet door den ontvanger van het kan-

tion du changement doit être faite par ce percepteur en marge du mandat.

Le pensionné qui réside à l'étranger peut se faire envoyer les arrérages de sa pension par mandat-poste, à ses frais.

Art. 37.

Les pensions sont payables par anticipation le premier jour de chaque mois, à partir du premier jour du second mois qui suivra la mise en vigueur de la loi.

Art. 38.

Les pensions sont incessibles et insaisissables.

CHAPITRE V.

Du contentieux.

Art. 39.

Le juge de paix statue sur les demandes de pensions et sur les demandes de retrait de pensions. Il statue également sur les demandes d'inscription sur la liste des ouvriers et patrons soumis à la présente loi et sur les demandes de radiation de cette liste. Toutes ces décisions sont rendues en dernier ressort.

Le juge compétent est celui dans le canton duquel se trouve l'établissement industriel où travaille l'ouvrier et que dirige le patron. Dans les cas ne rentrant pas dans la disposition précédente, c'est le domicile de l'ouvrier ou du patron qui détermine la compétence.

toor, vroeger met den dienst van het pensioen belast, worden gevisceerd en de verandering door dezen ontvanger vermeld op den kant van het mandaat.

De gepensionneerde, die in den vreemde verblijft, kan zich de vervallen termijnen van zijn pensioen doen toezenden bij postmandaat, op zijne kosten.

Art. 37.

De pensioenen zijn vooruit betaalbaar den eersten dag van elke maand, te rekenen van den eersten dag der tweede maand volgende op het in werking treden der wet.

Art. 38.

De pensioenen zijn onafstaanbaar en onaantastbaar.

VIJFDE HOOFDSTUK.

Geschillen.

Art. 39.

De vrederechter doet uitspraak over de eischen tot pensioen en de eischen tot intrekking van pensioen. Hij doet insgelijks uitspraak over de eischen tot inschrijving op de lijst der werklieden en patroons, aan deze wet onderworpen, alsmede over de eischen tot schraping van deze lijst. Van al deze beslissingen kan niet in hooger beroep worden gekomen.

De bevoegde rechter is hij, binnen wiens kanton de nijverheidsinrichting waar de werkman werkt, en welke door den patroon wordt bestuurd, is gelegen. In de niet bij de vorige bepaling voorziene gevallen wordt de bevoegdheid vastgesteld door de woonplaats van den werkman of van den patroon.

ART. 40.

Lorsque le débat porte sur l'existence de l'invalidité, le juge de paix ne peut statuer qu'après avoir pris l'avis du Conseil local des pensions ouvrières.

Le Conseil compétent est déterminé suivant les règles prescrites à l'alinéa 2 de l'article précédent.

ART. 41.

Un Conseil local des pensions ouvrières est institué dans chaque commune. Le Roi peut diviser les communes de plus de 40,000 âmes en plusieurs sections formant chacune le ressort d'un Conseil. Il peut aussi réunir plusieurs communes en un groupe formant le ressort d'un seul Conseil, sans que le total des habitants du groupe puisse dépasser 5,000.

ART. 42.

Les patrons et les ouvriers inscrits sur la liste prévue à l'article 3 et électeurs pour la Chambre des représentants sont électeurs pour l'élection des Conseils de pensions ouvrières.

Cette élection se fait en même temps que les élections législatives. Les convocations pour les électeurs patrons et les électeurs ouvriers portent les mentions spéciales nécessaires.

Les ouvriers choisissent seize délégués ouvriers et les patrons seize délégués patrons, à moins qu'il n'y ait que seize patrons ou moins dans la commune, auquel cas ils sont tous délégués de droit.

ART. 40.

Loopt het geschil over het bestaan van invaliditeit, dan mag de vrederechter slechts uitspraak doen na het gevoelen van den plaatselijken Raad der arbeiderspensioenen te hebben ingewonnen.

De aanwijzing van den bevoegden Raad geschiedt volgens de regelen voorgeschreven bij het tweede lid van het vorig artikel.

ART. 41.

In elke gemeente wordt een plaatselijke Raad voor de arbeiderspensioenen ingesteld. De Koning kan de gemeenten van meer dan 40,000 zielen splitsen in verscheidene afdeelingen waarvan elke afdeeling het gebied van een Raad uitmaakt. Hij kan eveneens verscheidene gemeenten vereenigen tot eene groep, het gebied van één Raad uitmakende, zonder dat het geheele getal van de bevolking der groep 5,000 mag overtreffen.

ART. 42.

Patroons en werklieden voorkomende op de bij artikel 3 voorziene lijst en stemrecht hebbende voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zijn kiezer voor het benoemen van de Raden der arbeiderspensioenen.

Deze verkiezing geschiedt tegelijkertijd als die voor de Wetgevende Kamers. De oproepingsbrieven voor de kiezerspatroons en de kiezerswerklieden vermelden de vereischte bijzondere mededeelingen.

De werklieden verkiezen zestien afgevaardigden-werklieden en de patroons zestien afgevaardigden-patroons, tenzij er slechts zestien of minder dan zestien patroons in de gemeente zijn, in welk geval zij allen van rechtswege afgevaardigden zijn.

Dans le cas prévu à l'article 41 *in fine*, le nombre de délégués élus dans la commune est multiplié, de plein droit, par le nombre de sections.

La moitié des délégués patrons ou ouvriers doivent être industriels et l'autre moitié, agriculteurs.

ART. 43.

Chaque Conseil se compose d'un patron industriel, d'un ouvrier industriel, d'un patron agriculteur et d'un ouvrier agricole. Il est présidé par l'Inspecteur des pensions ouvrières dont la voix n'est pas prépondérante. Le Conseil siège au nombre fixe de cinq membres.

Les fonctions des membres sont gratuites. Les séances se tiennent le soir.

ART. 44.

Les membres des Conseils des pensions ouvrières prêtent serment entre les mains du bourgmestre.

Chaque Conseil fait un règlement sur le service des audiences et le roulement de ses membres.

Les convocations sont faites par les soins de l'Inspecteur des pensions ouvrières.

ART. 45.

Le juge de paix est saisi par une simple requête de la partie intéressée. La requête doit être faite en double. Le greffier adresse le double, par lettre recommandée, à l'Inspecteur des pensions ouvrières ou à l'ouvrier ou au patron intéressés, suivant les cas, en les avertissant du jour où le juge entendra les parties. Un intervalle de huit jours au moins doit être laissé entre

In het geval voorzien aan 't slot van artikel 41, wordt het getal afgevaardigden, in de gemeente verkozen, van rechtswege vermenigvuldigd met het getal afdeelingen.

De afgevaardigden-patroons of werkliden moeten voor de helft behooren tot de nijverheid en voor de helft tot den landbouw.

ART. 43.

Elke Raad is samengesteld uit : een nijverheidspatroon, een nijverheidswerkman, een patroon-landbouwer en een veldarbeider. Hij wordt voorgezeten door den Toeziener voor de arbeiderspensioenen, die geen beslissende stem heeft. Voor de vergaderingen van den Raad wordt een vast getal van vijf leden vereischt.

Het ambt der leden is niet bezoldigd. De vergaderingen worden des avonds gehouden.

ART. 44.

De leden van de Raden der arbeiderspensioenen leggen den eed af in handen van den burgemeester.

Elke Raad maakt een reglement op voor den dienst der zittingen en een rooster voor de beurten zijner leden.

De oproepingen gaan uit van den Toeziener voor de arbeiderspensioenen.

ART. 45.

De eisch wordt voor den vrederechter gebracht bij eenvoudig verzoekschrift van de belanghebbende partij. Dit verzoekschrift wordt in dubbel opgemaakt. De griffier doet het dubbel bij aangeteekenden brief toekomen aan den Toeziener voor de arbeiderspensioenen of aan den belanghebbenden werkman of patroon, volgens de gevallen, en doet hun tevens den dag kennen waarop de rechter

l'envoi de la requête et le jour de la comparution.

Les affaires prévues à l'article 39 doivent être terminées, à peine de nullité de toute procédure, dans les deux mois du dépôt de la requête.

ART. 46.

Tous les actes et toutes les pièces de procédure et autres, relatifs aux réclamations prévues à l'article 39, sont exemptés des droits de timbre et d'enregistrement.

L'assistance judiciaire est de droit pour les ouvriers et les patrons, dans les affaires visées par l'article 39.

ART. 47.

L'Inspecteur des pensions ouvrières représente l'administration de la Caisse dans les affaires prévues à l'article 39.

ART. 48.

Les décisions judiciaires en matière de pensions ouvrières sont, lorsqu'elles tranchent un point de droit, publiées aux frais de l'État dans un recueil spécial, envoyé à toutes les justices de paix et à tous les tribunaux de première instance.

CHAPITRE VI.

Dispositions additionnelles.

ART. 49.

Le montant des cotisations et celui de la contribution de l'État sont fixés pour les quatre premières années de fonctionnement de la Caisse.

partijen zal hooren. Tusschen het opzenden van het verzoekschrift en den dag der verschijning moeten ten minste acht dagen verlopen.

De zaken, bij artikel 39 voorzien, moeten, op straffe van nietigheid der rechtspleging, afgedaan zijn binnen twee maanden na het indienen van het verzoekschrift.

ART. 46.

Al de akten en al de stukken der rechtspleging en andere, betreffende de eischen bij artikel 39 voorzien, zijn vrij van zegel- en registratierecht.

In de zaken, bij artikel 39 voorzien, bestaat de rechtsbijstand van rechtswege voor de werklieden en de patroons.

ART. 47.

In de zaken voorzien bij artikel 39, vertegenwoordigt de Toezieners voor de arbeiders-pensioenen het Bestuur van de Kas.

ART. 48.

De rechterlijke beslissingen in zake van arbeiderspensioenen worden, wanneer zij een rechtspunt oplossen, op kosten van den Staat bekendgemaakt in eene bijzondere verzameling, die aan elk vrederegerecht en aan elke rechtbank van eersten aanleg wordt toegezonden.

ZESDE HOOFDSTUK.

Aanvullende bepalingen.

ART. 49.

Het bedrag der stortingen en dat der bijdrage van den Staat worden vastgesteld voor de eerste vier jaren der werking van de Kas.

ART. 50.

A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs ne pourront plus payer de pensions de vieillesse, ni de pensions d'invalidité aux ouvriers qui jouiront de ces pensions en vertu de la présente loi.

ART. 51.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 10 mai 1900 cessera de s'appliquer aux ouvriers soumis à la présente loi, même s'ils sont affiliés à une société mutualiste.

ART. 52.

Une décoration spéciale sera créée pour récompenser les personnes qui se seront signalées par leur dévouement et leur intelligence dans l'accomplissement des fonctions d'Inspecteur des pensions ouvrières et de membre du Conseil local.

ART. 53.

Dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi au *Moniteur*, le Roi ordonnera, par arrêté, toutes les mesures nécessaires pour son exécution.

La loi entrera en vigueur en même temps que cet arrêté.

ART. 50.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, mogen de Voorzorgskassen der mijnwerkers geene ouderdomspensioenen of invaliditeitspensioenen meer betalen aan de werklieden welke die pensioenen genieten uit kracht van deze wet.

ART. 51.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, zal de wet van 10 Mei 1900 niet meer van toepassing zijn op de aan deze wet onderworpen werklieden, zelfs wanneer ze zijn aangesloten bij eene maatschappij van onderlingen bijstand.

ART. 52.

Ter belooning van de personen, die zich onderscheiden door hunne toewijding en hunne bekwaamheid bij het waarnemen van het ambt van Toeziener voor de arbeiderspensioenen en van lid van een plaatselijken Raad, wordt een bijzonder eereteken ingesteld.

ART. 53.

Binnen drie maanden, volgende op de afkondiging van deze wet in het *Staatsblad*, bepaalt de Koning, bij besluit, al de maatregelen vereischt tot hare uitvoering.

De wet zal in werking treden tegelijkertijd als dat besluit.

R. WAROCQUÉ.

POUL BOËL.

A. BUYL.

ERNEST NOLF.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 DECEMBER 1908.

Wetsvoorstel waarbij aan alle veldarbeiders en nijverheidswerklieden, mannen en vrouwen, een ouderdoms- of invaliditeitspensioen van ten minste 360 frank per jaar wordt toegekend.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De tegenstanders en zelfs de voorstanders van de pensioenkassen voor arbeiders, met verplichte deelneming, beweren soms dat de beweging, die ons aanspoort om dit groote vraagstuk te bestudeeren en op te lossen, in 't leven werd geroepen alleen omdat men Duitschland wil navolgen; niet zelden voegt men er bij dat de Deutsche verzekeringswetten zelve geen anderen geschiedkundigen oorsprong hebben dan het vast voornemen van prins Bismarek, het socialisme te bestrijden en te overwinnen. Ons dunkt, verkleint men op die wijze het vruchtbaar werk, door onze machtige naburen tot stand gebracht; wij achten dat de zaak uit een hooger standpunt dient te worden beschouwd.

Op zijn ouden dag heeft de werkman meestal geen pensioen. Is hij de zijnen tot last, dan drukt zijn onderhoud zwaar op het gezin zijner kinderen, geeft het aanleiding tot droeve doch zeer te verklaren oneenigheid die de familiebanden in ruime mate benadeelt. Indien de oude werkman door het armbestuur wordt bijgestaan, wat zal er dan geworden van de waardigheid van zijn ouden dag? Doch de verschrikkelijkste toestand is wel deze van den jongen werkman, die in de kracht zijner jaren door ziekte overvallen wordt. Wat zal er dan geworden van het gezin dat van zijn hoofd en van zijn steun is beroofd? Vrouw en kinderen zijn schier altijd tot ellende gedoemd. Het is noodeloos te zeggen hoe ondeugd en misdaad door zulke toestanden worden aangemoedigd.

Zulke klaarblijkende, erkende, ontegensprekelijke feiten zijn stuitende misstanden in onze Europeesche samenleving, wier rijkdom en voorspoed dagelijks toenemen. Men mag staande houden dat die ellende volstrekt verdwijnen moet : men moet dus, wat het ook kosten moge, het middel aanwenden om haar te bestrijden. Is men van meening, evenals wij, dat de verplichte verzekering het eenige doeltreffende middel is, dan zal men erkennen dat het aanwenden van dit middel op iets anders steunt dan op de navolging van Duitschland, en dat dit middel ook iets anders is dan een wapen tegen het socialisme. Geheel onze economische ontwikkeling strekt tot het instellen van de verplichte verzekering; deze komt voor als de aanvulling en de noodige leniging van het salariaat of loonstelsel.

Een gevoel van diep medelijden voor de onverdiende ellende waarop wij hierboven hebben gewezen, onze onwrikbare overtuiging dat de verplichte verzekering een sociaal hulpmiddel is, waarvan de toepassing zich onvermijdelijk opdringen zal, hebben ons er toe gebracht, ons wetsvoorstel ter tafel te leggen. Wij deden dit met de gedachte, dat het niet alleen voor de rust van ons geweten, maar ook voor de veiligheid van den Staat niet raadzaam is, te lang te wachten met de oplossing van een vraagstuk die de rechtvaardigheid van ons vergt.

Ons voorstel steunt op het beginsel van de verplichting voor den werkmán, den patroon en den Staat, elk het zijne bij te dragen tot den last van het pensioen; het aangenomen financieel stelsel is de omslag; de pensioenendienst wordt voor gansch België aan één enkele kas toevertrouwd; het bedrag van het pensioen, zoowel voor ouderdomspensioen als voor invaliditeitspensioen, wordt bepaald op een jaarlijksche som van 360 frank; ten slotte, is het ontwerp van toepassing op de arbeiders van beiderlei kunne in de nijverheids- en de landbouwondernemingen. Het woord werkmán in dit ontwerp moet dus worden verstaan in zijn ruimsten zin.

Dit zijn de voornaamste punten van ons voorstel, welke dienen achtereenvolgens te worden gerechtvaardigd. Alvorens daartoe over te gaan, voegen wij er enkel bij dat wij geenszins willen afwijken van de liberale beginselen. Naar onze meening moet de Staat zich onthouden, telkens als dit mogelijk is. Alleen omdat de huidige omstandigheden spoedige en krachtadige hulpmiddelen opleggen en de onthouding van den Staat onmogelijk maken, achten wij zijn optreden gerechtvaardigd. Vooraf teekenen wij verzet aan tegen elke algemeenmaking die, onder voorwendsel dat men op den door ons ingetreden weg voortgaat, de openbare macht zou doen optreden zonder daartoe te kunnen wijzen op eene volstrekte noodzakelijkheid.

Voegen wij daarbij dat ons huidig ontwerp drie gewichtige wijzigingen brengt in het vorige :

1^o Toepassing der wet op de vrouwen ;

2^o Toepassing der wet op al de invaliden zonder te onderscheiden of de invaliditeit aanvangt vóór of na het van kracht worden harer bepalingen ;

3^o Bepaling van den leeftijd voor het ouderdomspensioen der veldarbeiders op 68 jaar in plaats van 70.

Ons ontwerp is van groot belang voor gansch de arbeidersklasse. Wij durven hopen dat al de leden van het Parlement, inzonderheid onze socialistische medeleden, het beter zullen steunen dan zij dit vroeger gedaan hebben.

I. — BEGINSEL DER VERPLICHTING.

De redenen, die voor de *verplichting* gelden, zijn tweeërlei: theoretische en praktische. Wij vangen aan met de theoretische.

A. *Wat betreft den werkman.* — Waarom trachten de werklieden niet, over 't algemeen, zich ouderdomsrenten aan te schaffen door middel van de daartoe noodige stortingen in de Lijfrentekas? Velen *kunnen* niet: hun loon is te gering; men moet echter bekennen dat de voornaamste reden daarvan is een zekere onverschilligheid, waaruit volgt dat de aandacht van den arbeider alleen op de onmiddellijke noodwendigheden gevestigd wordt. Gebeurt het dat hij aan de toekomst denkt, dan verzwindt die gedachte spoedig voor de bezorgdheid over het heden: dit gebrek aan voorzorg komt voor als een neiging van het menschedom in 't algemeen, veeleer dan als een bijzonder gebrek eigen aan de arbeidersklasse! Men moet kunnen verkrijgen dat de werkman *stortingen doe*. De wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen verruimt wel de uitwerking der stortingen, *wanneer deze zijn gedaan*, maar zij zal niet rechtstreeks voor gevolg hebben, te doen storten. Het kwaad — dat is de onverschilligheid — tast zij niet aan in den wortel: niemand kan ernstig verhoplen dat de premien aanlokkend genoeg zullen zijn om het uit te roeien.

Wordt door de verplichting *de vrijheid van den arbeider geschonden?* De wet, die de verplichting huldigt, *beperkt* ongetwijfeld zijne vrijheid; dat is het gevolg van elke wet; de vraag is echter of die beperking niet gerechtvaardigd is en of zij eigenlijk niet voor gevolg heeft, den werkman werkelijk meer vrij te maken dan hij vroeger was. Zal de oud geworden of invalide werkman, zonder pensioen, *vrij* zijn wanneer hij ten laste van de openbare liefdadigheid of ten laste van zijn bloedverwanten leven zal? Het is klaarblijkend dat zij die hier van geschonden «vrijheid» spreken, een groot woord doen klinken, doch de werkelijkheid vergeten. Men heeft het in kernachtige taal gezegd: de eenige vrijheid, die de werkman verliezen zal, is de vrijheid om van honger te sterven.

Overigens, wie van «vrijheid» spreekt, heeft niet alles gezegd. Voor den werkman is het *plicht* de kwade dagen te voorzien, die de te vroege invaliditeit misschien en de hooge ouderdom voorzeker zullen naslepen: plicht jegens zich zelf, want eenieder moet al doen wat mogelijk is om een waardig en nuttig bestaan te hebben; plicht jegens de zijnen, want niet alleen moet hij hen steunen in het leven, in ruimere mate nog moet hij vermijden dat hij hun tot last zij of in den weg kome staan; ten slotte, plicht tegenover de samenleving, want niemand heeft het recht ten koste

van een ander te leven en enkel op de hulp der openbare liefdadigheid te rekenen om zijn bestaan te verzekeren. Welnu, zoo de werkman den plicht heeft zich een pensioen te verschaffen, dan schendt men zijn vrijheid niet door hem te dwingen de noodige stortingen te doen.

Het zou overigens niet billijk zijn, daartegen aan te voeren dat wellicht de werkman andere meer dringende plichten te vervullen heeft; de som, afgehouden van zijn loon, is zóó gering dat daardoor de werkman nooit zal belet worden zijn plichten te vervullen.

B. *Wat betreft den patroon.* — De zedelijke verplichting der patroons, den last der arbeiderspensioenen gedeeltelijk te dragen, wordt door de tegenstanders zelf van de verplichting erkend en zoo luid bevestigd dat het aanhalen van hunne verklaringen wellicht zou volstaan om haar te rechtvaardigen. De heer Surmont de Volsberghe, Minister van Nijverheid en Arbeid, zegde bij de behandeling der wet van 10 Mei 1900 : « Wij betwisten hoegenaamd niet en niemand kan betwisten dat de verplichting voor den patroon bestaat »; doch de achtbare Minister wilde daarin alleen « een zedelijke wet » zien. (*Handelingen, Kamer, zittingsjaar 1899-1900, blz. 1334.*) De heer Nyssens die voorstander van de verplichting was, doch zich verklaarde voor het ontwerp dat haar afwees, zegt, in zijn verslag, dat « de onthouding der patroons aanleiding geven zou, binnen een niet verwijderden tijd, tot eene wet gegrond op het beginsel der verplichting ». (*Kamerstukken, zittingsjaar 1899-1900, n^o 162, blz. 227.*)

Door deze bekentenis is het gemakkelijk, de *juridische* verplichting te rechtvaardigen. Indien de verplichting, tot de pensioenen bij te dragen, aan de patroons met zooveel kracht is opgelegd, waarom zouden dan de werklieden aan den goeden wil der patroons overgelaten worden? En, waar het tot stand brengen van een pensioenstelsel zóó nuttig is voor het welzijn van gansch de samenleving, hoe zou dan de samenleving aan de patroons toelaten, hunne plichten te miskennen? De gewetensvolle patroons zullen eigenlijk niet *gedwongen* worden, vermits zij hunne verplichtingen uit eigen beweging zouden vervuld hebben. Maar zij die deze over 't hoofd zien, moeten die met zooveel inschikkelijkheid behandeld worden? Alleen de slechte patroons trekken voordeel uit de aarzeling van den wetgever om het beginsel der verplichting in de wet op te nemen.

Dat beginsel is blijkbaar rechtvaardig. De patroon trekt voordeel uit den arbeid van den werkman wiens krachten verzwakken in den dienst van den patroon. Mag hij een werkman, die niet meer in staat is zijn taak voort te zetten, aan de deur van zijn werkhuis zetten, evenals men gebroken gereedschap wegwerpt? Men heeft dikwijls de verplichting voor den patroon, bij te dragen tot de pensioenen, vergeleken bij de delging van het kapitaal-gereedschap. Dit is ongetwijfeld enkel een vergelijking. Het verslag van de Commissie voor de arbeiderspensioenen (blz. 147) meent echter de stelling van de voorstanders der verplichting te weerleggen door deze aanmerking: de patroon is eigenaar van het kapitaal-gereedschap, terwijl hij slechts huurder

is van het kapitaal-kraacht van den werkman; nu, volgens de beginselen van het huurcontract moet de verhuurder het verhuurde onderhouden en « er, » zoolang de huur loopt, al de noodige herstellingen aanbrengen, buiten de » geringe en dagelijksche ». Vooreerst kan men daarop antwoorden dat een mensch geen zaak is en dat wie den dienst van zijn naasten in huur neemt, natuurlijk tot grootere verplichtingen gehouden is dan wie een huis of meubelen huurt. Doch in de bewijsvoering zelf van de Commissie voor de arbeiderspensioenen vinden wij de stof om ze te weerleggen. Bij de huur van zaken heeft het gebruik, overeenstemmende met de billijkheid, den regel ingevoerd, dat de huurder « de geringe en dagelijksche herstellingen moet verrichten »; de reden daarvan is dat de schade wordt vermoed te zijn toegebracht door hem. Hetzelfde moet gelden voor de huur van personen. Al de kosten van het pensioen, dat wil zeggen: heel de herstelling der krachten van den arbeider, dienen niet ten laste des patroons te worden gelegd; doch, vermits het zeker is dat de verzwakking zijner krachten gedeeltelijk door zijn arbeid is veroorzaakt en er daar een soort « beroepsrisico » bestaat, zelfs buiten alle ongevallen, zoo is het billijk en noodzakelijk een deel van den last der pensioenen aan den patroon op te leggen.

't Is overigens een onrechtstreeksch middel tot verhooging van het arbeidsloon; op die wijze zou het loon kunnen worden wat het zou dienen te zijn: eene inkomst die den arbeider in staat stelt, in al zijne noodwendigheden te voorzien en inzonderheid zich een pensioen te verzekeren. Dat het loon ontoereikend is, kan niet worden betwist. « Aan zijn eigen krachten » ten overgelaten », zoo luidt het verslag der Commissie voor de arbeiderspensioenen, « kan de werkman bezwaarlijk den last der verzekering » dragen. Ook schijnt het algemeen invoeren van de verzekering, en » namelijk van de pensioenen, een samenwerkende poging te vergen die » moet uitgaan, 't zij van de arbeidersverenigingen, 't zij van de patroons, » 't zij van de openbare machten, 't zij, bij voorkeur, van de vereenigde » werking van Staat, patroons en maatschappijen van onderlingen bijstand » of vakverenigingen » (bl. 47). Er bestaat overigens geen vrees, dat de patroons zullen overdragen op hunne werklieden den last, dien de wet hun zal opleggen. Die last is niet zwaar. Men mag zeggen, met Guieysse in zijn merkwaardig verslag uitgebracht namens de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg (*Journal officiel* [Frankrijk], *Doc. parlam.*, Kamer, zitting 1899-1900, Bijlage n° 1502, bl. 725), dat « die storting te » gering is, dan dat men daardoor invloed op het werkloon zou moeten » vreezen; het bedrag van dien last kan enkel in de algemeene onkosten » opgenomen worden ».

Het beginsel der patroonsverplichting staat in de Deutsche wet geschreven. De Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg besluit tot aanneming daarvan, zooals wij even hebben vastgesteld.

Eveneens met Guieysse zeggen wij dus van de patroons dat de « maat- » schappij het recht en den plicht heeft, aan allen op te leggen wat » eenigen onder hen hebben verricht ».

C. *Wat betreft den Staat.* — Men mag zeggen dat het beginsel der geldelijke tusschenkomst van den Staat in den last der arbeiderspensioenen, in onze wetgeving een aangenomen beginsel is. Het is bevestigd door de wet van 10 Mei 1900. Ons voorstel geeft het enkel een nieuwen vorm zonder het in den grond te wijzigen; het verbetert dit slechts door het wegnemen der sluitende onrechtvaardigheid van het stelsel der geldelijk ondersteunde vrijheid: alleen de betrekkelijk gegoede werklieden kunnen de noodige stortingen doen, en aan die werklieden alleen verleent de Staat zijn hulp! Daarenboven zijn de premiiën bepaald naar evenredigheid van het bedrag der stortingen, zóó dat, onder de gegoede werklieden, nogmaals de meest gegoede de hulpelden van den Staat in ruimere mate genieten! De wet van 10 Mei 1900 zou moeten afgeschaft worden, al had zij enkel dit ontegensprekelijk gebrek. In elk geval, zal zij toch het voordeel hebben opgeleverd, het beginsel van Staats geldelijke tusschenkomst te huldigen.

In de eerste plaats is deze tusschenkomst gerechtvaardigd doordat de heele samenleving voordeel trekt uit den arbeid van den werkman. De menscheijke solidariteit eischt dat de samenleving hem niet verlaat wanneer uit hoofde van dien arbeid zijn krachten versleten zijn. In de tweede plaats, betaamt het den last van arbeider en patroon in zekere mate te verlichten. Ten slotte, geeft de instelling van den privaten eigendom, hoe onmisbaar ook, aanleiding tot groote ongelijkheid. De armoede van sommige leden van het maatschappelijke korps is overgroot. Wij zijn dus overtuigd dat wij de instelling van den eigendom versterken, wanneer wij de bezwaren die daaruit kunnen voortspruiten weten te verhelpen.

Dat zijn de algemeene en wijsgeerige beschouwingen die, naar onze meening, de bijdrage van arbeider, patroon en Staat in den last der arbeiderspensioenen billijken.

Al moesten nu deze beschouwingen ongegrond zijn, dan toch zou men het beginsel der verplichting moeten huldigen. De verplichting is trouwens het eenige middel om de arbeiderspensioenen algemeen te maken.

Over een zaak is alleman het eens, namelijk over deze: er dient iets te worden gedaan en de bestaande inrichtingen zijn ontoereikend. Niets is meer overtuigend in dat opzicht dan een onderzoek van den huidige toestand. Daaruit blijkt dat de meeste bestaande kassen zich niet in een gunstigen geldelijken toestand bevinden. De reden waarop de voorstanders van het stelsel der wet van 10 Mei 1900 vooral steunen, is de toeneming, gedurende de jongste jaren, van het getal aangeslotenen bij de Lijfrentekas. Het zou nochtans niet juist zijn, al de eer van dien bijval aan het stelsel der vrijheid op te dragen; een groot getal dezer aansluitingen heeft men te danken aan de patroons, die hunne werklieden daartoe verplichten.

Klaarblijkend is het overigens, dat het stelsel der vrijheid voordeelig is voor de minst arme werklieden en dat de toeneming waarop men steunt zal ophouden, wanneer een zeker deel van de gegoede werklieden zal aangesloten zijn.

Dat het privaat initiatief niet toereikend is, blijkt ook nog uit de gemakkelijheid waarmee het zich laat meeslepen in ondernemingen die op onlogische en onvoordeelige grondslagen berusten. (Zie O. LEPREUX, *Les pseudo-mutualités*, in n^o 3, *BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES ACTUAIRES BELGES*.)

Het ontoereikende van de vrijheid blijkt gansch bijzonder waar het betreft de invaliditeitspensioenen. Laat men de werklieden vrij zich al of niet aan te sluiten bij de Kas der invaliditeitspensioenen, dan zullen alleen of schier alleen die zieke werklieden het doen, welke reeds door invaliditeit zijn bedreigd, en de kas zal spoedig voor een tekort staan.

De verplichting zal, overigens, geen nieuwigheid zijn in België, daar verschillende patroons reeds aan hun werkvolk de verplichting opleggen, zich aan te sluiten bij de Lijfrentekas of bij een bijzondere kas. Dat is, werkelijk en op een enger gebied, het stelsel van de verplichting.

De hoop, die de Regeering op de wet van 10 Mei 1900 gegrond heeft, is blijkbaar overdreven. De ervaring bewijst dat verplichting noodzakelijk is.

Is het eenmaal aangenomen dat arbeider, patroon en Staat het hunne moeten bijdragen in den last der pensioenen, dan is er geen eenvoudiger en bijgevolg geen billijker middel, daar men toch ieders deel niet anders kan bepalen, dan dit deel vast te stellen op nagenoeg een derde voor elk. Dat stellen wij voor te doen. Moet, volgens onze berekeningen, de Staat een weinig meer betalen dan de patroon of de werkman, dan zal die ongelijkheid verdwijnen wanneer het reservefonds tot stand zal gebracht zijn. (Zie berekeningen, alsmede artikel 22, § 2, van het voorstel.)

II. — FINANCIËEL STELSEL.

Wij nemen dus het beginsel aan, dat arbeider, patroon en Staat verplicht zijn tot den last der pensioenen bij te dragen, elk tot bedrag van nagenoeg een derde. Is dat wel bepaald, dan dient men te kiezen onder de verscheidene mogelijke financieele stelsels, waarvan de voornaamste zijn : het stelsel van den omslag en het stelsel van de kapitaliseering. « Dit vraagpunt van » kapitaliseering of omslag », zegt Guieysse in het hierboven aangehaald verslag, « is werkelijk het voornaamste bij het tot stand brengen van de » arbeiderspensioenen. »

Vooreerst moeten de twee stelsels goed worden verklaard.

Het stelsel van den omslag is eenvoudig ; wanneer het getal gepensioneerden en het bedrag van de jaarlijksche stortingen gekend zijn, bepaalt men de totale som die jaarlijks moet worden uitgegeven voor de pensioenen. Men deelt dan die som door het getal bijdragers ; zóó kent men het bedrag der jaarlijksche bijdrage voor elk hunner. De toepassing van dit stelsel heeft voor gevolg dat de pensioenkas jaarlijks gevuld en gansch geledigd wordt.

Meer ingewikkeld is het stelsel der kapitaliseering. Laten wij duide-

lijkheidshalve onderstellen, dat er enkel sprake is van het vestigen van ouderdomspensioenen. Elke aangeslotene stort, jaarlijks bijvoorbeeld, eene bepaalde bijdrage, en de opbrengst dier bijdragen wordt door het Beheer der Kas op de voordeeligste en tevens zekerste wijze belegd. Het geheel bedrag der bijdragen, gestort tot den dag waarop het pensioen een aanvang neemt en vermeerderd met de samengestelde interesten, zal op dezen dag een bepaald kapitaal vormen dat het uitkeeren der rente zal waarborgen tot het overlijden van den gepensionneerde. Doch, daar al de aangeslotenen niet in leven blijven tot den dag waarop het pensioen een aanvang nemen moet, gebeurt het dat sommigen onder hen geen voordeel trekken uit de door hen gestorte bijdragen noch uit de samengestelde interesten dier bijdragen. Deze bijdragen en interesten komen dan ten goede aan de andere aangeslotenen, die den leeftijd voor het pensioen bereiken. Zóó komt het dat het kapitaal, voor het uitkeeren der rente van elken aangeslotene beschikbaar den dag waarop het pensioen een aanvang neemt, zooals hierboven is gezegd, meer bedraagt dan de door elken aangeslotene gestorte bijdragen met hare samengestelde interesten. Het bedrag van deze toeneming hangt af van het getal overlevenden, vergeleken bij het getal aangeslotenen.

Het beschikbaar kapitaal hangt af van deze verschillende factoren: bijdragen, — bedrag van den intrest, — getal overlevenden. Men onderstelt dat dit kapitaal gekend is; hoeveel zullen dan de pensioenen bedragen? Moest men vooraf weten hoeveel jaren de gepensionneerde nog leven zal, dan zou het volstaan het bedrag te berekenen van de jaarlijksche uitkeering die noodig zijn zou opdat het kapitaal met de samengestelde interesten daarvan hem bij zijn overlijden zou terughetaald zijn. Men weet echter niet hoeveel jaren de gepensionneerde werkelijk te leven heeft; men neemt dus, door middel van de tabel der sterfte, het getal jaren dat hij *vermoedelijk* nog te leven heeft. Dit getal is een gemiddeld getal: daaruit volgt dat, wanneer een groot getal gepensionneerden in aanmerking komen, het financieel evenwicht der kas gewaarborgd is. De meerdere uitgaven uit hoofde van de gepensionneerden die langer leven dan de sterftetabel opgeeft, zijn juist gedekt door de winst die de kas doet tengevolge van de overlijdens die vroeger voorkomen dan de tabel het liet voorzien.

Dat zijn de beginselen waarop het stelsel der kapitaliseering berust.

Laten wij nu nagaan wat er zich voordoet, op financieel gebied, in eene naar dat stelsel opgerichte kas.

Het spreekt vanzelf dat wie zich aansluit op een betrekkelijk gevorderden leeftijd, minder tijd hebben zal om het beschikbaar kapitaal tot stand te brengen, dat noodig is, op den dag waarop het pensioen een aanvang neemt, om hem eene bepaalde lijfrente uit te keeren. Bijgevolg, hoe hoger zijn leeftijd zijn zal bij de aansluiting, hoe hoger ook zullen de jaarlijksche bijdragen zijn die hij zal moeten storten. Feitelijk verhoogt het bedrag der vereischte bijdrage aanzienlijk naar gelang van den leeftijd van den aangeslotene; immers, de bijdragen, in de jonge jaren gestort, zijn gedurende geruimen tijd op samengestelden interest belegd en werpen bijgevolg meer

vruchten af. Een gevolg daarvan, waarop wij onmiddellijk de aandacht willen vestigen, is dat men, met het stelsel der zuivere kapitaliseering, onmogelijk een pensioen kan verleenen aan werklieden die reeds oud zijn op het oogenblik dat het stelsel in werking treedt. Ofwel zullen zij bovenmatige bijdragen te storten hebben, ofwel zullen zij slechts eene bespottelijke kleine rente mogen verwachten. Ook is men genoodzaakt, wanneer men dit stelsel aanneemt, ten behoeve van die werklieden « overgangsmaatregelen » voor te schrijven, welke min of meer mank gaan en tevens ontoereikend zijn, zooals dit werd gedaan door de wet van 10 Mei 1900.

Gesteld dus dat de jonge werklieden die een bepaalden leeftijd (20 jaar bijvoorbeeld) bereiken in het jaar dat het stelsel in werking treedt, zich bij de Kas aansluiten. Wordt het pensioen verleend op den leeftijd van 60 jaar, dan zal niemand gedurende de eerste veertig jaren van de werking van dit stelsel iets ontvangen. Gedurende dien tijd zal het kapitaal, dat later dienen moet voor het uitkeeren der rente van elk aangeslotene, indien hij 60 jaar oud wordt, zich geleidelijk vormen en, op elk oogenblik, moet in de Kas eene bepaalde som voorhanden zijn, des te grooter naarmate de vervaldag der rente dichterbij is; dat noemt men de *mathematische reserve*. (COSTIER, *Des retraites ouvrières*, bl. 354.) Om in een volledigen staat van financieel evenwicht te blijven, moet de Kas altijd al de mathematische reserves bezitten, die tot de door haar beloofde pensioenen behooren.

Het aantal aangeslotenen zal van jaar tot jaar toenemen door het optreden van de nieuwere geslachten, tot op het oogenblik dat er jaarlijks zooveel sterfgevallen als nieuwe aansluitingen zullen voorkomen. Het getal bijdragenden zoowel als het getal gepensioneerden zullen dan beide gestadig dezelfde blijven. Dat noemt men « den bestendigen toestand ». Van dit oogenblik af houdt de toeneming van de kapitalen op. « Al wat in 't begin van » het jaar in de Kas komt, gaat er uit op het einde van het jaar om de » vervallen renten te betalen; doch, daar er een reservefonds zal bestaan, » zullen de interesten van dit fonds de premiën aanvullen, die niet toereikend zijn om de renten te betalen. » (Zie DUBOISDENGHIEN, *Comparaison entre le système dit « de capitalisation » et le système dit « de répartition », appliqués à la constitution d'une caisse de retraite*, BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES ACTUAIRES BELGES, n° 2, 15 Juni 1907, bl. 240-241.)

Het stelsel der kapitaliseering is dus gansch anders dan de heer Léon Defuisseaux het beschreven heeft — overigens om het te bekampen — in de toelichting van zijn wetsontwerp op de Pensioenen der mijnwerkers. (Zie *Handelingen*, Kamer, zitting 1894-1895, bl. 460 en volg.) Het voorstel van den heer Defuisseaux gaf aanleiding tot een jaarlijksche uitgave van 9,666,600 frank. Het met dit inkomen overeenstemmende kapitaal bedroeg, aan 3 %, 322,200,000 frank. Volgens den heer Defuisseaux zou het stelsel der kapitaliseering hierin bestaan hebben, dat men dit kapitaal zou hebben verzameld door middel van bijdragen, zonder een enkel pensioen uit te keeren. Twintig jaren zouden daartoe noodig geweest zijn, doch na verloop van dezen termijn zou het kapitaal gevormd geweest zijn en werden de

bijdragen nutteloos. Dit tamelijk kinderachtige stelsel is niet dat der kapitaliseering.

Wij achten het onnoodig de gemengde stelsels uiteen te zetten, die min of meer met de uiterste, door ons beschreven stelsels in verband staan, zooals de kapitaliseering per tijdperk (een verscheidenheid der kapitaliseering), die eerst in Duitschland in voege kwam tegelijkertijd met den zuiveren omslag, wat betreft de bijdrage van het Keizerrijk, doch sedert de wet van 13 Juli 1899 is vervangen door het stelsel der gemiddelde premiën (verscheidenheid van den omslag). Wat voorgaat, volstaat om de slechte en goede zijden van elk der voornaamste stelsels te doen voorzien.

De reden waarop de voorstanders der kapitaliseering gedurig weerkomen is deze, dat om een bepaald pensioen te bekomen, de noodige stortingen geringer zijn met het stelsel der kapitaliseering dan met het stelsel van den omslag. Daarop ook steunden de besluitschriften van de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg, die de zuivere kapitaliseering zijn toegedaan. Het mindere bedrag der bijdragen, met dit stelsel, wordt gemakkelijk uitgelegd, daar de pensioenen, in den bestendigen toestand, worden uitgekeerd niet alleen door middel van de stortingen binnen het jaar, maar ook door middel van de interesten der samengevoegde kapitalen. Deze interesten dienen tot vermindering, elk jaar, van het geheel bedrag der noodige stortingen. « Welk ook het bedrag van den interest zij, zegt de heer Duboisdenghien (gemeld artikel, bl. 241), hoe laag het ook zij, het stelsel genaamd « kapitaliseeringstelsel » zal bijgevolg het minst kosten. » Deze geleerde actuarius vindt dat, naar de Tabel van Quetelet en met een interest van 5 %, de premie met het stelsel der kapitaliseering tegenover de noodige bijdrage met het stelsel der verdeling nagenoeg staat als 8 tegenover 21.

Deze uitkomst komt beslissend voor en het is begrijpelijk dat talrijke bevoegde mannen daardoor worden aangezet, het stelsel der kapitaliseering aan te prijzen. Wij meenen echter dat een grondig onderzoek leiden moet tot een tegenovergesteld besluit.

Men gelieve vooreerst te bemerken dat, zoo het stelsel der kapitaliseering minder duur kost, het ook veel minder uitbetaalt. De heer Duboisdenghien onderstelt dat de stortingen worden gedaan van 20 tot 60 jaar. Niemand zal dus binnen die 40 jaar gepensionneerd worden, en alleen dan wanneer de bestendige toestand zal gevestigd zijn, dat wil zeggen veel later nog, zullen er evenveel personen een pensioen genieten als met het in toepassing brengen van het omslagstelsel. Dit laatste stelsel laat integendeel toe, het hoogste getal rechthebbenden op pensioen te stellen van het eerste jaar af : van stonden aan bevindt men zich dus in den bestendigen toestand. Om nu de twee stelsels te vergelijken, moet men nagaan niet alleen wat zij kosten, maar ook wat zij opleveren.

Daarop antwoorden de voorstanders der kapitaliseering als volgt : de personen, die voordeel trekken uit de verhooging der lasten, zijn de huidige geslachten, diegenen bevattende welke, in onze onderstelling, meer dan

20 jaar oud waren bij het in werking treden van het stelsel; is echter de bestendige toestand eenmaal bereikt, dan zal, vermits het getal gepensionneerden hetzelfde is met het stelsel der kapitaliseering als met het omslagstelsel, het aannemen van dit laatste bij het oprichten van de kas, voor gevolg hebben, voor altijd een zwaarder last te doen drukken op de toekomstige geslachten. En ten voordeele van wie? Ten voordeele van de huidige geslachten. De omslag, zegt men, offert de toekomst aan het heden op.

Wij antwoorden dat het tegenovergestelde stelsel het heden aan de toekomst opoffert en dat men daarenboven de toekomst niet opoffert wanneer men haar een last oplegt dien zij natuurlijk dragen moet. Inderdaad, voor welken toestand bevinden wij ons? Den maatschappelijken plicht die hun oplegde een stelsel van arbeiderspensioenen tot stand te brengen, hebben onze voorgangers geheel en al uit het oog verloren, zóó dat er thans geheele geslachten voorkomen, samengesteld uit personen die reeds de ouderdomsgrens bereikt hebben en uit personen die geen toereikend pensioen meer zullen kunnen verwerven door middel van kapitaliseering. Deze huidige geslachten zijn zelfs nog meer belangwekkend dan de toekomstige. De samenleving had plichten tegenover hen, en zij heeft die plichten verwaarloosd. De bezorgdheid die zij hun verschuldigd was, heeft zij hun niet betuigd, en het kwaad is onherstelbaar, indien men er niet toe komt aan deze geslachten ouderdomspensioenen te betalen door middel van het omslagstelsel. De nieuwere geslachten hebben integendeel uitzicht op de toekomst; zij kunnen nog pensioenen verwerven, het gemak verleend door de wet van 10 Mei 1900 ten nutte maken en van den Staat alsmede van de patroons de hulp vergen waarvan wij de gegrondheid hebben bewezen. De omslag zal duurder kosten; welnu, 't zij zóó! Men dient na te gaan of onze maatschappelijke plicht ons deze hoogere uitgaven niet oplegt. Wij zijn van meening, wat ons betreft, dat, zoo het *mogelijk* is die kosten te dragen, wij het doen *moeten*. Die mogelijkheid blijkt uit de berekeningen die wij hierna maken. Werkelijk heeft de omslag niet voor gevolg, de toekomst te belasten ten bate van het heden: de omslag betaalt een geheiligde schuld, ons nagelaten door het verleden dat te onverschillig bleef omtrent de behoeften van de arbeiders; hij betaalt die schuld door haar in gelijke mate te doen drukken op het heden en op de toekomst, wat voorzeker billijk is.

De rechten der huidige geslachten eischen dus volstrekt dat het omslagstelsel aangenomen wordt om de pensioenen, die zij noodig hebben, tot stand te brengen.

Toch leggen de voorstanders van de kapitaliseering de wapens niet neer. Toegevend wat voorgaat, beweren zij dat, *althans voor de toekomstige geslachten*, de kapitaliseering moet worden ingevoerd. Op die wijze zou men een gemengd stelsel invoeren, zooals die door den heer Duboisdeghien voorgesteld in een hooger aangehaald werk (*Bulletin de l'Association des actuaires belges*, n° 2, blz. 98) : de omslag voor de personen die

bijvoorbeeld meer dan 20 jaar oud zijn bij het in werking treden van de pensioenwet, en de kapitaliseering voor al de andere. Doch, zelfs in deze mindere mate, kunnen wij niet aannemen dat de voorkeur dient te worden gegeven aan het stelsel der kapitaliseering. Het is thans het gepast oogenblik om de groote bezwaren, die liet na zich sleept, aan te toonen.

In de eerste plaats onderstelt het een overgroote opeenstapeling van kapitalen. Deze moeten dus belegd worden, en dat dient te worden gedaan met verstand en oordeel. De kosten van het beheer der Kas zullen veel grooter zijn. Daarenboven, daar de kapitalen veilig moeten uitgezet worden en het getal der veilige beleggingen gering is, staat het vast dat de belegging van de machtige kapitalen der Kas zeer moeilijk, zooniet onmogelijk worden zal. Neemt men zijn toevlucht tot Staatsfondsen, dan zal de koers der rente bovenmatig stijgen.

Het stelsel der kapitaliseering is echter met zich zelf tegenstrijdig, zóó dat men het, naar onze meening, volstrekt moet veroordeelen. In dit stelsel hangt het bedrag der pensioenen rechtstreeks af van de rentewet, vermits de kapitalen, die de uitkeering der pensioenen moeten verzekeren, grootendeels tot stand worden gebracht door middel van de bijeengebrachte interesten der bijdragen. Welnu, het bedrag van den interest neemt voortdurend af, zóó dat men eens verplicht zal zijn, ofwel het bedrag der pensioenen te verlagen, ofwel dat der premiën te verhoogen. Wanneer er sprake is van een instelling die eeuwen moet bestaan, zooals een kas voor arbeiderspensioenen, mag men voorzien dat er een dag komen zal waarop het verlagen van het bedrag van den interest een ramp zou worden. Maar er is nog meer : het dalen van den rentestandaard zal het gevolg zelf zijn van de kapitaliseering. Het is trouwens zeker dat zulks het gevolg zal zijn van den stroom, op de geldmarkt, der overgroote kapitalen van de Kas : het stijgen der rente, waarop hierboven is gewezen, maakt dit reeds duidelijk genoeg.

Wij kunnen niet beter doen dan hier de zoo gegronde aanmerkingen aan te halen, door den heer Hubin in 't midden gebracht bij de behandeling der wet van 10 Mei 1900. « Indien de interest van het geld daalt, tot » welken uitslag komt gij dan, wanneer gij het stelsel der arbeidersverzekering steunt op de kapitaliseering der premiën? Ziehier wat er werkelijk omgaat : de bedrijvigheid brengt overvloed van kapitalen op de » markt, zóó dat de interest van het geld daalt; tevens daalt, naar evenredigheid en op gelijke wijze, de rente aan den werkman uitgekeerd. Met » dat stelsel zal dit gebeuren : hoe meer de werkman voortbrengt, hoe » meer kapitaal er komen zal en hoe meer de interest van dit kapitaal zal » dalen; ten slotte, zal de werkman, die al dien voorspoed verwekt heeft, » tot zijn belooning zijn pensioen zien verminderen. Daarom bestrijd ik dit stelsel dat twee » belangen van de arbeidersklasse tegenover elkaar stelt. » (*Handelingen der Kamer*, 1899-1900, blz. 1302.)

Het gemengd stelsel — omslag voor de bestaande geslachten en kapitaliseering voor de latere geslachten — zou nog dit bezwaar hebben, dat

het in den beginne, gedurende een zeker tal jaren, hoogere lasten zou opleggen dan die van den omslag. Ten slotte, zouden die lasten verschillen van jaar tot jaar, tot aan den bestendigen toestand. De onveranderlijke en altijd gelijke last van den omslag geeft daarentegen geen aanleiding tot onzekerheid in de ramingen der begrooting. (Zie DUBOISDENCHIEU, gemeld artikel.)

Wat zou er gebeuren, roepen de voorstanders van de kapitaliseering uit, wanneer men zou willen overgaan tot het afschaffen der Pensioenkas die, bij veronderstelling, zou berusten op het omslagstelsel! Daar de bron der jaarlijksche inkomsten, namelijk de bijdragen, opgedroogd is, zou de Kas plotseling zonder middelen zijn en de uitkeering der pensioenen zou van stonden aan moeten ophouden. Hoe luid zouden zij niet klagen, die stortingen hebben gedaan, misschien hun heel leven lang, en een pensioen verwachten! Integendeel, zoo men de te vervallen bijdragen plotseling afschaft, met een kas berustende op de kapitaliseering, dan blijft het recht op de reeds verworven pensioenen bestaan en de kapitalen zijn voorhanden om die te betalen. De gevolgen, die men voorziet, zijn juist. Men dient echter niet uit het oog te verliezen, dat het stelsel der pensioenen, eenmaal ingericht, altijd zal moeten blijven bestaan. Overigens, men zal er nooit op uit zijn, de samenleving van zulk eene weldaad te berooven. En moest men, tegen alle verwachting in, daartoe willen overgaan, dan zou men wel verplicht zijn de bijdragen slechts geleidelijk af te schaffen of gedurende een zeker tijdperk de sommen op de Begrooting uit te trekken, die er noodig zouden zijn voor het uitkeeren van pensioenen aan de personen welke reeds stortingen gedaan hebben.

Indien men den grond der zaken nagaat, dan stelt men vast dat de groote reden aangevoerd door de voorstanders van de kapitaliseering, namelijk dat met dit stelsel de premien geringer zijn, even goed zou kunnen gelden voor andere uitgaven dan die betreffende de pensioenen. Men zou kunnen zeggen: waarom, in stede van de uitgaven, bijvoorbeeld voor de rechtsbe-deeling of voor het onderhoud der wegen, elk jaar te betalen door middel van kredieten op de begrooting, zou men geen kapitalen tot stand brengen waarvan de interesten eenmaal zouden dienen tot het verminderen van de belastingen die onze naneven zullen betalen? Het is klaar dat dit stelsel van « kapitaliseering » ten slotte minder zou kosten, en men zou kunnen zeggen dat men, door het te verwerpen, de toekomst opoffert aan het heden. Waarom toch kan men er geen oogenblik aan denken op die wijze te handelen? Omdat wij reeds de jaarlijksche lasten van het bestuur moeten dragen, voor dewelke een soort « omslag » gemaakt wordt; deze uitgaven zijn voldoende. Voorzeker zou het voor onze naneven zeer aangenaam zijn minder belastingen te betalen, doch wij, wij kunnen er toch niet meer betalen, enkel om van al die naneven « kapitalisten » te maken. Men denkt zelfs niet aan kapitaliseering wanneer het de gewone uitgaven van den Staat geldt, omdat men noodzakelijk in de loopende uitgaven moet voorzien. Men denkt er aan wanneer het arbeiderspensioenen

geldt, omdat men meent de rechten van de huidige geslachten te mogen miskennen. De uitgaven voor de pensioenen zijn gewone uitgaven, die het dagelijksche leven noodigt maakt; 't is hoofdzakelijk een « vertering van rijkdommen ». Het is dus natuurlijk en billijk dat daarin dag voor dag wordt voorzien zonder kapitaliseering.

Kortom, wij zijn ervan overtuigd dat alleen het omslagstelsel practisch is. Het is wel verstaan dat niets belet, dat het zelfs nuttig is, een niet al te groot reservefonds tot stand te brengen om onvoorziene gevallen te verhelpen. De omslag is echter eenvoudiger dan de kapitaliseering; hij vergt slechts gemakkelijke berekeningen en een weinig ingewikkeld beheer. Ten slotte, met het stelsel der kapitaliseering doet ieder voor zich zelf stortingen, dat is zoo wat het stelsel der zelfzucht, terwijl de omslag beantwoordt aan de grootsche gedachte van onderlinggen bijstand. Ieder doet stortingen niet voor zich zelf, maar voor de anderen; hij is de uiting der solidariteit van het menschedom.

III. — EÈNE OF MEER KASSEN.

Is het noodig, om den dienst der arbeiderspensioenen in te richten, een enkele kas voor heel het land, ofwel verscheidene kassen tot stand te brengen? Hieromtrent ook is verschil van meening, evenals omtrent het financieel stelsel.

Laten wij eerst elkander verstaan omtrent den zin van de uitdrukking : « verscheidene kassen ». Neemt men de begrenzing harer bevoegdheid in acht, dan kan men zich kassen voorstellen voor een bepaalde streek of voor een bepaald ambacht. Beslist men ambachtskassen op te richten, dan zal men bijna noodwendig genoopt worden, daaraan een zeker aantal plaatselijke kassen toe te voegen tot groepeerings van de ambachten waarin te weinig werklieden arbeiden om hun een bijzondere kas te geven.

Ten aanzien van de bevoegdheden der verscheidene kassen, kan men drie wijzen van inrichting onderscheiden :

1° De wet tot regeling der arbeiderspensioenen kan eenvoudig beslissen dat er verscheidene kassen zullen zijn; voor 't overige laat de wet elke kas vrij, haar reglement te maken behoudens, bijvoorbeeld, koninklijke goedkeuring. Het beheer van elke kas zal aldus het bedrag der stortingen en der pensioenen bepalen, alsmede de vereischte voorwaarden om de pensioenen te bekomen, enz. Van dien aard is het voorstel, door den heer De Guchtere naere ingediend in het zittingsjaar 1894-1895.

2° De wet kan de regelen betreffende de bijdragen en de pensioenen bepalen en tevens de rechtspersoonlijkheid aan de kassen verleenen, en haar elk een afzonderlijk vermogen toekennen. Elke kas is eigenares van haar vermogen en beheert dit vermogen. Dat was het stelsel in Duitschland gehuldigd door de wet van 22 Juni 1889 betreffende de verzekering tegen

invaliditeit en ouderdom. Dat is ook het stelsel, in Frankrijk voorgesteld door de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg.

3° Men zou, ten slotte, aan de kassen geen andere zending kunnen opdragen dan het *beheer* van een gedeelte der kapitalen tot uitkeering van de pensioenen, doch zonder aan elke kas een eigen vermogen te geven. De Duitse wet van 19 Juli 1899 heeft een gemengd stelsel tot stand gebracht door samenvoeging van dit stelsel met het vorige. De « Verzekeringsinrichtingen », in Duitschland, *beheeren* al de kapitalen der verzekering, maar zijn slechts eigenaar van een gedeelte daarvan (*Sondervermögen*); het overige is gemeengoed (*Gemeinvermögen*). De Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg stelt ook voor, een « bijzonder fonds » tot stand te brengen waarvan het beheer zou opgedragen worden aan een hoofdraad, onderworpen aan den Minister van Koophandel.

Onder die stelsels dient een keuze te worden gedaan.

Merken wij vooreerst aan dat het bezwaar uit hoofde van het beleggen der kapitalen van de verzekering met het stelsel der kapitaliseering, de voornaamste reden is die soms doet overheellen naar het oprichten van veelvuldige kassen, vooral van plaatselijke kassen. Dit gaf den doorslag bij de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg. Het is trouwens te voorzien dat de beheerders der plaatselijke kassen, die op de hoogte zijn van de behoeften der verschillende ambachten van de streek, evenals van hunne financiële waarde, de hun toevertrouwde gelden zullen uitzetten met kennis van zaken. Deze beweegreden verliest alle kracht, wanneer men, zooals wij, toegetreden is tot het omslagstelsel waarbij men inderdaad geene of schier geene kapitalen zal moeten beheeren.

Behoudens deze voorafgaandelijke aanmerking, zullen wij nu de verschillende vormen van bijzondere kassen onderzoeken, die men kan onderscheiden ten aanzien van de bevoegdheden die de wet hun opdraagt.

De vrije kassen, met vrij reglement, moeten ongetwijfeld afgewezen worden. Moest de wetgever zulk een stelsel aannemen, dan zou hij werkelijk ervan afzien of een te kiezen, dan zou hij afzien van elke berekening op het bedrag der pensioenen en op het financieel stelsel. Het is onmogelijk zoo in den blinde te loopen, wanneer men de grondvesten legt van een zoo belangrijke instelling als die der arbeiderspensioenen.

Het tweede type van bijzondere kassen is althans niet vatbaar, zal men zeggen, voor dat verwijt. Alles wordt voorzien, geregeld door den wetgever; de kassen bepalen zich bij het beheeren, elk afzonderlijk, van haar vermogen.

De ervaring in Duitschland heeft het gebrek van dit stelsel aan het licht gebracht: in de landbouwstreken worden de bijdragen moeilijker geïnd, terwijl in diezelfde streken de aangeslotenen over 't algemeen eenen hoogen leeftijd bereiken. Dit tweevoudig feit heeft voor gevolg, bij de kassen waarvan meestal de aangeslotenen landbouwers zijn, dat er minder ontvangen en meer uitgegeven wordt dan bij de andere kassen. In Duitschland heeft men bevonden dat, terwijl de voorspoed van zekere inrichtingen (in de

nijverheidsstrekken van het Rijk) steeds meer toenam, de toestand van andere inrichtingen elken dag meer gevaar liep. Dit heeft den wetgever van 1899 er toe gebracht, het « *gemeengoed* » (*Gemeinvermögen*) dezer inrichtingen tot stand te brengen.

Blijft nu enkel het derde type van bijzondere kassen : de kassen die enkel bevestigd zouden zijn om elk een deel van het gemeen vermogen der verzekering te beheeren. Zooals boven werd gezegd, zou soortgelijk stelsel enkel voordeelig kunnen zijn wanneer er aanzienlijke kapitalen moesten beheerd worden, wat niet het geval zijn zal, indien ons stelsel aangenomen wordt.

Laten wij die nuttelooze verwickelingen ter zijde.

Het beginsel zelf van de onderlinge verzekering verzet zich tegen het tot stand brengen van veelvuldige kassen. Dit beginsel berust trouwens op de verdeling der risico's : hoe grooter het getal hoofden waarover de risico's worden verdeeld, hoe volmaakter de toepassing van het beginsel. Wij besluiten dus dat, al moest het tot stand brengen van verscheidene kassen of inrichtingen begrijpelijk voorkomen in groote Staten als Duitschland of Frankrijk, dit toch geen reden tot bestaan zou kunnen vinden in een klein land als het onze. Ook stellen wij voor, slechts één enkele inrichting in het leven te roepen om in België de groote instelling der arbeiderspensioenen tot stand te brengen.

Wij doen echter de belanghebbenden zelf optreden in de werking der Kas, doordien wij hen alleen opnemen in de *Plaatselijke Raden der arbeiderspensioenen*, voorzien bij de artikelen 40 en volgende van ons voorstel. Wij hebben de overtuiging dat, beter dan wie ook, de belanghebbenden weten en zullen kunnen zeggen of het pensioen waarlijk verschuldigd is. Hunne medewerking levert de beste uitslagen op in de Voorzorgkas der mijnwerkers van het Centrum. Het scheen ons toe dat het mogelijk was, dezelfde uitslagen te bekomen waar het slechts ééne Kas geldt.

IV. — HET BEDRAG DER PENSIOENEN.

Het is van belang thans de aandacht te vestigen op een punt dat wij als eene hoofdzaak in ons voorstel beschouwen. Ons doel was geenszins, aan de werklieden de pensioenen te verschaffen die zij moeten trachten te verwerven, 't zij voor hunnen ouden dag, 't zij voor het geval dat zij niet meer in staat zijn om te arbeiden. Enkel een minimum van pensioen, het volstrekt noodige willen wij hun verschaffen. Wij zijn van meening (dit hebben wij reeds gezegd) dat het optreden van den Staat enkel gerechtvaardigd wordt, in zulke kiesche zaak, door de noodzakelijkheid : ook deze geeft de maat binnen welke de Staat moet optreden. Nog betaamt het daarbij, aan het privaat initiatief zeker vrij spel te laten, naast de dwangmiddelen. Benevens de gedwongen voorzorg zal de vrije voortbestaan : bijzonder spaarzame werklieden zullen de belooning hunner opoffering vinden in een hooger

pensioen. Evenzoo zal, benevens de verplichte bijdrage van al de patroons, de vrije bijdrage voortbestaan van de mildste patroons, van die welke hunne maatschappelijke plichten 't meest bewust zijn. Zóó antwoorden wij afdoende aan hen die ons verwijten, de persoonlijke wilskracht te verlammen. De pensioenen, die wij zouden willen betaald zien, zijn nog niet het te bereiken ideaal: wij hopen integendeel dat patroons en arbeiders alle krachten zullen inspannen om het bedrag daarvan te verhoogen. Dat is de strekking van ons voorstel; om het al met een woord te zeggen, *het door ons beoogd pensioen is niet een doel, maar wel een middel.*

Dank zij dit beginsel, kunnen wij gemakkelijk de vraag oplossen of het noodig is loonklassen met verplichte stortingen, verschillend volgens die klassen, tot stand te brengen, alsmede pensioenen wier bedrag naar evenredigheid wordt bepaald. Daar het in onze bedoeling ligt, een *minimum*-pensioen te doen betalen, moeten er geen loonklassen zijn. Een minimum sluit alle graden uit. De evenredigheid, die natuurlijk bestaan moet tusschen loon en pensioen, zal zooveel mogelijk ingevoerd worden door het persoonlijk initiatief, zooals hierboven werd gezegd.

Op die wijze benaderen wij, voor dit punt evenals voor de andere, het ideaal van grootste eenvoudigheid dat wij reeds ten opzichte van andere zaken hebben trachten te verwezenlijken. In een instelling als de arbeiderspensioenen is er eenvoudigheid wanneer de beheerkosten vermindert, de pensioenen gemakkelijker uitgekeerd worden, en wanneer de instelling snel werkt.

Welk bedrag van pensioen kan men nu werkelijk beschouwen als zijnde het minimum dat wordt vereischt om te leven? Wij zijn van meening dat de som van één frank daags over 't algemeen dit minimum is. Bijgevolg hebben wij het bedrag van het pensioen bepaald op het ronde cijfer van 360 frank 's jaars. Dit minimum wordt aangenomen door tal van Fransche ontwerpen, namelijk door dit van de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg. Vergelijkt men dat cijfer met het cijfer der pensioenen in Duitschland betaald (de geringheid daarvan werd dikwijls geheeld), dan bevindt men dat het merkkelijk hooger is: de *gemiddelde* waarde van het invaliditeitspensioen was in 1898 *fr. 163.44* en de gemiddelde waarde van het ouderdomspensioen slechts *fr. 173.03*. (*Einrichtung und Wirkung der deutschen Arbeiterversicherung. Denkschrift für die Weltausstellung zu Paris 1900*. Berlijn, 1900, blz. 194.)

V. — OMVANG VAN HET VOORSTEL.

Ons ontwerp omvat de nijverheidswerklieden en de veldarbeiders van beiderlei kunne alsmede de matrozen-visschers op de trawl-stoombooten en zeilsloepen waarvan de matrozen niet medeëigenaar zijn. De handelswerklieden en handelsbedienden, de knechten en dienstboden zijn er niet aan onderworpen. Wat hen betreft, schijnt het optreden van den Staat minder

dringend. Daarenboven, zooals de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg doet aanmerken, zijn de omstandigheden waaronder een pensioenwet van toepassing zou zijn op dienstboden, kleine ambachtslieden, kleinhandelaars, landbouwers die hun eigen erf betrekken, enz., hoofdzakelijk verschillend van die welke de eigenlijke daglooners betreffen. Van de oplossing van het vraagstuk, wat hun aangaat, wordt dus niet afgezien; zij wordt enkel uitgesteld.

Het getal mannelijke nijverheidswerklieden bedraagt, volgens de algemeene telling van 1900, 865,353.

Het getal vrouwen, in de nijverheid arbeidende, bedraagt 268,237 (algemeene telling van 1900).

Ten slotte, arbeiden 192,012 mannen en 55,458 vrouwen in land-, tuin- en boschbouwondernemingen. Wat aangaat de bemanning der visscherssloepen, deze bestaat uit 1,914 matrozen.

Ons ontwerp is dus van toepassing op eene totale bevolking van 1,133,590 nijverheidswerklieden, 247,470 veldarbeiders en 1,914 matrozen-visschers, te zamen 1,382,974, of in rond cijfer 1,380,000 waarvan 1,057,000 mannelijke en 323,000 vrouwelijke.

Zooals hooger werd gezegd, wenschen wij het pensioen te zien betalen wanneer de arbeider een bepaalden leeftijd heeft bereikt en tevens wanneer de arbeider vóór dien leeftijd niet meer in staat is om te arbeiden. Wij achten het hoogst noodzakelijk het vraagpunt der voorbarige invaliditeit niet over het hoofd te zien, zooals de Commissie voor arbeiderspensioenen deed.

Men laat dit vraagstuk onopgelost, wanneer men zich bepaalt bij het vervroegd uitkeeren van reeds verworven pensioenen, zooals dit is toegelaten door het eerste lid van artikel 50 der wet van 16 Maart 1865 op de Spaar- en Lijfrentekas en zooals dit werd voorgesteld door de Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg. De heer Surmont de Volsberghe, gewezen Minister van Arbeid en Nijverheid, heeft zelf de noodzakelijkheid van de wetgeving ten bate der invaliden erkend (men leze zijn verklaringen ter vergadering van den Senaat, den 7^e Mei 1900, *Handelingen*, 1899-1900, bl. 610); wat ons betreft, wij willen de oplossing van het vraagstuk niet ontduiken. Laten wij dus de zaak onderzoeken, vooreerst wat aangaat den ouderdom en vervolgens wat betreft de invaliditeit.

A. Ouderdom. — Eerste moeilijkheid: mag men en moet men het voordeel van het pensioen ontzeggen aan oude werklieden die, bij het van kracht worden dezer wet, reeds den vereischten leeftijd bereikt hebben? Dit stelsel is ongetwijfeld veroordeeld door de beginselen die wij hierboven hebben uiteengezet toen wij bewezen dat het omslagstelsel beter is dan het stelsel der kapitaliseering. De oude werklieden, die geen voordeel konden trekken uit de nog jonge bezorgdheid der openbare machten, boezemen het meeste belang in. Ook willen wij dat de wet van stonden aan geheel hare uitwerking hebbe; wij stellen dus voor, een pensioen te

verleenen, zonder dat zij stortingen gedaan hebben, aan al de oude arbeiders die den leeftijd voor het pensioen hebben bereikt, evenals aan al de werklieden die den leeftijd van 30 jaar bereiken in 1908 en de jaarlijksche stortingen doen tot den leeftijd van 60 of van 65 jaar; met andere woorden : voor de mannen die 30 jaar oud zijn in 1908, zal de bij artikel 34, § 3, voorziene vermindering niet meer gelden, indien zij evenveel stortingen doen als er nog jaren moeten verlopen tusschen hun leeftijd in 1908 en den leeftijd voor het pensioen. Zij zullen volledig pensioen hebben op 65- of 60-jarigen leeftijd.

Dit stelsel heeft nog het voordeel, een *onveranderlijken* last op te leggen van den beginne af, en niet een *klimmenden* last tot aan den bestendigen toestand. Inderdaad, het getal personen boven een zekeren ouderdom kan worden beschouwd als onveranderlijk (zoo men de vermeerdering der bevolking ter zijde laat, dat spreekt vanzelf).

Tweede moeilijkheid : Welke leeftijd dient te worden aangenomen voor pensionneering? Onder de nijverheidswerklieden, moet men de mijnwerkers, die binnen in de mijn arbeiden, afzonderlijk rangschikken : van al de arbeiders worden zij 't meest uitgeput door de zwaarte van hunnen arbeid. Dat is zoo waar, dat men, meer dan een halve eeuw geleden, bijzondere maatregelen heeft willen invoeren ten behoeve van de mijnwerkers, toen de arbeidsvraagstukken minder bestudeerd waren dan heden. Onder de werklieden, die aan de wet onderworpen zijn, onderscheiden wij dus twee groepen : eenerzijds, de gewone nijverheidswerklieden en de veldarbeiders en, anderzijds, de mijnwerkers die binnen in de mijn arbeiden. Wij meenen naar de noodzakelijkheid te handelen door den leeftijd van 60 jaar te bepalen voor het pensionneeren van de ondergrondse mijnwerkers, en van 65 jaar voor de andere nijverheidswerklieden, voor de veldarbeiders en voor de matrozen-visschers. De leeftijd van 70 jaar wordt bepaald door de Deutsche wet voor de ouderdomspensioenen; ons voorstel is ruimer, vermits het een lageren ouderdom aanneemt. De Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg stelt den leeftijd van 65 jaar voor, dien wij aangenomen hebben voor de groote massa der nijverheidswerklieden. Ten slotte, is de leeftijd van 60 jaar aangenomen voor het pensionneeren van de mijnwerkers, althans voor de ondergrondse, bij verschillende voorzorgskassen. Dat is dus een voorgaande en een gebruik waarmede rekening moet gehouden worden.

Overigens, de wettelijke leeftijd voor het bekomen van pensioen is slechts een vermoeden van invaliditeit, en die leeftijd heeft minder belang met een stelsel dat aan invaliden dezelfde rechten verleent als aan oude werklieden. Indien een aangeslotene vóór den leeftijd, bepaald voor het pensioen, niet meer in staat is om te arbeiden, bekomt hij onmiddellijk zijn pensioen. De gewone nijverheidswerklieden kunnen er dus niet over klagen, dat zij minder goed worden behandeld dan de ondergrondse mijnwerkers, en de veldarbeiders kunnen er niet over klagen, dat zij minder goed worden behandeld dan de nijverheidswerklieden.

B. Invaliditeit. — Hier moeten wij dezelfde vraag stellen als voor de werklieden : Betaamt het, onmiddellijk een pensioen te verleenen aan al de invaliden, om 't even op welk tijdstip zij ongeschikt zijn geworden om te arbeiden, of enkel aan wie daartoe ongeschikt wordt na het van kracht worden der wet? Wij achten het logisch dat men op dezelfde wijze te werk gaat als voor de ouderdomspensioenen.

Wij bedoelen enkel de invaliditeit *die geen arbeidsongeval voor oorzaak heeft*. Deze moet door een bijzondere wet geregeld worden. Dit onderscheid is noodig, wanneer men de Duitsche statistieken wil benuttigen.

Dezelfde noodzakelijkheid, die ons deze statistieken deed benuttigen, heeft ons de bepaling van de invaliditeit doen aannemen, zooals zij voorkomt in de wet van 19 Juli 1899. Deze bepaling, die de vrucht is van de herziening der wet van 1889, dankt men aan een ervaring van bijna tien jaar.

VI. — BEREKENING DER LASTEN EN DER BIJDAGEN.

Op de hierboven gestelde grondslagen moeten wij thans steunen tot het berekenen van de lasten die uit de door ons voorgestelde wet zullen voortvloeien. Wij zullen die berekening afzonderlijk maken voor het deel der lasten, dat de ouderdomspensioenen betreft, en voor het deel dat de invaliditeit aangaat. Daarna zullen wij het totaalcijfer bepalen.

A. Ouderdomspensioenen. — Laten wij in herinnering brengen, dat de bevolking, waarop ons voorstel van toepassing is, 1,057,000 mannelijke en 325,000 vrouwelijke arbeiders bedraagt. Laat ons aannemen dat er 110,000 mijnwerkers zijn, die binnen in de mijn arbeiden. (Zie algemeene telling van 1900.)

Dus zullen wij 947,000 werklieden hebben, voor wie de leeftijd van 65 jaar voor het pensioen zal gelden, 323,000 werksters voor wie die leeftijd insgelijks 65 jaar zijn zal, en 110,000 ondergrondse mijnwerkers voor wie de leeftijd 60 jaar zijn zal.

Hoeveel gepensionneerden zullen er zijn? Om dit vraagstuk op te lossen, volgen wij de methode van de Commissie voor de Arbeiderspensioenen (zie bl. 241 en volg. van het *Verlag*). Zich hier de methode : men onderstelt dat de arbeidersbevolking is ingedeeld, naar den leeftijd, evenals de gansche bevolking van het Rijk en men bepaalt welk deel der bevolking van 15 jaar oud, op een gegeven leeftijd (b. v. 65 jaar), de bevolking vertegenwoordigt, die dien leeftijd overschreden heeft.

Volgens de uitslagen van de algemeene volkstelling van 1900 (*Annuaire statistique*, jaar 1905, bl. 72 en 73), staat de mannelijke bevolking van meer dan 65 jaar gelijk met 0.0930 van de mannelijke bevolking die den leeftijd van 15 tot 65 jaar heeft bereikt; de vrouwelijke bevolking van meer dan 65 jaar staat gelijk met 0.1070 van de vrouwelijke bevolking die den leeftijd van 15 tot 65 jaar heeft bereikt; en de mannelijke bevolking

van meer dan 60 jaar staat gelijk met 0.151 van de bevolking die den leeftijd van 15 tot 60 jaar heeft bereikt.

Er zouden dus 947,000 werklieden zijn, vóór wie de leeftijd voor het ouderdomspensioen 65 jaar zou zijn, 323,000 arbeidsters voor wie insgelijks die leeftijd 65 jaar zou zijn, en 110,000 ondergrondse mijnwerkers; bijgevolg zou het totaaleijfer van gepensioneerden wegens ouderdom bedragen $947,000 \times 0.093 + 323,000 \times 0.107 + 110,000 \times 0.151$, of $88,071 + 34,561 + 16,610$, te zamen 139,242.

Het jaarlijksch pensioen bedraagt 360 frank; de volledige last zal dus bedragen : $360 \times 139,242 = 50,127,120$ frank. Dat zal bijgevolg de jaarlijksche uitgave zijn voor de ouderdomspensioenen.

B. Pensioenen wegens invaliditeit. — Het getal verzekerden in Duitschland is 13,380,000, volgens de officieele stukken in 1904 te Saint-Louis tentoongesteld door de Deutsche Regeering.

Het getal pensioenen, in 1903 verleend wegens invaliditeit, bedroeg 158,986, waaronder 13,035 pensioenen aan werklieden boven de 70 jaar, 26,496 aan werklieden van 65 tot 70 jaar en 30,633 aan werklieden van 60 tot 65 jaar. (Zie BELLON, *Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger*, d. III, 1^e deel, 1905.) Wij berekenen het getal invaliden in de onderstelling dat de verhouding van het getal invaliden tot het getal verzekerden dezelfde is in België als in Duitschland, en dit zonder onderscheid van den aard der werkzaamheden van de verzekerden.

Bij gebreke van Belgische statistieken zijn wij verplicht de berekening op die wijze te maken; de hierboven vermelde uitkomsten zullen moeten gewijzigd worden wanneer voor België een statistiek van het getal invaliden zal opgemaakt zijn.

Uit de vroeger aangehaalde cijfers leidt men gemakkelijk af dat in Duitschland — het getal invaliden beneden de 65 jaar staat gelijk met 0.0090 van het getal verzekerden — het getal invaliden beneden de 60 jaar gelijk staat met 0.0067 van het getal aangesloten arbeiders.

Uitgaande van de bovenstaande onderstelling, mag men het getal invaliden van de klasse der arbeiders en arbeidsters, die op 65 jarigen leeftijd pensioen zouden verwerven, ramen op $1,127,000 \times 0.009$, of 11,430; het getal invaliden behorende tot de klasse der ondergrondse mijnwerkers zou $110,000 \times 0.0067$, of 737 bedragen.

Het totaal getal invaliden beneden den leeftijd van het ouderdomspensioen zou dus 12,167 bedragen, en het bedrag der pensioenen wegens invaliditeit zou $12,167 \times 360$ of 4,380,120 frank bereiken.

Laat ons nu de getallen samentellen, afzonderlijk bekomen voor de ouderdomspensioenen en voor de invaliditeitspensioenen; ons voorstel zou dus aanleiding geven tot eene totale jaarlijksche uitgaaf van 50 miljoen 127,120 frank + 4,380,120 frank of 53,507,240 frank.

Welke bijdragen zijn er noodig om in die uitgaaf te voorzien? Hoe hoog zal de tusschenkomst van den Staat belooopen?

Om de dagelijksche bijdragen van patroons en arbeiders te berekenen, dient men het gemiddeld getal werkdagen per jaar te kennen. De Duitse wet onderstelt dat de werkman 47 weken per jaar, hetzij 282 dagen, werkt. De Commissie voor maatschappelijke verzekering en voorzorg heeft rekening gehouden, nu eens met het getal 280 dagen (zie artikel 8, blz. 726, van het verslag van den heer Guieysse), dan eens met het getal 280 (zie *ibid.*, de nota van Weber, blz. 732). Wij zullen het cijfer 280 aannemen.

Alvorens verder te gaan, vestigen wij nogmaals de aandacht op een belangrijk feit waarmede rekening dient te worden gehouden bij het bepalen van de bijdragen.

Men vindt in *l'Examen des comptes des caisses de prévoyance en faveur des ouvrier mineurs, par la Commission permanente des Caisses* (jaar 1896, blz. 42), dat onder de arbeiders die lijfrenten trekken, er 6,544 oude en ziekelijke, alsmede 3,757 verminkte voorkomen. Is het de uitgaaf, veroorzaakt door arbeidsongevallen, die men in acht neemt, dan bevindt men dat zij hetzelfde jaar fr. 719,298.88 bedroeg voor uitkeering aan verminkte arbeiders, tegenover fr. 907,026.26 aan oude en ziekelijke. Dat zijn de bedrijfsrisico's die op de mijnnijverheid drukken! Het is ontegensprekelijk billijk, ten aanzien van zulken toestand, door de mijnwerkers een geringere bijdrage te doen betalen dan door de andere werklieden. Dat zal worden beschouwd niet als eene ongegronde gunst, maar als een bijzondere wetsbepaling, geldende voor een bijzonderen toestand. De echte gelijkheid bestaat niet hierin, dat men alles en allen op gelijken voet stelt: de echte gelijkheid is integendeel die welke, wanneer 't zijn moet, rekening houdt met de bijzondere omstandigheden. Dat soortgelijke bijzondere omstandigheden zich voordoen voor de mijnwerkers, zal niemand betwisten. Dat is altijd zóó waar dat men de vergunninghouders van mijnen heeft verplicht, zich bij een voorzorgskas aan te sluiten, wat men niet deed voor andere nijverheidsmannen. Voegen wij daar ten slotte bij, dat de mijnwerkers veel meer dan 280 dagen in het jaar arbeiden. Sedert 1892 schommelde dat getal tusschen 289.3 en 298.4. Dit alles rechtvaardigt ten overvloede de vermindering der bijdragen van de mijnwerkers.

Wij bewijzen nu dat een bijdrage van fr. 0.05 per werkdag en per hoofd zal volstaan om den hierboven berekenden last te dragen. Wij meenen billijke rekening te houden met de beschouwingen die wij deden gelden voor de mijnwerkers, wanneer wij voorstellen hun, en hunne patroons, eene bijdrage van fr. 0.025 per hoofd en per werkdag te vragen.

Men mag zeggen dat, in rond getal, nagenoeg 143,000 mannen en vrouwen in de Belgische mijnen arbeiden.

De storting van den mijnwerker per hoofd en per werkdag zal zijn: $\text{fr. } 0.025 + 0.025 + 0.05 = \text{fr. } 0.10$. De jaarlijksche opbrengst zal zijn: $\text{fr. } 0.10 \times 280 \times 143,000 = 4,004,000$ frank.

De storting van den werkman, die geen mijnwerker is, zal zijn per hoofd en per werkdag: $\text{fr. } 0.05 \times 3 = \text{fr. } 0.15$. Jaarlijks en voor de 1,380,000

— 143,000 = 1,237,000 werklieden en arbeidsters, die niet in de mijnen werkzaam zijn, zal zij zijn fr. $0.43 \times 280 \times 1,237,000 = 51,954,000$ frank.

De kas zal dus jaarlijks beschikken over fr. $51,954,000 + 4,004,000 = 55,958,000$ frank.

Uit de voorgaande gegevens volgt, dat de Staat zal tusschenkomen tot een bedrag van 19,320,000 frank, de patroons tot een bedrag van 18 miljoen 319,000 frank en de werklieden tot bedrag van gelijke som. Elke partij zal dus nagenoeg één derde van de gezamenlijke lasten dragen.

De geheele jaarlijksche uitgaaf zou, zooals wij hebben bepaald, 51 miljoen 507,250 frank bedragen. Er zou dus een overschot zijn van 450,760 frank, onverminderd het overschot opgeleverd door de wijze waarop wij de lasten, veroorzaakt door de invaliditeitspensioenen, berekenen.

Het overschot zal in het reservefonds gestort worden; het zal dienen om dat fonds tot stand te brengen. Aldus zou het reservefonds gestadig aangroeien, wat nutteloos en zelfs schadelijk zou zijn, daar wij het samenhoopen van overgroote kapitalen willen vermijden. Ook stellen wij voor, wanneer het reservefonds eenmaal de bepaalde grens heeft bereikt, de jaarlijksche bijdrage van den Staat te verminderen, derwijze dat elk overschot van ontvangsten vermeden wordt (art. 22). Zóó zal het aandeel van den Staat schier mathematisch worden gebracht op één derde van de gansche uitgaaf.

VII. — NIEUWE BELASTINGEN OM DE BIJDRAGE VAN DEN STAAT TE DEKKEN.

Om in de jaarlijksche uitgaaf van meer dan 19 miljoen frank te voorzien, die ons voorstel den Staat oplegt, stellen wij voor, de twee volgende belastingen te heffen :

1. — Een belasting van 1 % op de coupons van schuldbrieven en aandeeien, alsmede op de coupons van de Belgische rente. Het roerend vermogen van België bedraagt nagenoeg 8 milliard frank. Indien men onderstelt dat dit kapitaal gemiddeld 3 % opbrengt, dan zal de voorgestelde belasting 2,400,000 frank opbrengen. Laat ons aannemen, om het onvoorziene te vermijden, dat zij slechts 2 miljoen zal opbrengen ;

2. — Een belasting van fr. 0.50 ‰ op de beurszaken. Het is volstrekt onmogelijk, het totaalcijfer dier zaken te ramen. Men kan echter vaststellen dat de belasting, die in Frankrijk wordt geheven op de beurszaken, slechts fr. 0.05 per 1,000 frank bedraagt, wanneer het Fransche renten geldt, en fr. 0.25 wanneer het andere waarden betreft, en dat zij op de helft vermindert wordt voor zaken van overdracht. (Zie MAURICE JOBIT, *Traité pratique contenant les règles de perception en matière de titres ou de biens de sociétés étrangères en France et de fonds d'États étrangers*, blz. 232.) En nochtans brengt die belasting nagenoeg 6 miljoen frank op. Men kan vermoeden dat, dank zij de hogere belasting die wij voorstellen, de opbrengst ongeveer 12 miljoen zal bedragen.

Daar de door ons aangewezen inkomsten ontoereikend zijn, stellen wij voor, den alcohol te belasten met de rechten die er noodig zijn om den Staat jaarlijks ongeveer 19 miljoen te verschaffen.

Artikel 51 van ons voorstel schaft de wet van 10 Mei 1900 af, wat betreft de « werklieden, die aan deze wet onderworpen zijn ». Wij hebben de onmiddellijke en algeheele afschaffing der wet van 10 Mei niet willen voorstellen, omdat deze, ondanks hare overgroote en klaarblijkende gebreken, zekere diensten bewijzen kan aan de personen die geen voordeel kunnen trekken uit de bepalingen van ons voorstel. In elk geval, is het onmogelijk die personen te berooven van de ware of gewaande voordeelen die de wet van 10 Mei hun heeft laten verhoplen.

De gedeeltelijke afschaffing dezer wet zal echter voor uitwerking hebben zekere lasten, die zij liet voorzien, te doen verdwijnen : 7 of 8 miljoen.

Wij hadden die kunnen gebruiken voor de uitgaven die ons voorstel noodzakelijk maakt. Wij wilden echter strenger te werk gaan dan de voorstellers der wet van 10 Mei. Men mag inderdaad niet vergeten dat de 17 miljoen, door deze wet aan de arbeiderspensioenen besteed, enkel worden genomen op het overschot der ontvangsten, dus op een onzeker en gewaagd inkomen. Wij zijn van meening, dat een financieele instelling zóó belangrijk als een Pensioenkas, op vastere en duurzamere fiskale grondvesten moet berusten. Daarom stellen wij voor, de belastingen te heffen waarvan wij hierboven de grondslagen in 't kort hebben aangeduid.

Dat zijn, in breede trekken, de beschouwingen die ons hebben aangezet ons wetsvoorstel op de arbeiderspensioenen op te stellen zooals het luidt, en het in te dienen. De wet van 10 Mei 1900, die behandeld en aangenomen werd met een spoed onwaardig van de Belgische Kamers en onwaardig van het grootsche onderwerp waarvan sprake was, beantwoordt klaarblijkelijk niet aan de behoeften. Van de vier voorstellen die in den loop der vorige zittingsjaren ter tafel gelegd werden, is geen enkel nog ahangig bij de Kamer. Het voorstel van den heer Denis, het best bestudeerde van alle, was eene te trouwe navolging van de Duitsche wet. Dat van den heer Defuisseaux was enkel van toepassing op de mijnwerkers. Dat van den heer De Guchtenaere steunde op het, naar onze meening verkeerde stelsel van de vrije kassen. Ten slotte, het voorstel van den heer de Malander had geen andere waarde dan een vrome wensch te zijn en steunde op onvolledige berekeningen.

Ook hebben wij het wenschelijk gemeend dat de voorstanders der verplichting onmiddellijk den strijd hervatten, zooals zij het aangekondigd hebben bij het behandelen der wet van 10 Mei, en hunne gedachten doen zegevieren.

Deze zullen voorzeker in alle partijen verdedigers vinden : de kruistocht tegen de armoede is een heilige strijd, die alle oneenigheid moet doen vergeten.

R. WAROCQUÉ.

Proposition de loi accordant à tous les ouvriers agricoles et industriels, hommes et femmes, une pension de vieillesse ou d'invalidité fixée au minimum de 360 francs par an.

CHAPITRE PREMIER.

Des cotisations des patrons et des ouvriers et de leur perception.

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers industriels des deux sexes rentrant dans l'une des catégories comprises dans le recensement général de 1900, les ouvriers agricoles des deux sexes, ainsi que les matelots pêcheurs des chalutiers à vapeur et des barques à voiles dont les matelots ne sont pas copropriétaires sont, depuis l'âge de 15 ans accomplis, soumis aux obligations dérivant de la présente loi.

Les enfants travaillant chez leurs parents et les contremaîtres sont considérés comme ouvriers au point de vue de l'application de la présente loi. L'ouvrier étranger employé en Belgique y est également soumis.

ART. 2.

Toute personne qui a été obligée de faire des versements et qui cesse, dans la suite, de tomber sous l'application de l'article précédent, peut réclamer la pension d'invalidité et la pension de vieillesse, pourvu qu'elle ait continué à faire des versements journaliers de fr. 0.15.

Wetsvoorstel waarbij aan alle veldarbeiders en nijverheidswerklieden, mannen en vrouwen, een ouderdoms- of invaliditeitspensioen van ten minste 360 frank per jaar wordt toegekend.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bijdrage van de patroons en van de werklieden en heffing van deze bijdrage.

ARTIKEL 1.

De nijverheidswerklieden van beiderlei kunne, behoorende tot eene der klassen begrepen in de algemeene volkstelling van 1900, de veldarbeiders van beiderlei kunne alsmede de matrozen-visschers op de trawl-stoombooten en zeilsloepen waarvan de matrozen niet mede-eigenaar zijn, worden, als zij den leeftijd van 15 jaren hebben bereikt, onderworpen aan de verplichtingen voortvloeiende uit deze wet.

Kinderen die bij hunne ouders arbeiden, en meesterknechten worden, met het oog op de toepassing van deze wet, als werklieden beschouwd. De vreemde werkman, arbeidende in België, is er insgelijks aan onderworpen.

ART. 2.

Elke persoon, die verplicht was stortingen te doen en die vervolgens niet langer onder de toepassing van het vorig artikel valt, kan op het invaliditeitspensioen en het ouderdomspensioen aanspraak maken, mits hij doorlopend dagelijksche stortingen van fr. 0.15 heeft gedaan.

Il en est de même pour l'ouvrier belge, employé à l'étranger après avoir été soumis, en Belgique, à la présente loi.

ART. 3.

L'administration de chaque commune dresse une liste des patrons et des ouvriers soumis à la présente loi. La liste indique, après le nom de chaque ouvrier, s'il est ouvrier agricole, ouvrier mineur employé aux travaux du fond, ouvrier industriel ordinaire ou matelot pêcheur.

ART. 4.

Chaque ouvrier rentrant dans les conditions de l'article premier doit être muni d'une carte-quittance conforme au modèle qui sera déterminé par arrêté royal.

Dans les trois mois qui suivront la date de la publication de cet arrêté royal, les administrations communales feront imprimer et distribuer les cartes-quittances. Ces administrations resteront chargées, dans la suite, de la fourniture et de la distribution des cartes.

Chaque carte portera les nom, prénoms, âge et résidence de son titulaire, ainsi que la date à laquelle elle lui a été remise et indiquera dans laquelle des quatre catégories visées à l'article précédent le titulaire rentre. Un espace en blanc suffisant pour coller cent timbres sera réservé sur chaque carte. Dès qu'une carte est remplie, son titulaire a le droit d'en obtenir une nouvelle.

ART. 5.

Tout ouvrier travaillant dans les fabriques, usines, ateliers, chantiers,

Hetzelfde geldt voor den Belgischen werkman, buitenlands arbeidende, na, in België, aan deze wet onderworpen te zijn geweest.

ART. 3.

Het bestuur van iedere gemeente maakt eene lijst op van de patroons en werklieden die aan deze wet zijn onderworpen. Op de lijst wordt, na den naam van elken werkman, vermeld of hij veldarbeider, in de mijn arbeidende mijnwerker, gewoon nijverheidswerkman of matroos-visscher is.

ART. 4.

Elke werkman, die verkeert in den toestand bepaald bij het eerste artikel, moet houder zijn van eene kwijtingskaart overeenstemmende met het bij koninklijk besluit vast te stellen model.

Binnen drie maanden volgende op de dagteekening der bekendmaking van dat koninklijk besluit, doen de gemeentebesturen de kwijtingskaarten drukken en ronddeelen. Deze besturen blijven naderhand belast met het leveren en het ronddeelen der kaarten.

Op iedere kaart zijn aangeduid naam, voornamen, ouderdom en verblijf van den houder, evenals de datum waarop zij hem werd afgegeven; zij vermeldt tot welke van de vier bij het vorig artikel bepaalde klassen de houder behoort. Iedere kaart bevat een wit vak, groot genoeg om er honderd zegels op te plakken. Is de kaart vol geplakt, dan heeft de houder daarvan recht op eene nieuwe kaart.

ART. 5.

Elke werkman arbeidende in fabrieken, werkplaatsen, werkhuizen, op

mines, minières ou carrières et tout matelot doivent, au moment de la paye, remettre sa carte-quittance à son patron. Celui-ci y colle des timbres-poste pour une somme correspondant à autant de fois fr. 0.10 et, s'il s'agit d'un ouvrier mineur employé aux travaux du fond, à autant de fois fr. 0.05 que l'ouvrier a été de jours au service du patron.

Les patrons employant plus de vingt ouvriers peuvent être autorisés par la Députation permanente du Conseil provincial à ne coller les timbres que tous les trois mois; et ceux employant plus de cent ouvriers, tous les six mois seulement. Cette autorisation est toujours révocable dans le cas où des irrégularités seraient constatées dans le collage.

ART. 6.

Tout ouvrier travaillant chez lui pour le compte de plusieurs fabricants ou de plusieurs marchands doit, chaque jour de travail, coller sur sa carte-quittance des timbres-poste pour la somme de fr. 0.10.

Les ouvriers travaillant chez eux pour le compte d'un seul fabricant ou marchand sont soumis au régime de l'article 5.

ART. 7.

Tout timbre doit, immédiatement après son collage, être oblitéré au moyen d'une marque indiquant en chiffres le jour, le mois et l'année.

werven, in mijnen, graverijen of groeven en elke matroos moet, bij het betalen van het loon, zijne kwijtingskaart afgeven aan zijnen patroon. Deze plakt er postzegels op tot een bedrag gelijkstaande met zooveelmaal fr. 0.10 en, zoo het een mijnwerker is, in de mijn arbeidende, met zooveelmaal fr. 0.05 als het aantal dagen dat de werkman bij den patroon in dienst was.

De patroons, die meer dan twintig werklieden in hunnen dienst hebben, kunnen door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad worden gemachtigd de zegels slechts om de drie maanden op de kaarten te plakken; en zij, die er meer dan honderd in dienst hebben, slechts om de zes maanden. Deze machtiging kan altijd worden ingetrokken, indien er bij het plakken onregelmatigheden werden vastgesteld.

ART. 6.

Elke werkman, te huis arbeidende voor rekening van verscheidene fabrikanten of van verscheidene handelaars moet, voor iederen dag arbeid, op zijne kwijtingskaart postzegels plakken tot een bedrag van fr. 0.10.

De werklieden, te huis arbeidende voor rekening van slechts één fabrikant of handelaar, zijn onderworpen aan de regelen vervat in artikel 5.

ART. 7.

Ieder zegel moet, zoodra het is opgeplakt, onbruikbaar worden gemaakt door middel van een merk dat dag, maand en jaar in cijfers vermeldt.

ART. 8.

Le patron, obligé de coller les timbres aux termes de l'article 5, qui payerait le salaire sans exiger la représentation de la carte-quittance pour y coller les timbres, ne serait pas libéré de sa dette envers l'ouvrier.

S'il est constaté lors de la remise d'une carte à l'administration que les timbres requis ne sont pas collés, le dernier fabricant ou marchand pour le compte duquel l'ouvrier aura travaillé, à une époque de l'année à laquelle les timbres auraient dû être collés, sera tenu de payer dix fois la somme correspondant aux timbres manquants.

Ces sommes seront recouvrées conjointement avec le montant des contributions directes et suivant les mêmes règles. Elles seront versées au profit de la caisse des pensions ouvrières.

ART. 9.

Le Roi nomme, dans chaque commune, un inspecteur des pensions ouvrières, chargé de veiller spécialement à l'observation du devoir de coller les timbres. L'inspecteur des pensions ouvrières a le droit d'assister à la paye des ouvriers et de se faire représenter les cartes-quittances. Il signale immédiatement au commissaire de police ou au bourgmestre les irrégularités qu'il aurait constatées.

Ses fonctions sont gratuites.

ART. 10.

La carte-quittance n'est valable que pendant deux ans à partir de la date à

ART. 8.

De patroon die, verplicht zegels te plakken, zooals is bepaald in artikel 5, het loon zou betalen zonder te eischen dat de kwijtingskaart wordt vertoond om er de zegels op te plakken, zou van zijne schuld tegenover den werkman niet ontlast zijn.

Wordt er, bij het afgeven van eene kaart aan het Bestuur, vastgesteld dat de vereischte zegels er niet opgeplakt zijn, dan is de laatste fabrikant of handelaar, voor rekening van wien de werkman gearbeid heeft, op een tijdstip van het jaar dat de zegels op de kaart moesten geplakt zijn, gehouden tot eene som tienmaal zoo groot als het bedrag van de ontbrekende zegels.

Deze sommen worden ingevorderd gezamenlijk met het bedrag van de rechtstreeksche belastingen en volgens dezelfde regelen. Zij worden gestort ten voordeele van het fonds der arbeidspensioenen.

ART. 9.

De Koning benoemt, in elke gemeente, eenen toezienner voor de arbeidspensioenen, belast in 't bijzonder na te gaan of de verplichting van het zegel plakken nageleefd wordt. Deze toezienner heeft het recht aanwezig te zijn bij het betalen van het loon aan de werklieden en zich de kwijtingskaarten te doen vertoonen. De onregelmatigheden, die hij mocht vaststellen, maakt hij onmiddellijk bekend aan den commissaris van politie of aan den burgemeester.

Zijn ambt is niet bezoldigd.

ART. 10.

De kwijtingskaart is slechts geldig gedurende twee jaar te rekenen van den

laquelle elle a été remise à son titulaire. Si, endéans ce délai, elle n'est pas remise à l'administration communale du lieu où réside l'ouvrier, les versements qu'elle constate ne profitent pas à celui-ci; le titulaire est passible d'une peine de un à huit jours de prison.

ART. 11.

Les patrons qui collent des timbres en vertu de l'article 5 sont autorisés à retenir sur le salaire la moitié de la valeur de ces timbres.

Les patrons admis par application de l'alinéa 2 de l'article 5 à ne coller les timbres que tous les trois ou six mois doivent néanmoins opérer les retenues à chaque paye.

ART. 12.

Les ouvriers qui collent des timbres, en vertu des prescriptions de l'article 6, peuvent réclamer au fabricant ou au marchand qui les emploie, outre le prix de leur travail, une fraction de ce prix égale à la fraction de leur salaire journalier moyen représentée par fr. 0.05.

Ce salaire journalier moyen est déterminé chaque année un mois à l'avance, dans chaque commune et pour chaque métier par le bourgmestre.

CHAPITRE II.

De la contribution de l'Etat.

ART. 13.

L'Etat consacrera chaque année au paiement des pensions ouvrières la somme de 19,320,000 francs.

dag waarop zij aan den houder is afgegeven. Wordt zij, binnen dezen tijd, niet afgegeven aan het gemeentebestuur van de plaats waar de werkmán verblijft, dan komen de daarop vastgestelde stortingen hem niet ten goede; de houder der kaart is strafbaar met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 11.

De patroons die, nit kracht van artikel 5, zegels plakken, zijn gemachtigd de helft van de waarde der zegels af te trekken van het loon.

De patroons die, door toepassing van het tweede lid van artikel 5, gemachtigd zijn slechts om de drie of de zes maanden de zegels te plakken, moeten niettemin de afhoudingen doen bij elke uitbetaling van loon.

ART. 12.

De werklíeden die, krachtens de bepalingen van artikel 6, zegels op de kaarten plakken, mogen eischen dat de fabrikant of de handelaar, voor wien zij arbeiden, hun, boven het arbeidsloon, betale een deel van dat loon, gelijkstaande met het deel van hun gemiddeld dagloon, vertegenwoordigd door fr. 0.05.

In iedere gemeente en voor ieder ambacht wordt, elk jaar, dat gemiddeld dagloon door den burgemeester eene maand te voren vastgesteld.

TWEEDE HOOFDSTUK

Bijdrage van den Staat.

ART. 13.

De Staat besteedt elk jaar eene som van 19,320,600 frank aan de uitbetaling der arbeiderspensioenen.

Cette somme sera portée au Budget des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Le Ministre des Chemins de fer souscrira les mandats nécessaires au nom des percepteurs des postes qui en auront besoin pour le paiement des pensions.

ART. 14.

Un impôt de 1 % est établi sur les coupons d'obligations et d'actions des sociétés ayant leur principal établissement en Belgique ou dont les coupons se paient en Belgique et sur les coupons d'obligations des provinces, communes et établissements publics, ainsi que sur les coupons de rente belge, pour subvenir à la contribution de l'État dans les charges financières de la présente loi.

Le débiteur du coupon retient le montant de l'impôt sur la valeur de tout coupon qu'il paie et en verse le montant entre les mains du receveur des contributions directes.

Le produit de la retenue faite sur les coupons de rente belge est déduit des sommes inscrites au Budget pour le service de la rente.

ART. 15.

Le contrôle de la retenue se fait au moyen des bilans publiés au *Moniteur* et au moyen des comptes des communes, provinces et établissements publics.

Ces bilans et comptes doivent indiquer le montant de la retenue.

Deze som wordt op de Begrooting van Spoorwegen, Posterijen en Telegraafen gebracht.

De Minister van Spoorwegen levert de vereischte mandaten af op naam van de postontvangers die ze tot uitbetaling der pensioenen noodig hebben.

ART. 14.

Ter bestrijding van Staatsbijdrage in de financieele lasten, door deze wet opgelegd, wordt eene belasting van 1 t. h. geheven : op de coupons der schuldbrieven en aandeelen van de vennootschappen die haren hoofdzetel in België hebben of waarvan de coupons in België worden uitbetaald; op de coupons van schuldbrieven der provinciën, gemeenten en openbare inrichtingen, alsmede op de coupons van de Belgische rente.

Hij, die de coupon is verschuldigd, trekt het bedrag der belasting af van de waarde van elke coupon die hij betaalt en stort het bedrag daarvan in de kas van den ontvanger der rechtstreeksche belastingen.

De opbrengst der afhouding op de coupons der Belgische rente wordt afgetrokken van de sommen die voor den dienst der rente in de Begrooting zijn uitgetrokken.

ART. 15.

Het nazicht der afhouding geschiedt door middel van de in het *Staatsblad* opgenomen balansen en door middel van de rekeningen der gemeenten, provinciën en openbare instellingen.

Deze balansen en rekeningen moeten het bedrag der afhouding vermelden.

ART. 16.

Un impôt de fr. 0.50 pour mille est établi sur toutes les opérations de bourse.

Toute personne qui, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, fait une opération de bourse, est tenue du montant du droit.

Toutes les opérations de bourse doivent être constatées sur des bordereaux spéciaux, délivrés par les receveurs de l'enregistrement, sous peine du refus de l'action en justice et sous peine d'une amende égale à dix fois le droit fraudé et s'élevant au minimum à 200 francs.

Les agents de l'Administration peuvent se faire représenter les livres des agents de change et toutes pièces révélant une opération de bourse.

CHAPITRE III.

De l'Administration centrale.

ART. 17.

La Caisse des pensions ouvrières est une personne morale, ayant un patrimoine propre.

Elle est administrée par un Conseil de cinq membres et par un directeur général, nommés par le Roi.

Le Conseil règle toutes les questions d'ordre général et pouvant intéresser l'avenir. Le directeur général est chargé de l'administration journalière; il organise et dirige les bureaux de la Caisse. Il représente la caisse en demandant et en défendant. Il ne peut intenter les actions en justice qu'après autorisation du Conseil, sauf en cas d'urgence.

ART. 16.

Op elke beursverrichting wordt een recht van fr. 0.50 per duizend geheven.

Elke persoon die, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van anderen, eene beursverrichting doet, is gehouden 't bedrag van het recht te betalen.

Op straffe van ontzegging der rechtsvordering en op straffe van eené boete, die tienmaal het niet betaalde recht en ten minste 200 frank bedraagt, moet elke beursverrichting worden vastgesteld in bijzondere borderellen, afgegeven door den ontvanger der registratie.

De beambten van het Bestuur zijn bevoegd zich de boeken van de wisselagenten en elk stuk, waaruit eene beursverrichting blijkt, te doen overleggen.

DERDE HOOFDSTUK.

Hoofdbestuur.

ART. 17.

De Kas der arbeiderspensioenen is een rechtspersoon, met eigen patrimonium.

Zij wordt beheerd door een Raad van vijf leden en door een algemeenen bestuurder, benoemd door den Koning.

De Raad regelt al de zaken van algemeenen aard, die voor de toekomst verbindend kunnen zijn. De algemeene bestuurder is belast met het dagelijksch beheer; hij richt de bureelen van de Kas in en bestuurt die. Hij treedt voor de Kas in rechten op, als eischer en als verweerder. Hij mag geene rechtsvorderingen instellen tenzij met machtiging van den Raad, behalve in spoedeisende gevallen.

ART. 18.

Dès que l'Administration communale reçoit une carte, elle y inscrit la date de la remise et le total des versements que la carte constate et transmet celle-ci au directeur général de la Caisse.

L'Administration centrale de la Caisse inscrit sur la carte une marque distinctive, composée d'une ou de deux lettres et d'un numéro. La même marque est inscrite, par les soins de l'Administration centrale, sur la seconde carte délivrée à l'ouvrier, et sur la troisième et les suivantes, par les soins de l'Administration communale, au moment de l'échange d'une carte ancienne contre une carte nouvelle.

Chaque carte porte le total des versements constatés par les cartes antérieures du même ouvrier.

ART. 19.

Chaque carte adressée à l'Administration centrale est conservée par elle jusqu'à l'envoi d'une nouvelle carte du même titulaire. Elle est alors détruite.

Les cartes sont encore détruites :

1° Lorsque le titulaire meurt ;

2° Lorsque depuis vingt ans aucune nouvelle carte du même titulaire n'est parvenue à l'Administration.

La marque distinctive est aussitôt reportée sur la première carte d'un ouvrier nouvellement soumis à la présente loi.

Les administrations communales transmettent à l'Administration centrale un extrait de l'acte de décès de chaque ouvrier et de chaque pensionné. Cet extrait porte la marque distinctive.

ART. 18.

Zoodra het Gemeentebestuur eene kaart ontvangt, schrijft het daarop den dag der afgifte evenals het geheel bedrag van de stortingen, door de kaart vastgesteld, en doet deze aan den algemeenen bestuurder van de Kas geworden.

Het Hoofdbestuur van de Kas zet op de kaart een kenteeken, bestaande uit één of twee letters en uit een nummer. Het zorgt er voor, dat hetzelfde kenteeken wordt geplaatst op de tweede kaart, den werkman afgegeven, terwijl dit voor de derde en volgende kaarten door het Gemeentebestuur wordt gedaan bij het ruilen van eene oude kaart tegen eene nieuwe.

Eene kaart vermeldt het geheel bedrag van de stortingen, vastgesteld door de vroegere kaarten van denzelfden werkman.

ART. 19.

Elke kaart, aan het Hoofdbestuur toegezonden, wordt door dit bestuur bewaard totdat eene nieuwe kaart van denzelfden houder binnenkomt. Dan wordt zij vernietigd.

De kaarten worden ook vernietigd :

1° Wanneer de houder overleden is ;

2° Wanneer geene nieuwe kaart van denzelfden houder sedert twintig jaar bij het bestuur is binnengekomen.

Het kenteeken wordt dadelijk overgebracht op de eerste kaart van een werkman, pas aan deze wet onderworpen.

De gemeentebesturen doen een uittreksel uit de akte van overlijden van elken werkman en van elken gepensioneerde aan het Hoofdbestuur toekomen. Op dat uittreksel staat het kenteeken.

ART. 20.

La marque distinctive doit être reproduite sur les registres de la population et en général sur toutes les pièces et registres administratifs concernant un ouvrier.

ART. 21.

La dernière carte de l'ouvrier constitue son titre lorsqu'il réclame la pension. Chaque carte doit porter l'indication du nombre d'années pendant lesquelles l'ouvrier a été ouvrier mineur du fond, ouvrier agricole, ouvrier industriel ordinaire ou matelot pêcheur.

ART. 22.

Il existe un fonds de réserve, constitué au moyen des excédents annuels des recettes. Ce fonds est administré par le Conseil de la Caisse. Sont seuls autorisés les placements permis à la Caisse d'Épargne.

Le montant du fonds de réserve ne peut pas dépasser 30 millions de francs. Dès qu'il a atteint ce chiffre, la contribution annuelle de l'État est diminuée de façon à empêcher tout excédent de recettes.

En cas d'insuffisance des recettes provenant de la vente des timbres et de la contribution de l'État, le directeur général de la Caisse puise les sommes nécessaires dans le fonds de réserve et les fait parvenir au Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

ART. 23.

Les versements constatés par toutes les cartes qui rentreront jusqu'à la fin

ART. 20.

Het kenteeken moet eveneens worden gezet op de bevolkingsregisters en, in 't algemeen, op al de administratieve stukken en registers betreffende een werkman.

ART. 21.

De laatste kaart van den werkman dient dezen tot bewijsmiddel bij het aanvragen om pensioen. Elke kaart vermeldt het aantal jaren gedurende welke de werkman is geweest mijnwerker in de mijn, veldarbeider, gewoon nijverheidswerkman of matroosvisscher.

ART. 22.

Er bestaat een reservefonds, gevestigd door middel van de jaarlijkse overschotten op de ontvangsten. Dit fonds wordt beheerd door den Raad der Kas. Geene andere geldbeleggingen zijn veroorloofd dan die toegelaten bij de Spaarkas.

Het bedrag van het reservefonds mag niet 30 millioen frank overtreffen. Is eenmaal dit cijfer bereikt, dan wordt de jaarlijkse bijdrage van den Staat derwijze verminderd, dat zij geen overschot op de ontvangsten kan geven.

Zijn de ontvangsten, voortspruitende uit den verkoop der zegels en uit de bijdrage van den Staat, ontoereikend, dan neemt de algemeene bestuurder van de Kas de noodige sommen uit het reservefonds en doet deze toekomen aan den Minister van Spoorwegen, Posten en Telegrafen.

ART. 23.

De stortingen, vastgesteld door al de kaarten die binnenkomen tot het einde

de la seconde année après la mise en vigueur de la présente loi seront additionnés et formeront, joints à la contribution de l'État, les recettes de la première année.

Le solde éventuel, après déduction du total des pensions payées pendant la première année, sera seul versé effectivement par l'État à la Caisse des pensions, en vue de la formation du fonds de réserve.

Les versements constatés par les cartes qui rentreront au cours de la troisième année serviront à calculer, joints à la contribution de l'État, les recettes de la seconde année, et ainsi de suite.

ART. 24.

Dans le courant du premier mois qui suit chaque année de gestion, le Conseil de la Caisse adresse au Ministre compétent un rapport détaillé sur les opérations de l'année et sur les résultats de l'application de la présente loi. Des copies de ces rapports sont envoyées aux Présidents des deux Chambres. Les rapports sont publiés dans les *Documents parlementaires*.

ART. 25.

Le Conseil de la Caisse est invité par le Ministre compétent à donner son avis sur tout projet de modification à la présente loi. Il peut être invité par le Ministre à donner son avis sur les difficultés d'interprétation de cette loi.

Les avis du Conseil sont publiés.

van het tweede jaar na het in werking treden van deze wet, worden samengesteld en maken, met de Staatsbijdrage, de ontvangsten van het eerste jaar uit.

Het eventueel overschot, na aftrekking van het geheel bedrag der pensioenen, gedurende het eerste jaar betaald, wordt werkelijk alleen door den Staat gestort in het Pensioenfonds, tot vorming van het reservefonds.

De stortingen, vastgesteld op de kaarten die in den loop van het derde jaar binnenkomen, dienen om, met de bijdrage van den Staat, de ontvangsten van het tweede jaar te berekenen, en zoo vervolgens.

ART. 24.

In den loop van de eerste maand volgende op ieder bestuursjaar, zendt de Raad van de Kas aan den betrokken Minister een omstandig verslag over de verrichtingen gedurende het jaar en over de uitslagen van de toepassing dezer wet. Afschriften van deze verslagen worden gestuurd aan de Voorzitters van beide Kamers. De verslagen worden als *Parlementaire Stukken* uitgegeven.

ART. 25.

De Raad van de Kas wordt door den betrokken Minister aangezocht zijn gevoelen te doen kennen omtrent elk ontwerp tot wijziging van deze wet. Hij kan door den Minister worden uitgenoodigd zijne meening te zeggen over de geschillen waartoe de verklaring van deze wet aanleiding geeft.

De adviezen van den Raad worden bekendgemaakt.

CHAPITRE IV.

Des pensions.

ART. 26.

Le droit à la pension s'ouvre :

1° Au profit de l'ouvrier agricole, de l'ouvrier industriel ordinaire et du matelot lorsqu'ils ont atteint 65 ans accomplis ;

2° Au profit de l'ouvrier mineur employé aux travaux du fond lorsqu'il a atteint 60 ans accomplis ;

3° Au profit de tout ouvrier soumis à la présente loi lorsqu'il est invalide avant l'âge préindiqué.

ART. 27.

Est considéré comme invalide, l'assuré qui n'est plus en état de gagner, par une occupation en rapport avec ses forces et ses aptitudes, en tenant compte de son éducation professionnelle et de son métier antérieur, un tiers de ce qu'une personne de la même profession, d'une éducation égale, saine de corps et d'esprit, peut gagner dans la même région par son travail.

Tout ouvrier malade depuis un an et se trouvant dans l'état défini à l'alinéa précédent, sans qu'on puisse toutefois décider si cet état durera toujours ou viendra à s'améliorer, est également, pendant toute la durée de sa maladie, considéré comme invalide au point de vue de l'application de la présente loi.

Si l'invalidité, permanente ou temporaire, provient d'un accident du travail, l'ouvrier ne peut pas invoquer le bénéfice de la présente loi.

VIERDE HOOFDSTUK.

Pensioenen.

ART. 26.

Recht op pensioen bestaat :

1° Voor den veldarbeider, voor den gewonen nijverheidswerkman en voor den matroos wanneer zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt ;

2° Voor den mijnwerker, in de mijn arbeidende, wanneer hij den leeftijd van 60 jaar heeft bereikt ;

3° Voor elken werkman, aan deze wet onderworpen, wanneer hij, vóór den hierboven bepaalden leeftijd, niet meer in staat is om te arbeiden.

ART. 27.

Wordt beschouwd als onbekwaam tot den arbeid, de verzekerde die niet meer in staat is om door een arbeid in verhouding tot zijne krachten en zijne geschiktheid, rekening houdende met zijn beroepsonderwijs en zijn vorig ambacht, een derde te verdienen van wat een persoon van hetzelfde bedrijf, van gelijke opvoeding, kloek van lichaam en geest, in dezelfde streek door zijnen arbeid kan winnen.

Elke werkman, die sedert een jaar ziek is en verkeert in den bij de vorige alinea omschreven toestand, zonder dat er echter kan worden beslist of deze toestand zal voortduren of verbeteren, wordt eveneens, gedurende geheel den duur zijner ziekte, beschouwd als ongeschikt tot den arbeid met het oog op de toepassing van deze wet.

Spruit de bestendige of tijdelijke invaliditeit voort uit een arbeidsongeval, dan kan de werkman niet eischen dat deze wet op hem worde toegepast.

ART. 28.

Le droit à la pension d'invalidité existe pour tout invalide porteur de sa carte-quittance.

ART. 29.

Si l'invalidité a pour cause une mutilation volontaire ou bien est la suite d'un crime ou d'un délit commis par l'invalide, le droit à la pension d'invalidité n'existe pas.

ART. 30.

Les ouvriers et anciens ouvriers agricoles, les ouvriers, les anciens ouvriers industriels et les anciens matelots ayant 65 ans ou plus, et les mineurs et anciens mineurs employés aux travaux du fond ayant 60 ans ou plus au moment de la mise en vigueur de la présente loi, ont droit à la pension sans avoir fait aucun versement.

Les uns et les autres doivent établir qu'ils ont été ouvriers agricoles et industriels, matelots ou mineurs employés aux travaux du fond pendant les dix années qui ont précédé soit la mise en vigueur de la loi, soit le moment où ils ont cessé de travailler.

ART. 31.

Si un ouvrier a été, dans le cours de sa vie, matelot, ouvrier agricole, ouvrier industriel et ouvrier mineur employé aux travaux du fond, il est classé, pour l'application de la présente loi, dans la catégorie où il a travaillé le plus longtemps.

ART. 28.

Op het invaliditeitspensioen kan aanspraak worden gemaakt door elken ongeschikte tot den arbeid, houder van zijne kwijtingskaart.

ART. 29.

Is de invaliditeit toe te schrijven aan vrijwillige verminking of is zij het gevolg van eene misdaad of van een wanbedrijf gepleegd door den tot arbeid onbekwame, dan bestaat er geen recht op invaliditeitspensioen.

ART. 30.

De veldarbeiders en oud-veldarbeiders, de werklieden, de oud-nijverheidswerklieden en de gewezen matrozen van 65 jaar of meer, en de mijnwerkers en oud-mijnwerkers, in de mijn arbeidende, die 60 of meer dan 60 jaar tellen bij het in werking treden van deze wet, hebben recht op pensioen zonder eenige storting te hebben gedaan.

Allen moeten het bewijs leveren dat zij veldarbeiders en nijverheidswerklieden, matrozen of in de mijn arbeidende mijnwerkers zijn geweest gedurende de tien jaar die hetzij aan het in werking treden der wet, hetzij aan het oogenblik, waarop zij ophielden te arbeiden, voorafgingen.

ART. 31.

Was een werkman, in den loop van zijn leven, matroos, veldarbeider, nijverheidswerkman en in de mijn arbeidend werkman, dan wordt hij, voor de toepassing van deze wet, gerangschikt in de klasse waar hij het langst gearbeid heeft.

ART. 32.

Toute condamnation criminelle, hormis celles prononcées pour crimes politiques, entraîne de plein droit privation du droit à la pension.

Les cours et tribunaux peuvent, lorsqu'ils prononcent une peine correctionnelle supérieure à une année d'emprisonnement et qu'il y a récidive, décider que le condamné sera privé du tiers ou des deux tiers de sa pension.

ART. 33.

Les invalides pensionnés sont considérés, lorsqu'ils atteignent l'âge de 60 ou 65 ans, comme ayant fait tous les versements nécessaires pour obtenir la pension de vieillesse.

ART. 34.

La pension est de 360 francs par an, sauf dans l'hypothèse prévue à l'alinéa 2 de l'article 32.

Les ouvriers agricoles, les ouvriers industriels ordinaires, les matelots âgés de moins de 65 ans et les ouvriers mineurs employés aux travaux du fond âgés de moins de 60 ans, mais ayant, les uns et les autres, plus de 30 ans en 1908, obtiendront toute la pension, si, depuis 1908 jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement 65 ou 60 ans, ils font leurs versements annuels. S'ils ne les font pas, leur pension sera réduite d'autant de cinquantièmes ou quarante-cinquièmes qu'ils ont négligé de versements annuels.

Les ouvriers ou futurs ouvriers qui n'ont pas 15 ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi obtiendront, s'ils sont ouvriers mineurs em-

ART. 32.

Elke lijfstraf, behalve de straffen uitgesproken wegens politieke misdrijven, brengt van rechtswege het verlies van het recht op pensioen mede.

De hoven en rechtbanken kunnen, wanneer zij eene correctioneele straf uitspreken, hooger dan één jaar gevangenzitting en ingeval van herhaling, beslissen dat de veroordeelde zal zijn beroofd van een derde of van twee derden van zijn pensioen.

ART. 33.

Op pensioen gestelde invaliden worden, wanneer zij den leeftijd van 60 of 65 jaar bereiken, geacht al de stortingen, vereischt tot het bekomen van het ouderdomspensioen, te hebben gedaan.

ART. 34.

Het pensioen bedraagt 360 frank per jaar, behalve in het geval voorzien bij het tweede lid van artikel 32.

Echter wordt aan de veldarbeiders, aan de gewone nijverheidswerklieden van minder dan 65 jaar, en aan de in de mijn arbeidende mijnwerkers van minder dan 60 jaar, doch die, zoowel de eenen als de anderen, den leeftijd van 30 jaar in 1908 hebben bereikt, gansch het pensioen verleend, indien zij, sedert 1908 totdat zij respectievelijk den ouderdom bereikten van 65 of 60 jaar, hunne jaarlijksche stortingen doen. Doen zij deze niet, zoo wordt hun pensioen met zooveel vijfzigste of vijf- en veertigste deelen verminderd als door hen jaarlijksche stortingen werden verzuimd.

De werklieden of toekomstige werklieden, die, bij het in werking treden der wet, den leeftijd van 15 jaar niet hebben bereikt, bekomen, zoo het mijn-

ployés aux travaux du fond, autant de quarante-cinquièmes de la pension de 360 francs qu'ils pourront justifier avoir fait de versements annuels complets; s'ils sont ouvriers industriels ordinaires, autant de cinquantièmes et s'ils sont ouvriers agricoles, autant de cinquante-cinquièmes.

ART. 35.

Le versement requis est celui qui correspond au nombre de jours de travail. L'ouvrier doit justifier de toute journée de chômage, soit en invoquant les dispositions légales relatives aux jours fériés, soit en produisant un certificat de l'administration communale. Les certificats restent annexés à la carte-quittance.

ART. 36.

Lorsque l'intéressé réclame la pension et que son droit est reconnu, le Directeur général adresse à l'intéressé un mandat lui permettant de toucher mensuellement, sur simple présentation, le douzième de sa pension, au bureau de poste que l'intéressé désigne.

Le percepteur des postes tient dans un registre spécial la comptabilité des mensualités qu'il acquitte.

En cas de changement de résidence, le Directeur général adresse à l'intéressé, sur sa demande, une annexe au mandat, lui permettant de toucher les arrérages de la pension dans un autre bureau de poste. Cette annexe doit être visée par le percepteur du bureau précédemment chargé du service de la pension et men-

werkers geldt die in de mijn arbeiden, zooveelmaal een vijf-en-veertigste van het pensioen van 360 frank als zij kunnen bewijzen jaarlijksche volledige stortingen te hebben gedaan; indien het gewone nijverheidswerklieden zijn, zooveelmaal een vijftigste deel, en, indien het veldarbeiders zijn, zooveelmaal een vijf-en-vijftigste deel.

ART. 35.

De vereischte storting is die overeenstemmende met het aantal arbeidsdagen. De werkman moet het bewijs leveren van elken rustdag, hetzij door zich te beroepen op de wettelijke bepalingen betreffende de feestdagen, hetzij door een getuigschrift van het gemeentebestuur over te leggen. De getuigschriften blijven aan de kwijtingskaart gehecht.

ART. 36.

Wanneer de belanghebbende pensioen aanvraagt en er is vastgesteld dat hij daarop recht heeft, doet de Algemeene Bestuurder hem een mandaat toekomen, waarmede hij, op enkel vertoon, maandelijks het twaalfde van zijn pensioen kan ontvangen in het postkantoor aangewezen door den belanghebbende.

De postontvanger boekt in een bijzonder register de hoeveelheid der gelden die hij elke maand tegen kwijtschrift uithetaalt.

Bij verandering van verblijf, doet de Algemeene Bestuurder aan den belanghebbende, op dezes verzoek, geworden een aanhangsel van het mandaat, krachtens hetwelk hij de vervallen termijnen van het pensioen in een ander postkantoor kan ontvangen. Dit aanhangsel moet door den ontvanger van het kan-

tion du changement doit être faite par ce percepteur en marge du mandat.

Le pensionné qui réside à l'étranger peut se faire envoyer les arrérages de sa pension par mandat-poste, à ses frais.

Art. 37.

Les pensions sont payables par anticipation le premier jour de chaque mois, à partir du premier jour du second mois qui suivra la mise en vigueur de la loi.

Art. 38.

Les pensions sont incessibles et insaisissables.

CHAPITRE V.

Du contentieux.

Art. 39.

Le juge de paix statue sur les demandes de pensions et sur les demandes de retrait de pensions. Il statue également sur les demandes d'inscription sur la liste des ouvriers et patrons soumis à la présente loi et sur les demandes de radiation de cette liste. Toutes ces décisions sont rendues en dernier ressort.

Le juge compétent est celui dans le canton duquel se trouve l'établissement industriel où travaille l'ouvrier et que dirige le patron. Dans les cas ne rentrant pas dans la disposition précédente, c'est le domicile de l'ouvrier ou du patron qui détermine la compétence.

toor, vroeger met den dienst van het pensioen belast, worden gevisceerd en de verandering door dezen ontvanger vermeld op den kant van het mandaat.

De gepensionneerde, die in den vreemde verblijft, kan zich de vervallen termijnen van zijn pensioen doen toezenden bij postmandaat, op zijne kosten.

Art. 37.

De pensioenen zijn vooruit betaalbaar den eersten dag van elke maand, te rekenen van den eersten dag der tweede maand volgende op het in werking treden der wet.

Art. 38.

De pensioenen zijn onafstaanbaar en onaantastbaar.

VIJFDE HOOFDSTUK.

Geschillen.

Art. 39.

De vrederechter doet uitspraak over de eischen tot pensioen en de eischen tot intrekking van pensioen. Hij doet insgelijks uitspraak over de eischen tot inschrijving op de lijst der werklieden en patroons, aan deze wet onderworpen, alsmede over de eischen tot schraping van deze lijst. Van al deze beslissingen kan niet in hooger beroep worden gekomen.

De bevoegde rechter is hij, binnen wiens kanton de nijverheidsinrichting waar de werkman arbeidt, en welke door den patroon wordt bestuurd, is gelegen. In de niet bij de vorige bepaling voorziene gevallen wordt de bevoegdheid vastgesteld door de woonplaats van den werkman of van den patroon.

ART. 40.

Lorsque le débat porte sur l'existence de l'invalidité, le juge de paix ne peut statuer qu'après avoir pris l'avis du Conseil local des pensions ouvrières.

Le Conseil compétent est déterminé suivant les règles prescrites à l'alinéa 2 de l'article précédent.

ART. 41.

Un Conseil local des pensions ouvrières est institué dans chaque commune. Le Roi peut diviser les communes de plus de 40,000 âmes en plusieurs sections formant chacune le ressort d'un Conseil. Il peut aussi réunir plusieurs communes en un groupe formant le ressort d'un seul Conseil, sans que le total des habitants du groupe puisse dépasser 5,000.

ART. 42.

Les patrons et les ouvriers inscrits sur la liste prévue à l'article 3 et électeurs pour la Chambre des représentants sont électeurs pour l'élection des Conseils de pensions ouvrières.

Cette élection se fait en même temps que les élections législatives. Les convocations pour les électeurs patrons et les électeurs ouvriers portent les mentions spéciales nécessaires.

Les ouvriers choisissent seize délégués ouvriers et les patrons seize délégués patrons, à moins qu'il n'y ait que seize patrons ou moins dans la commune, auquel cas ils sont tous délégués de droit.

ART. 40.

Loopt het geschil over het bestaan van invaliditeit, dan mag de vrederechter slechts uitspraak doen na het gevoelen van den plaatselijken Raad der arbeiderspensioenen te hebben ingewonnen.

De aanwijzing van den bevoegden Raad geschiedt volgens de regelen voorgeschreven bij het tweede lid van het vorig artikel.

ART. 41.

In elke gemeente wordt een plaatselijke Raad voor de arbeiderspensioenen ingesteld. De Koning kan de gemeenten van meer dan 40,000 zielen splitsen in verscheidene afdeelingen waarvan elke afdeeling het gebied van een Raad uitmaakt. Hij kan eveneens verscheidene gemeenten vereenigen tot eene groep, het gebied van één Raad uitmakende, zonder dat het geheele getal van de bevolking der groep 5,000 mag overtreffen.

ART. 42.

Patroons en werklieden voorkomende op de bij artikel 3 voorziene lijst en stemrecht hebbende voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zijn kiezer voor het benoemen van de Raden der arbeiderspensioenen.

Deze verkiezing geschiedt tegelijkertijd als die voor de Wetgevende Kamers. De oproepingsbrieven voor de kiezerspatroons en de kiezerswerklieden vermelden de vereischte bijzondere mededeelingen.

De werklieden verkiezen zestien afgevaardigden-werklieden en de patroons zestien afgevaardigden-patroons, tenzij er slechts zestien of minder dan zestien patroons in de gemeente zijn, in welk geval zij allen van rechtswege afgevaardigden zijn.

Dans le cas prévu à l'article 41 *in fine*, le nombre de délégués élus dans la commune est multiplié, de plein droit, par le nombre de sections.

La moitié des délégués patrons ou ouvriers doivent être industriels et l'autre moitié, agriculteurs.

ART. 43.

Chaque Conseil se compose d'un patron industriel, d'un ouvrier industriel, d'un patron agriculteur et d'un ouvrier agricole. Il est présidé par l'Inspecteur des pensions ouvrières dont la voix n'est pas prépondérante. Le Conseil siège au nombre fixe de cinq membres.

Les fonctions des membres sont gratuites. Les séances se tiennent le soir.

ART. 44.

Les membres des Conseils des pensions ouvrières prêtent serment entre les mains du bourgmestre.

Chaque Conseil fait un règlement sur le service des audiences et le roulement de ses membres.

Les convocations sont faites par les soins de l'Inspecteur des pensions ouvrières.

ART. 45.

Le juge de paix est saisi par une simple requête de la partie intéressée. La requête doit être faite en double. Le greffier adresse le double, par lettre recommandée, à l'Inspecteur des pensions ouvrières ou à l'ouvrier ou au patron intéressés, suivant les cas, en les avertissant du jour où le juge entendra les parties. Un intervalle de huit jours au moins doit être laissé entre

In het geval voorzien aan 't slot van artikel 41, wordt het getal afgevaardigden, in de gemeente verkozen, van rechtswege vermenigvuldigd met het getal afdeelingen.

De afgevaardigden-patroons of werklieden moeten voor de helft behooren tot de nijverheid en voor de helft tot den landbouw.

ART. 43.

Elke Raad is samengesteld uit : een nijverheidspatroon, een nijverheidswerkman, een patroon-landbouwer en een veldarbeider. Hij wordt voorgezeten door den Toeziener voor de arbeiderspensioenen, die geen beslissende stem heeft. Voor de vergaderingen van den Raad wordt een vast getal van vijf leden vereischt.

Het ambt der leden is niet bezoldigd. De vergaderingen worden des avonds gehouden.

ART. 44.

De leden van de Raden der arbeiderspensioenen leggen den eed af in handen van den burgemeester.

Elke Raad maakt een reglement op voor den dienst der zittingen en een rooster voor de beurten zijner leden.

De oproepingen gaan uit van den Toeziener voor de arbeiderspensioenen.

ART. 45.

De eisch wordt voor den vrederechter gebracht bij eenvoudig verzoekschrift van de belanghebbende partij. Dit verzoekschrift wordt in dubbel opgemaakt. De griffier doet het dubbel bij aangeteekenden brief toekomen aan den Toeziener voor de arbeiderspensioenen of aan den belanghebbenden werkman of patroon, volgens de gevallen, en doet hun tevens den dag kennen waarop de rechter

l'envoi de la requête et le jour de la comparution.

Les affaires prévues à l'article 39 doivent être terminées, à peine de nullité de toute procédure, dans les deux mois du dépôt de la requête.

ART. 46.

Tous les actes et toutes les pièces de procédure et autres, relatifs aux réclamations prévues à l'article 39, sont exemptés des droits de timbre et d'enregistrement.

L'assistance judiciaire est de droit pour les ouvriers et les patrons, dans les affaires visées par l'article 39.

ART. 47.

L'Inspecteur des pensions ouvrières représente l'administration de la Caisse dans les affaires prévues à l'article 39.

ART. 48.

Les décisions judiciaires en matière de pensions ouvrières sont, lorsqu'elles tranchent un point de droit, publiées aux frais de l'État dans un recueil spécial, envoyé à toutes les justices de paix et à tous les tribunaux de première instance.

CHAPITRE VI.

Dispositions additionnelles.

ART. 49.

Le montant des cotisations et celui de la contribution de l'État sont fixés pour les quatre premières années de fonctionnement de la Caisse.

partijen zal hooren. Tusschen het opzenden van het verzoekschrift en den dag der verschijning moeten ten minste acht dagen verlopen.

De zaken, bij artikel 39 voorzien, moeten, op straffe van nietigheid der rechtspleging, afgedaan zijn binnen twee maanden na het indienen van het verzoekschrift.

ART. 46.

Al de akten en al de stukken der rechtspleging en andere, betreffende de eischen bij artikel 39 voorzien, zijn vrij van zegel- en registratierecht.

In de zaken, bij artikel 39 voorzien, bestaat de rechtsbijstand van rechtswege voor de werklieden en de patroons.

ART. 47.

In de zaken voorzien bij artikel 39, vertegenwoordigt de Toeziener voor de arbeiders-pensioenen het Bestuur van de Kas.

ART. 48.

De rechterlijke beslissingen in zake van arbeiderspensioenen worden, wanneer zij een rechtspunt oplossen, op kosten van den Staat bekendgemaakt in eene bijzondere verzameling, die aan elk vrederecht en aan elke rechtbank van eersten aanleg wordt toegezonden.

ZESDE HOOFDSTUK.

Aanvullende bepalingen.

ART. 49.

Het bedrag der stortingen en dat der bijdrage van den Staat worden vastgesteld voor de eerste vier jaren der werking van de Kas.

ART. 50.

A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs ne pourront plus payer de pensions de vieillesse, ni de pensions d'invalidité aux ouvriers qui jouiront de ces pensions en vertu de la présente loi.

ART. 51.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 10 mai 1900 cessera de s'appliquer aux ouvriers soumis à la présente loi, même s'ils sont affiliés à une société mutualiste.

ART. 52.

Une décoration spéciale sera créée pour récompenser les personnes qui se seront signalées par leur dévouement et leur intelligence dans l'accomplissement des fonctions d'Inspecteur des pensions ouvrières et de membre du Conseil local.

ART. 53.

Dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi au *Moniteur*, le Roi ordonnera, par arrêté, toutes les mesures nécessaires pour son exécution.

La loi entrera en vigueur en même temps que cet arrêté.

ART. 50.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, mogen de Voorzorgskassen der mijnwerkers geene ouderdomspensioenen of invaliditeitspensioenen meer betalen aan de werklieden welke die pensioenen genieten uit kracht van deze wet.

ART. 51.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, zal de wet van 10 Mei 1900 niet meer van toepassing zijn op de aan deze wet onderworpen werklieden, zelfs wanneer ze zijn aangesloten bij eene maatschappij van onderlingen bijstand.

ART. 52.

Ter belooning van de personen, die zich onderscheiden door hunne toewijding en hunne bekwaamheid bij het waarnemen van het ambt van Toeziener voor de arbeiderspensioenen en van lid van een plaatselijken Raad, wordt een bijzonder eereteken ingesteld.

ART. 53.

Binnen drie maanden, volgende op de afkondiging van deze wet in het *Staatsblad*, bepaalt de Koning, bij besluit, al de maatregelen vereischt tot hare uitvoering.

De wet zal in werking treden tegelijkertijd als dat besluit.

R. WAROCQUÉ.

POL BOËL.

A. BUYL.

ERNEST NOLF.